

# France Forum

- *La détente, mythe ou réalité ?*
- *A la recherche des Droites en France*
- *Démocratie d'inspiration chrétienne et justice sociale internationale*
- *Actualités économiques et sociales*
- *Droite-Gauche : distinction nécessaire et piégée*
- *Lettres, arts, cinéma*

André FONTAINE — René REMOND — Jacques MALLET — Jean-Dominique DURAND  
Jean BOISSONNAT — D.A. KERGAL — Philippe SÉNART — Yvan CHRIST — Henri  
BOURBON — Franck LESSAY — Etienne BORNE



# FRANCE FORUM

## COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 544.75.50

Abonnement annuel ..... 80 F

Abonnement de soutien ..... 100 F

## *Sommaire* *195 - 196*

Avril - Mai 1982  
20 F

### DOSSIERS ET ETUDES

#### LA DETENTE, MYTHE OU REALITE ?

PAR ANDRE FONTAINE ..... p. 2

#### QUEL AVENIR POUR LA DETENTE ?

PAR JACQUES MALLET ..... p. 13

#### LES DROITES EN FRANCE

PAR RENE REMOND ..... p. 15

#### DEMOCRATIE D'INSPIRATION CHRETIENNE

#### ET JUSTICE SOCIALE INTERNATIONALE

PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND ..... p. 23

#### BONAPARTE EN BRUMAIRE OU LE NAPOLEON IMAGINAIRE

PAR DOMINIQUE-ANDRE KERGALE ..... p. 29

#### LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

..... p. 41

### ARTS

#### LA VIE LITTERAIRE

PAR PHILIPPE SENART ..... p. 47

#### QUAND LA FRANCE BRADAIT SES ŒUVRES D'ART

PAR YVAN CHRIST ..... p. 52

#### REDS

PAR HENRI BOURBON ..... p. 55

### NOTES DE LECTURE

#### RAYMOND ARON, SPECTATEUR ENGAGE DE L'HISTOIRE

PAR FRANCK LESSAY ..... p. 58

#### LA CRISE DE L'ETAT-PROVIDENCE DE PIERRE ROSANVALLON

PAR JEAN OUACHEE ..... p. 60

#### LES CERISIERS D'IRGHIL DE RENE LENOIR

PAR JOSEPH MACE-SCARON ..... p. 61

#### LAMMENAIS AUJOURD'HUI

PAR JEAN-YVES CHEVALLIER ..... p. 63

#### CHRETIENS DANS LA DEMOCRATIE D'EMILE VIREL

PAR PIERRE LETAMENDIA ..... p. 63

### PROPOS DU TEMPS

#### DROITE-GAUCHE: DISTINCTION NECESSAIRE ET PIEGEE

PAR ETIENNE BORNE ..... p. 66

# LA DÉTENTE, MYTHE OU RÉALITÉ ?

par André FONTAINE

*André Fontaine a bien voulu nous autoriser à publier la conférence qu'il a prononcée au Cercle France-Forum de la région parisienne le 14 décembre 1981 sur le thème de la détente dont il a raconté l'histoire mouvementée dans son livre récent "Un seul lit pour deux rêves" paru aux éditions Fayard.*

*L'histoire de la détente est lourde de drames, de passions, de coups de théâtre. Si la détente a conduit à des réconciliations spectaculaires (URSS-Allemagne, Chine-Etats-Unis, Egypte-Israël), elle n'a cessé d'être mise en péril, de l'Indochine à l'Amérique latine, de la Tchécoslovaquie au Proche-Orient, de l'Afghanistan à la Pologne, par des guerres et par des interventions de toutes sortes. Même pendant la brève période où Brejnev et Nixon ont paru exercer une sorte de "condominium", les deux superpuissances n'ont cessé de se disputer la prépondérance mondiale. "Elles dorment dans le même lit, a dit Zhou Enlai, mais elles ne font pas les mêmes rêves"...*

*Rédacteur en chef du "Monde", André Fontaine a publié plusieurs ouvrages parmi lesquels: "Histoire de la guerre froide"; "De la Révolution d'Octobre à la guerre de Corée" (tome 1); "De la guerre de Corée à la crise des alliances" (tome 2); "La guerre civile froide" (mai 1968 et ses suites); "Le dernier quart de siècle"; "La France au bois dormant".*

**D**epuis que nous vivons dans cette période étrange, que l'on a baptisée faute de mieux "détente", on s'est posé mille fois la question de savoir si la détente en question continuait ou non. Si j'emploie le mot "étrange", c'est parce que, au fond, lorsqu'on cherche la signification véritable de l'idée de détente, ce qui vient à l'esprit c'est qu'il s'agit de ce qui succède à la tension, pour autant que celle-ci n'ait pas conduit à une explosion. Auquel cas il ne serait plus possible de parler de "détente" sauf à rendre au mot le sens qu'il avait autrefois, qui était précisément celui d'explosion.

On n'a pas attendu que les Soviétiques et les Américains se trouvent face-à-face à l'échelle mondiale pour parler de détente. Il y a eu des détentes dans les relations internationales cent fois au cours de ce siècle et du siècle précédent.

La guerre froide elle-même a connu plusieurs périodes de détente. Je suis assez vieux pour avoir, en 1956, accompagné Guy Mollet à Moscou et l'avoir entendu à l'aérodrome, en réponse aux souhaits de bienvenue des

dirigeants Soviétiques, exalter "la détente et l'entente". Le Général de Gaulle n'a innové que pour un tiers puisqu'il a ajouté à ces deux mots ce qui en a fait un triptyque, la coopération. Formule qui a fait florès puisque, par la suite, elle est devenue le résumé absolument complet de la politique française. Je me souviens que M. Raymond Barre, alors qu'il était Ministre du Commerce Extérieur, avait reçu un jour, 48 h avant l'arrivée à Paris de M. Kirilline, alors co-Président de la grande commission Franco-Soviétique, l'Ambassadeur d'URSS qui venait aux nouvelles. M. Tchervonenko - c'était déjà lui - a demandé à M. Barre: "Monsieur le Ministre, dites-nous quelle est la racine de la politique française à l'égard de l'Union Soviétique ?" M. Barre pris au dépourvu s'est référé à la formule de De Gaulle: "détente, entente, coopération". Le lendemain, il y avait un grand banquet offert par M. Giscard d'Estaing à son hôte soviétique, et le Président a tout naturellement employé dans son toast la formule "détente, entente, coopération", ce qu'entendant M. Tchervonenko a lancé à M. Barre un coup d'œil, lui donnant l'impression qu'il le tenait pour l'inspirateur de la politique française. Cette anecdote vaut ce qu'elle vaut mais elle montre à quel point la diplomatie se

contente parfois d'approximations.

## LA DETENTE-DEGEL

La détente, dans la guerre froide a commencé au lendemain de la mort de Staline, en 1953. Les Soviétiques, inquiets de la tournure qu'avaient pris les événements à l'échelle mondiale, redoutant sans doute qu'une guerre ne devienne rapidement inévitable, avaient entrepris par différents gestes de détendre l'atmosphère. Ce fut l'époque du "dégel" auquel Ilya Elrenbourg a consacré un très beau roman. Cette "détente-dégel" a conduit à l'arrêt de la guerre de Corée, à l'armistice d'Indochine en 1954, au Traité d'Etat Autrichien, à l'établissement de relations diplomatiques entre Bonn et Moscou, à une visite du Chancelier Adenauer au Kremlin et à l'entrée massive aux Nations Unies d'un grand nombre d'Etats candidats dont l'admission était bloquée par le veto de l'une ou de l'autre des superpuissances. On peut dire que cette détente avait commencé à s'essouffler lorsque, en octobre 1956, sont survenus les deux événements qui en ont sonné le glas ; l'invasion de la Hongrie et l'expédition de Suez.

L'année suivante, Khrouchtchev a annoncé le succès de son premier spoutnik qui lui a un peu tourné la tête. Se sentant une supériorité militaire au moins provisoire sur les Etats-Unis, il a tenté de la transformer en avantage politique en envoyant aux pays occidentaux une sorte d'ultimatum pour leur enjoindre de bien vouloir évacuer le plus rapidement possible Berlin-Ouest. Ce qui a placé les dits gouvernements occidentaux dans un embarras considérable dont le Président Eisenhower n'a pas trouvé d'autres moyens de se tirer qu'en invitant Khrouchtchev à visiter les Etats-Unis.

Aujourd'hui l'annonce d'une visite d'un dirigeant soviétique aux Etats-Unis paraîtrait banale, malgré le tour un peu... tendu qu'a pris ces jours-ci la détente ; mais à l'époque c'était un événement fantastique. Quand Khrouchtchev est arrivé là-bas la nouvelle a fait des titres énormes dans tous les journaux, d'autant plus que le personnage était pittoresque et que son voyage a été émaillé de différents incidents qui montraient d'une part son ignorance profonde de la réalité américaine et d'autre part sa capacité d'émerveillement. C'est de ce voyage qu'il a rapporté deux ou trois idées, dont celles de créer des magasins à grande surface en Union Soviétique et de populariser la culture du maïs. Par la suite on l'a appelé "Papa maïs".

Toujours est-il qu'au cours de ce voyage Eisenhower a émis l'idée que la situation à Berlin était anormale, ce que Khrouchtchev, non sans quelque apparence de bon sens, a interprété comme voulant dire qu'il fallait la normaliser. A suivi une nouvelle détente qui était finalement fondée sur un malentendu. On s'en est aperçu quatre à cinq mois plus tard, quand s'est réuni à Paris, sous la présidence du Général de Gaulle, le dernier Sommet de

ce qu'on appelait alors les Quatre grandes puissances. Nikita Khrouchtchev, malgré tous ses efforts, n'a pas réussi à obtenir d'Eisenhower les excuses qu'il comptait bien recevoir à la suite du survol du territoire soviétique par un avion espion U.2 qui avait été abattu par sa DCA. Il est reparti furieux, après une conférence de presse mémorable au Palais de Chaillot. La tension qui a suivi a conduit à la construction du mur de Berlin et à la crise des fusées de Cuba. Sans qu'on en soit absolument sûr, beaucoup d'indications donnent à penser que Khrouchtchev, en plaçant, sans le dire, des fusées nucléaires à moyenne portée à Cuba, ambitionnait de procéder avec les Américains à une espèce d'échange standard: "je retire mes fusées, mais vous évacuez Berlin-Ouest". Là, les avions espions ont bien rempli leur mission. Les Américains se sont aperçus à temps de ce qui était en cours d'installation. Kennedy a envoyé une sorte d'ultimatum à Khrouchtchev. Il y a eu huit jours d'une partie de bras de fer, comme l'histoire de l'après-guerre n'en avait pas encore connu, et finalement Khrouchtchev a accepté de retirer les fusées soviétiques de Cuba.

De part et d'autre on avait eu très peur. Maintenant les lettres échangées sont relativement publiques. Elles portent la marque de cette inquiétude. C'est de là qu'est née, de part et d'autre, la résolution de tout faire désormais pour éviter de se retrouver placé dans une situation pareille, autrement dit de n'avoir le choix qu'entre la capitulation et le risque d'une guerre nucléaire synonyme, vous le savez bien, à notre époque, de suicide collectif.

## PLUSIEURS CONCEPTIONS DE LA DETENTE

Cette détente a été initiée par Khrouchtchev et Kennedy. Sur le moment elle a pris des proportions qu'on a quelque peine à imaginer aujourd'hui. Kennedy a fait un discours sur la paix que tout le monde a déclaré inoubliable, moyennant quoi tout le monde l'a oublié depuis ! et pourtant Khrouchtchev en avait parlé avec des larmes dans les yeux... Cette année là, en 1963, les budgets militaires ont été réduits de part et d'autre. Khrouchtchev a lancé une grande proposition pour le gel de toutes les frontières de la terre. On débordait d'idées, d'initiatives pour entrer véritablement dans la paix. Mais la paix, on ne l'a pas eue et on a appris à se contenter de la détente. Et c'est là que le mot détente devient paradoxal parce que, autant il s'expliquait pour une période relativement brève, autant quand il s'agit de décrire non plus une *période* mais une *situation*, il n'a plus grand sens. On ne peut pas vivre éternellement en détente. On pourrait vivre éternellement en paix, si Dieu le voulait.

Il y a dans l'emploi de ce mot de détente, au fond, une sorte de refus de regarder les choses en face, une certaine résignation à se contenter de ce qui est, au mieux un ersatz de paix. Aussi bien, lorsqu'on regarde les choses d'un peu plus près, s'aperçoit-on que le mot n'a pas la même signification suivant qu'il est employé par les uns ou par les autres. Pour les Soviétiques, la détente signifie

*La politique de détente n'a pas empêché jusqu'à présent la course aux armements.*

fondamentalement la recherche d'accords sur la limitation et le contrôle des armements. Ils ont clairement dit, notamment à l'occasion d'un voyage à Moscou de M. Giscard d'Estaing, qui s'était fait quelques illusions sur le sujet, qu'en aucun cas la détente ne devait s'étendre au domaine idéologique. A tout moment les Soviétiques ont également revendiqué le droit de donner un coup de pouce -ou un coup de main - aux mouvements de "libération nationale" à travers le monde. Les administrations *républicaines* aux Etats-Unis, qu'il s'agisse de Nixon - Kissinger ou de Reagan - Haig, ont pris la contrepartie de cette position en établissant ce qu'elles ont appelé la doctrine du "linkage", du lien. On disait aux Soviétiques: nous voulons bien nous lancer dans une discussion sur la réduction ou le contrôle des armements, mais il faut qu'en même temps vous fassiez en sorte que nos positions dans le Tiers-monde ne soient pas mises en question. C'est ainsi que Kissinger notamment a négocié à maintes reprises avec les Soviétiques pour qu'ils aident les U.S.A. à se sortir de la guerre du Vietnam, ou a mis en cause leur politique en Angola ou ailleurs, comme incompatible avec les concessions qu'on lui demandait dans le domaine des armements.

Je pense que l'exemple le plus achevé de cette conception du "linkage" a été donnée alors que, la négociation sur le Vietnam étant pratiquement bloquée, Kissinger s'est rendu à Moscou en septembre 1972. Il a dit aux Soviétiques: si vous faites pression sur vos amis de Hanoi pour qu'ils acceptent l'existence d'un gouvernement séparé au Sud, je vous promets de vous donner la clause de la nation la plus favorisée. C'était véritablement le marchandage le plus cynique, car il n'y avait aucun rapport direct entre les deux choses. Moyennant quoi, comme vous le savez, par la suite le Sénat des Etats-Unis a adopté un amendement, l'amendement Jackson, qui

liait l'octroi de cette clause de la nation la plus favorisée à la possibilité donnée aux Juifs de quitter l'URSS comme ils le voulaient. Les Russes se sont sentis trahis, et cette affaire a certainement été l'une des raisons du rebondissement des tensions Est-Ouest après le départ de M. Nixon du pouvoir.

Entre ces deux positions extrêmes, la détente limitée au contrôle des armements et ne s'étendant en aucun cas au domaine idéologique et le "linkage", la globalisation des relations soviéto-américaine, il y a une position intermédiaire qui a été celle de l'administration Carter sous l'impulsion de M. Brzezinski et qui, assez curieusement n'est pas très éloignée de celle de notre actuel Président de la République. Elle consiste grosso modo à dire: il existe une dimension Est-Ouest, mais il existe aussi une dimension Nord-Sud, et il y a beaucoup de conflits dans lesquels l'opposition Est-Ouest elle-même ne joue aucun rôle, et que par conséquent l'on peut et l'on doit traiter à part. De ce point de vue l'opposition est tout à fait évidente entre la conception Carter - Brzezinski et la conception Reagan-Haig.

**LES RESULTATS DE LA DETENTE:  
ACCORDS ET CONFLITS**

Quels ont été les résultats réels de la détente ? Je crois qu'elle a entraîné une série d'accords qui justifient son nom et qu'en même temps elle s'est accompagnée d'une série de conflits qui rendent ce même nom dérisoire. Disons qu'en dépit de la doctrine du "linkage" déjà citée, la main droite n'a cessé d'ignorer ce que faisait la main gauche.

Sur le plan positif il y a eu le dégageant américain d'Indochine, une période de rapports très étroits entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique à tel point que, lorsque

Brejnev s'est rendu aux Etats-Unis, en 1973, pour signer un accord sur la prévention de la guerre nucléaire, Michel Jobert qui était alors Ministre des Affaires Etrangères a pu dire que les fondements d'un condominium soviéto-américain avaient été créés. Il y a eu la politique à l'Est du Chancelier Willy Brandt, reprise par son successeur Helmut Schmidt, qui a conduit à une normalisation complète des relations entre l'Allemagne fédérale et ses voisins de l'Est, à la consolidation du statut de Berlin-Ouest et à l'admission aux Nations Unies des deux républiques allemandes (R.F.A. et R.D.A.).

Aujourd'hui tout cela paraît normal. Mais il ne faut pas oublier que le Général de Gaulle avait prévenu les Soviétiques que *jamais* la France ne reconnaîtrait l'Allemagne de l'Est, la République Démocratique Allemande. Il l'a dit sur tous les tons car, c'était d'après lui un Etat qui n'existait que du fait de l'occupation militaire étrangère. Il ne faut pas oublier que la question de Berlin, par deux fois au moins, a failli mettre le monde au bord de la guerre. Donc il y a eu là une transformation complète qui a bénéficié indiscutablement aux populations allemandes dont les relations ont été intensifiées. Des millions de personnes chaque année franchissent le mur de Berlin dans un sens - moins dans l'autre -, communiquent par téléphone ou par poste avec leurs parents ou leurs amis.

Autre aspect positif et spectaculaire de la détente: la réconciliation sino-américaine, chef d'œuvre de la diplomatie kisingérienne, qui a abouti à cette situation paradoxale qui fait que les Etats-Unis, à l'heure qu'il est, ont de meilleurs rapports tant avec l'Union Soviétique qu'avec la Chine que ces deux grandes puissances communistes n'en ont entre-elles.

Enfin, il y a eu la visite d'Anouar El Sadate à Jérusalem qui a conduit à la conclusion, impensable quelques années plus tôt, d'une paix israélo-égyptienne que les deux signataires affectent aujourd'hui encore, contre tout bon sens, de ne pas considérer comme une paix séparée. Voilà pour les aspects politiques de la détente, mais il faut mentionner aussi bien entendu ceux qui ont trait à la limitation des armements.

Très peu de temps après la crise de Cuba une ligne de télétype rouge a été établie entre les deux superpuissances qui leur permet de discuter directement dans les cas difficiles ; cet accord a été suivi d'autres interdisant les essais nucléaires, interdisant l'espace aux usages nucléaires, dénucléarisant les fonds marins et bientôt instituant une limitation contrôlée des armements stratégiques. Et puis il y a eu le traité dit de non prolifération qui interdit, dans toute la mesure du possible - ce possible est limité - la dissémination des armements nucléaires.

Aujourd'hui encore, malgré toutes les tensions dont la détente est lourde, une négociation est en cours à Genève entre les Américains et les Soviétiques sur la limitation des armements nucléaires en Europe.

Avant de passer au chapitre des désaccords et des conflits, je voudrais essayer de montrer que toute cette politique de contrôle des armements s'est accompagnée en réalité d'une transformation profonde de la relation stratégique entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique dont nous subissons et risquons de subir davantage encore les conséquences.

## ASPECTS STRATEGIQUES DES RELATIONS EST-UEST

A l'époque de la crise des fusées de Cuba, si l'on en croit des renseignements qu'Henry Kissinger a fournis par la suite et que personne ne met en doute, la supériorité des Etats-Unis sur l'URSS en matière de fusées stratégiques était de 5 à 1. Cela explique que M. Khrouchtchev finalement se soit montré plutôt souple à la dernière minute. Mais quelques jours après, le vice ministre soviétique des Affaires étrangères, Vassili Kouzmetsov a rencontré une des figures dirigeantes de l'establishment républicain des Etats-Unis en la personne de John Mc Cloy et lui a dit: "il faut que vous sachiez que nous ne vous laisserons jamais recommencer ce que vous avez fait à Cuba". L'avertissement était donc clair et il explique que les Soviétiques aient mis depuis lors les bouchées doubles pour rattraper les Américains sur le plan stratégique. Ils y ont été d'autant plus encouragés que malgré ce que Kouzmetsov avait dit à Mc Cloy les Américains ont recommencé. En 1967, lors de la guerre, dite des Six jours qui a opposé Israël à ses voisins arabes, l'Union Soviétique était l'alliée des Arabes, elle leur avait promis son soutien, elle avait même contribué à les faire attaquer par Israël en diffusant de faux bruits destinés à alarmer Le Caire et Damas sur les concentrations de troupes juives. Or, Moscou n'a pu empêcher que le cessez-le-feu intervienne, non pas sur la ligne de départ, mais sur la ligne de l'avance des troupes israéliennes qui ont occupé l'ensemble du Sinai jusqu'au Canal de Suez, le Plateau du Golan et la Cisjordanie. Ce qui fait que l'Union Soviétique a complètement perdu la face vis-à-vis de ses alliés arabes.

Je me souviens avoir rencontré Boumédiène peu de temps après, il parlait de l'Union Soviétique dans des termes passablement méprisants, disant, "la seule raison qui pourrait lui faire faire la guerre et encore, ce serait pour maintenir le statu quo allemand". Il était clair que les Arabes avaient perdu confiance dans le protecteur soviétique. Il est vrai que depuis cette date, les Soviétiques ont tout fait pour atteindre la parité stratégique avec les Etats-Unis. Le tort de ceux-ci dans la période qui a suivi la crise des fusées de Cuba a été de croire que cette position de prédominance absolue qu'ils avaient acquise alors, ils la garderaient toujours. Il faut dire qu'ils éprouvaient pour les Soviétiques une espèce de mépris qui les poussait à sous-estimer totalement leurs capacités technologiques. C'est si vrai que lorsqu'en 1972 Nixon a conclu avec Brejnev le premier accord Salt sur la limitation des armements stratégiques, il a accepté sans difficulté de lui concéder un net avantage dans le domaine de

la quantité des lanceurs. Pourquoi ? Parce que, à l'époque les Américains avaient une très nette avance dans le domaine de ce qu'on appelle la "mirvisation" des fusées stratégiques, autrement dit de la capacité de mettre sur une même fusée plusieurs ogives. Les Américains avaient déjà "mirvé" beaucoup de leurs fusées et ils ne croyaient pas que les Soviétiques fussent capables de les rattraper avant longtemps. Or, deux ans plus tard, les Soviétiques les avaient pratiquement rattrapés. Actuellement, grosso modo, les Soviétiques ont autant de fusées "mirvées" que les Américains.

La question est ouverte de savoir si les Soviétiques ont ou non aujourd'hui une supériorité stratégique sur les Etats-Unis. Dans les séminaires qui se passionnent pour ce genre de problèmes, dans les états majors, on se pose avec gravité la question de savoir si en 1985, peut-être avant, les Soviétiques ne se trouveront pas en position de détruire d'un seul coup l'essentiel du dispositif de représailles américain antiforces. Ce qui leur permettrait de risquer une attaque par surprise et d'asseoir d'un coup leur domination sur le monde.

Je crois pour ma part qu'il s'agit là d'un exercice de stratégie-fiction et que ce n'est pas une hypothèse d'une extrême vraisemblance. Mais, il faut savoir, - et sur ce point nous en subissons les conséquences - que dès aujourd'hui l'Union Soviétique et les Etats-Unis ont acquis au minimum une situation de parité stratégique. Cela veut dire que si l'Union Soviétique attaque les Etats-Unis, ceux-ci conservent une capacité de seconde frappe qui leur permet d'infliger à l'attaquant des coups insupportables. Mais la réciproque aussi est vraie. Et la conséquence c'est que ce qui est dissuadé n'est pas l'attaque quels que soient les moyens, mais c'est le recours à l'arme nucléaire stratégique. Le premier qui tire du fourreau l'épée nucléaire a toutes chances de recevoir dans la demi-heure ou dans l'heure qui suit une punition absolument sans proportion avec l'avantage que peut lui rapporter le recours à l'arme nucléaire. Ce qui implique qu'actuellement les engagements d'assistance qui figurent dans le pacte atlantique de la part des Etats-Unis, ne peuvent pas être tenus en ce qui concerne, du moins, le recours aux armes stratégiques. C'est une évidence, et je m'étonne qu'elle soit encore tellement ignorée, mais elle n'est pas contestable. D'ailleurs, dans un colloque qui s'est déroulé à Bruxelles il y a un peu plus de deux ans, début septembre 1979, devant cinq ou six cents personnes, Henry Kissinger lui même l'a dit, en termes aussi clairs que possible. C'est pourquoi M. Reagan a pu parler de l'éventualité d'une guerre nucléaire limitée à l'Europe. En réalité, l'Union Soviétique et les Etats-Unis se sont aujourd'hui mutuellement, pour reprendre le jargon à la mode, "sanctuarisés". Ils sont devenus intouchables et les Etats-Unis ne peuvent venir au secours de leurs alliés attaqués qu'avec les moyens dont ils disposent en Europe. A l'heure actuelle, grâce à l'implantation des fameuses fusées S.S. 20, dont on vous parle à longueur de colonnes et de journées, les Soviétiques ont, en Europe, une supériorité indiscutable et c'est pour cela qu'Helmut

Schmidt après s'être fait traité d'imbécile par les Américains, qui lui ont dit: "cela ne vous regarde pas", les a enfin convaincus de la nécessité d'installer en Europe occidentale les euro-missiles, dont l'objet est de contrebalancer, dans la mesure du possible, la menace que fait peser sur nous l'existence de ces fusées S.S. 20.

*L'invasion de l'Afghanistan et les événements de Pologne  
témoignent des limites de la détente.*

Qu'est-ce que c'est qu'un S.S. 20 ? C'est une arme qui a grosso modo 5 000 kilomètres de portée, chargée de 3 têtes de 300 kilotonnes (1) chacune ; la bombe d'Hiroshima atteignait 14 kilotonnes ! Le lanceur est mobile, c'est-à-dire qu'il est très difficile à frapper par une arme adverse, il est rapidement rechargeable. Les Soviétiques installent les S.S. 20 au rythme d'un par semaine au minimum. C'est donc une arme très redoutable et en face de laquelle le monde occidental ne dispose que d'éléments sans aucune proportion avec ce dispositif. Les intentions des Russes en installant ces armes peuvent être interprétées de diverses manières ; la plus optimiste c'est de penser que les Soviétiques conscients de l'agitation qui existe à l'intérieur de leur empire veulent, en tout état de cause, dissuader le monde occidental de venir s'en mêler.

Voilà je crois ce que l'on peut dire de l'aspect accords et de l'aspect stratégique des rapports Est-Ouest pendant la période de la détente. Mais ce que l'on a appelé la détente, qui peut-être dure encore, s'est accommodée de l'existence d'un grand nombre de conflits. Il y a eu la guerre du Vietnam dont la phase américaine ne s'est arrêtée que pour céder la place à une phase purement vietnamienne ou khmers, pour déboucher ensuite sur une extrême tension entre le Viet-Nam communiste pro-soviétique et le Cambodge de Pol Pot soutenu par la Chine, conduisant finalement à l'invasion du Cambodge par le Viêt-Nam et à une punition infligée par la Chine au même Viêt-Nam.

## LES TENSIONS DANS LE TIERS-MONDE

Il y a eu l'installation dans un certain nombre de pays du Tiers-monde de régimes pro-communistes soutenus par des éléments cubains. Il y a eu la guerre du Sahara, qui continue toujours, la guerre d'Ethiopie, qui continue toujours. Il y a eu le coup d'Etat qui a installé les communistes au pouvoir au Sud Yémen. Il y a eu l'affaire de l'Afghanistan. Il y a eu deux guerres au Proche-Orient dont on a déjà parlé ; la seconde n'a pas fini de faire sentir ses effets sur le monde occidental puisque c'est à cette occasion que le pétrole est devenu un élément dominant de la politique internationale. Le premier choc pétrolier - autrement dit le quadruplement du prix des hydrocarbures - a complété les effets de l'inflation héritée de la guerre du Viêt-Nam, et désorganisé complètement les économies occidentales. On venait tout juste de le surmonter, lorsque la chute de la monarchie iranienne entraînant une diminution de moitié des livraisons de brut par l'Iran, a provoqué le deuxième choc pétrolier dont nous ne sommes pas sortis.

Mais ce n'est pas tout, l'Amérique aussi a été le théâtre d'un certain nombre de conflits. En 1963, le Président Johnson a fait débarquer 30 000 marines à Saint-Domingue pour tuer dans l'œuf ce qu'il croyait devoir être un nouveau Cuba. Dans les années qui ont suivi "Che" Guevara a essayé de porter la guérilla en Amérique du Sud sans beaucoup de résultats. Puis la gauche a pris le pouvoir par les voies légales au Chili et si la C.I.A. n'est pas pour grand'chose dans sa chute finale, en revanche elle avait essayé d'empêcher Allende de prendre le pouvoir. Et par la suite, un certain nombre de multinationales américaines, notamment celles qui contrôlaient les mines de cuivre nationalisées, ont vraiment tout tenté pour déstabiliser le régime. Et maintenant, c'est l'Amérique Centrale elle-même qui est devenue, pour employer l'expression utilisée récemment par le magazine américain Newsweek, un vaste "gâchis". Le Nicaragua qui a été longtemps la propriété familiale d'une dynastie appuyée par les Etats-Unis, les Somoza, a aujourd'hui un gouvernement progressiste, qui n'est certes pas communiste, mais qui achète des armes aux Russes. Le Salvador est en proie à une abominable guerre civile qui fait tous les jours des dizaines de morts, souvent abattus dans la

rue, la plupart du temps par les hommes de main des grands propriétaires fonciers qui ne supportent pas l'idée qu'on pourrait mettre un terme à leurs privilèges.

Or, toute cette région est située à proximité des Etats-Unis qui autrefois faisaient la loi. Il s'agissait d'autant de "républiques bananières" comme on disait et qui ne sont séparées des Etats-Unis que par un Etat, il est vrai très grand, le Mexique.

Le Mexique est devenu l'un des grands producteurs de pétrole du monde, ce qui suffit à en faire un objet de convoitise et surtout, il a avec les Etats-Unis des frontières communes de 3 500 km à peu près, qui est l'une des rares frontières du monde avec la frontière entre le Canada et les Etats-Unis, à n'être gardée par aucun soldat. Il faut savoir que cette frontière est traversée chaque année par des millions de travailleurs mexicains, qui vont légalement ou illégalement se faire embaucher aux Etats-Unis et que par conséquent, il serait relativement facile de la faire franchir par des éléments subversifs. Les Etats-Unis, armés jusqu'aux dents avec leurs fusées nucléaires, sont en passe de découvrir qu'ils ont, eux aussi, un "ventre mou". L'expression de "ventre mou", vous le savez peut-être, a été utilisée pour la première fois par Churchill lorsque, en 1942 il est allé voir Staline pour le convaincre d'approuver le projet de débarquement en Afrique du Nord qui devait conduire ensuite à l'invasion de l'Europe par le Sud. Staline était très réticent, il avait toujours cru qu'on allait débarquer sur les plages de Normandie. Et d'abord l'idée qu'on allait débarquer en Méditerranée lui paraissait un peu bizarre parce qu'il craignait qu'en réalité les Occidentaux ne veuillent envoyer des troupes dans les Balkans pour faire pièce à une éventuelle offensive des troupes soviétiques dans cette région. Alors Churchill a pris un bout de papier et il a dessiné une Europe qui ressemblait à un crocodile. Et il a dit à Staline: le crocodile a une carapace sur le dessus de son dos - le mur de l'Atlantique - mais son ventre est mou ! Nous allons attaquer le ventre mou. Staline qui n'était pas un croyant très convaincu, s'est écrié: "Dieu bénisse cette entreprise".

Je crois qu'un des éléments nouveaux de la stratégie mondiale c'est que maintenant les Etats-Unis sont en passe de découvrir qu'ils ont un ventre mou, mais comme, entretemps, ils ont été fantastiquement traumatisés par le Viêt-Nam, ils ont perdu le goût d'aller intervenir dans les guerres civiles des autres, ils ont l'air peu disposés à envoyer des marines se faire tuer au Salvador ou au Guatemala, pour soutenir des régimes qui, grâce à Dieu, ne jouissent d'aucune espèce de sympathie dans la population américaine, pas plus qu'ailleurs.

## SOURCES ENERGETIQUES ET MATIERES PREMIERES

Pourquoi tous ces conflits dans le Tiers-Monde ? M. Reagan dispose d'une explication extrêmement simple: c'est la main de Moscou ! Je pense que c'est là une

conception un peu simpliste des choses et qu'il faudrait, dans chaque cas, essayer de déterminer avec plus de précision ce qui est cause locale et ce qui est incitation extérieure. Le fait est que, dans beaucoup de pays, notamment en Amérique centrale, il existe des situations qui sont explosives en soi. Je crois que l'on peut recourir, sans risque d'exagération, à une image assez simple qui est celle du feu. Pour qu'un feu prenne il faut d'abord qu'il y ait du combustible. Il faut ensuite quelque chose pour l'allumer, et puis il faut un peu d'oxygène sans quoi le feu s'éteint. Disons que, dans neuf cas sur dix, le combustible est sur place. Disons aussi que dans huit cas sur dix les Russes ne se font pas faute de souffler sur le feu. Quant à savoir qui fournit l'étincelle c'est selon, mais bien souvent le feu prend tout seul.

Les conditions d'extension du conflit sont d'autant plus grandes que ce conflit se situe à proximité de zones où se trouvent rassemblées des sources soit d'énergie, soit de matières premières qui en font un objet de convoitise pour les grandes puissances, qu'elles soient de l'Est ou de l'Ouest. Ce n'est pas par hasard qu'une grande partie de l'agitation à la surface de la terre se situe actuellement à proximité du Golfe Persique où se trouvent concentrées à peu près la moitié des réserves d'hydrocarbure de la planète ainsi qu'en Afrique australe ou la seule Afrique du Sud contient d'immenses ressources de métaux précieux. Parmi ces métaux précieux le platine, le vanadium et un troisième que vous m'excuserez d'avoir oublié ; ces métaux présentent cette particularité commune que la principale puissance productrice, après l'Afrique du Sud, est l'Union Soviétique. Tant et si bien que si l'on additionne dans deux colonnes la production d'une part et les réserves d'autre part pour ces trois métaux de l'URSS et de l'Union Sud africaine, on arrive à un total qui avoisine 90 % de la production et des réserves mondiales. Or les métaux en question sont fortement utilisés pour la production d'un certain nombre d'armements stratégiques de la plus haute importance. C'est une raison suffisante, avec le fait que les deux-tiers du trafic mondial de matériaux stratégiques passent au large du Cap, pour que les puissances occidentales lorsqu'elles condamnent d'une main la politique d'Apartheid de l'Afrique du Sud, lui livrent de la main gauche ce qui est nécessaire pour résister à la pression des puissances voisines. C'est aussi une raison pour les pays africains voisins et pour des pays moins voisins d'aller chercher du côté de l'Union Soviétique l'aide qu'en tout état de cause ils sont assurés de ne pas trouver chez les Occidentaux, puisqu'aussi bien ceux-ci, quoiqu'ils en disent, font passer avant tout le salut de l'Afrique du Sud.

## **LA COURSE AUX ARMEMENTS, LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE**

Voilà, résumé un peu rapidement, le bilan de vingt années de détente. Détente qui s'est accompagnée en permanence d'une fantastique surenchère dans la course aux armements. Actuellement, ce chiffre commence à être connu, il existe à la surface de la terre l'équivalent de

4 tonnes d'explosifs classiques, de T.N.T., par tête d'habitant. Comme la terre compte 4 milliards trois cent millions d'habitants, la quantité totale est importante, mais il faut croire que ce n'est pas tout à fait assez puisque, à chaque minute, l'ensemble des dépenses d'armement de la planète s'accroît de 5 millions de francs !... Il s'agit, bien entendu de francs nouveaux ; autrement dit un demi milliard de centimes pour parler comme les radios périphériques.

On peut se demander si tout cela n'est pas absolument dément. On peut se le demander d'autant plus que l'on constate que même lorsque l'on signe des accords de limitation des armements finalement ils ne freinent pas la course aux armements. Chacun accuse l'autre. Les Américains disent "c'est la faute aux Soviétiques" et les Soviétiques disent "c'est la faute aux Américains". J'ai tendance à croire pour ma part que la faute incombe au manque total de confiance qui existe entre les deux superpuissances. A vrai dire, leur poids est tel que, même si aucune des deux n'avait l'ambition d'accéder à la supériorité sur l'autre, elles seraient logiquement poussées chacune à redouter que l'autre ne cherche elle-même à accéder à cette supériorité. Elles peuvent l'une et l'autre considérer comme un devoir élémentaire, pour assurer la protection de leurs habitants, de se mettre en position de ne pas être surpassées et de faire l'effort maximum pour accéder à la supériorité. C'est là une logique hélas probablement fatale et insurmontable. En tout cas chaque fois que l'on a conclu un accord pour limiter la course aux armements sur le terrain *quantitatif*, elle s'est déplacée sur le terrain *qualitatif*. Si, je ne dirais pas par miracle mais par chance, on arrive dans les mois qui viennent à conclure à Genève un accord sur la limitation des armements européens, soyez sûrs que tant les Soviétiques que les Américains s'ingénieront à trouver à l'intérieur des dispositions du traité la faille qui leur permettra de continuer dans la voie sur laquelle ils sont engagés.

Cet effort d'armement est actuellement poussé par les Etats-Unis - ils ne s'en cachent pas - avec la volonté évidente d'amener les Soviétiques à tirer suffisamment la langue pour finir par se montrer conciliants. Aussi bien voyons nous aujourd'hui le monde soviétique en proie à de très sérieuses difficultés économiques. Ce n'est pas la peine d'insister sur celles de la Pologne, ce sont elles qui avant tout ont conduit à la situation dramatique dont nous sommes aujourd'hui les témoins impuissants. Mais la Roumanie, pays agricole s'il en fut, vient de rationner le pain. Pour ceux qui connaissent la Roumanie c'est un événement absolument inimaginable.

L'Union Soviétique qui connaît sa plus mauvaise récolte depuis six ans et qui doit importer de plus en plus de céréales des Etats-Unis, du Canada, d'Australie, d'Argentine, avoue maintenant de plus en plus de retards dans la construction de son industrie. Elle fait face à de très graves difficultés alimentaires qui entraînent assez souvent des manifestations de mécontentement de la population. Le temps n'est plus où un Khrouchtchev

pouvait prétendre qu'on verrait dans un délai de dix ans le niveau de vie soviétique rattraper et dépasser celui des Etats-Unis.

Personne n'oserait aujourd'hui tenir un pareil langage. En réalité le monde occidental maintient, en ce qui concerne le niveau de vie, un avantage indiscutable par rapport à celui de l'Est et l'Est n'arrive grosso modo à tenir le coup qu'en s'endettant de plus en plus vis-à-vis de l'Occident. L'endettement des pays du pacte de Varsovie à l'égard de l'Ouest dépasse actuellement largement les 60 milliards de dollars, ce qui est une somme énorme, dont 27 milliards, pour la seule Pologne qui dès à présent est hors d'état de simplement assurer le service de sa dette.

Mais le monde occidental, quand on y regarde d'un peu près, n'est pas dans une bien meilleure position, M. Reagan est arrivé au pouvoir en promettant la lune ! Il devait à la fois augmenter les dépenses d'armement, et réduire les impôts tout en relançant l'économie ; le voici avec un déficit budgétaire qui est de la même ampleur que le nôtre, si on convertit par tête d'habitant, plus de 100 milliards de dollars. Il doit accepter l'idée que les Etats-Unis sont entrés en récession. On pourrait dire, d'autre part que, l'un après l'autre, dans notre monde occidental, les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, se font mettre à la porte par les électeurs. Au cours de cette année 1981 notre gouvernement de droite a été mis à la porte, de même que le gouvernement de gauche de la Norvège tandis que le gouvernement de droite de la Grèce a été remplacé par un gouvernement de gauche. Mme Thatcher est arrivée au pouvoir il y a deux ans, en raison du mécontentement provoqué par la gestion travailliste. Si on votait demain en Grande-Bretagne, nul ne doute qu'elle serait mise à la porte à son tour et probablement remplacée par le parti social-démocrate, les travaillistes n'ayant pas encore fait

oublier leur mauvaise gestion et les conservateurs n'ayant pas démontré leurs capacités au pouvoir.

On se trouve donc, de part et d'autre aux prises avec des situations que l'on a peine à maîtriser. L'inflation, le chômage, le déficit du commerce extérieur, tout va partant dans la même direction avec la seule exception du Japon qui continue à progresser - mais pour combien de temps ? Car que fait le Japon sinon ruiner l'un après l'autre les pays avec lesquels il commerce, au risque tôt ou tard de ne plus avoir de clients ?

## L'INVASION DE L'AFGHANISTAN

Nulle part cependant la crise ne prend d'aspect aussi dramatique qu'à l'intérieur du monde soviétique avec les deux cas dont je voudrais parler maintenant ceux de l'Afghanistan et de la Pologne, d'autant plus que l'on a pu se demander si l'invasion de l'Afghanistan ne marquait pas le chapitre final de la détente avant de se poser la même question aujourd'hui à propos du coup de force polonais.

Je ne crois pas inutile de dire quelques mots sur l'affaire de l'Afghanistan, en essayant de la mettre dans une perspective peut-être plus nuancée que ce qu'on entend généralement. On a dit, au temps de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler "l'ancien régime", qu'en intervenant en Afghanistan, l'URSS était intervenue à l'intérieur de son "limes". Ceux qui se sont exprimés ainsi, même s'ils étaient très haut placés, ont énoncé, excusez-moi de le dire, une ânerie, car le "limes" soviétique, mur extérieur de l'Empire tsariste, ne s'est jamais étendu jusqu'aux frontières extérieures de l'Afghanistan. L'Afghanistan a été en fait le premier pays non engagé. En 1921, il a réussi à secouer la double tutelle russe et britannique qui s'était appesantie sur lui au cours des âges. Longtemps, en s'inspirant de l'exemple de Mustafa Kemal Ataturk, il a mené une politique d'indépen-

dance et de modernisation. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'Afghanistan a réussi à tenir la balance égale entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis à tel point, que longtemps on a parlé de lui comme d'une vitrine de la coexistence. Quand on allait à Kaboul on disait: "voyez ici c'est formidable, ce sont les Américains qui font les routes, les Soviétiques les aérodromes, ou l'inverse, voyez comment les Russes et les Américains peuvent parfaitement s'entendre".

Tout cela a duré jusqu'aux années 1970. En 1972 une terrible sécheresse a éclaté qui a fait quantité de morts et créé un vif mécontentement, d'autant plus que la petite classe dirigeante était, comme c'est souvent le cas dans ces pays, corrompue jusqu'à la moelle. Tant et si bien qu'en 1973, le Premier Ministre qui s'appelait le Prince Daoud, a profité de ce que son roi était à l'étranger pour faire un coup d'état, proclamer la République et en prendre la présidence. Daoud a voulu, en politique étrangère, continuer de tenir la balance égale entre Moscou et Washington. Mais l'Afghanistan est peuplée pour une bonne partie de Pouchtouns, cette ethnie existe également à l'intérieur du Pakistan, et Kaboul encourage les Pouchtouns pakistanais à s'opposer à leur gouvernement. Or les Américains soutenaient à fond le Pakistan, toujours plus ou moins en conflit avec l'Inde et qui se trouvait être son allié en même temps que celui de la Chine ; le Pakistan a d'ailleurs joué un grand rôle dans l'opération de normalisation des relations sino-américaines. Tant et si bien que pour soutenir le Pakistan, les U.S.A. n'ont pas voulu continuer de fournir à l'Afghanistan l'aide que celui-ci réclamait. Du coup le Prince Daoud s'est tourné essentiellement vers l'Union Soviétique qui ne demandait que de lui répondre favorablement, qui a formé les officiers de son armée et lui a donné une assistance multiforme. Daoud a pris dans son gouvernement quelques ministres appartenant à la tendance modérée du parti communiste lesquels - cela s'est passé ailleurs - ont entrepris immédiatement de noyauter les administrations dont ils avaient la charge. Au bout de quelques années, Daoud a eu l'impression qu'il était en train de se faire déborder et il n'a pas cru devoir ignorer les appels du pied de la Chine et de l'Iran qui lui proposaient une aide très importante. Il a fait arrêter des communistes et a eu l'imprudence d'annoncer qu'il allait entreprendre un voyage aux Etats-Unis. A suivi un coup d'Etat, soutenu par les deux fractions du parti communiste local qui a coûté la vie au Prince et a entraîné la proclamation à Kaboul, en avril 1978, d'une République marxiste-léniniste, celle-ci a immédiatement hissé le drapeau rouge, frappé de la faucille et du marteau aux lieu et place des couleurs nationales.

Il faut savoir qu'à l'époque le nombre des militants communistes en Afghanistan était de quelques centaines seulement, mais ce n'était pas assez pour les décourager de prendre le pouvoir puisqu'aussi bien en 1917 lorsque les bolcheviks ont déclenché la révolution d'octobre à Petrograd, qui ne s'appelait pas encore Leningrad, ils n'étaient guère plus de 20 000 pour toute la Russie.

Parmi les auteurs du putsch de Kaboul se trouvaient un certain nombre d'officiers formés en Russie, des intellectuels, dans l'ensemble des gens désintéressés, assez capables, convaincus de n'agir que pour le bien de leur pays (lequel vivait encore en plein Moyen-Age) avec l'ambition de le faire accéder aux temps modernes. Ils ont ouvert des écoles, ils se sont attaqués à la ségrégation des sexes, ils ont essayé de persuader les femmes d'enlever leur voile et ils ont procédé à une expérience de grande ampleur: le partage des terres. Ils étaient convaincus, puisqu'ils agissaient pour le bien du peuple, que le peuple allait aussitôt se rallier à eux. Mais les choses sont plus compliquées. Dans un pays comme l'Afghanistan, prétendre envoyer les filles à l'école, c'est attenter à la majesté de Dieu. Des propagandistes communistes ont été tués par des villageois pour cette simple raison. Quant au partage des terres il procédait d'une conception tout à fait naïve, issue de la lecture trop fidèle des livres des bons auteurs. Quoi de plus simple que de distribuer à quelques centaines de milliers de paysans des lots de 30 hectares dans un pays où en réalité la terre ne vaut rien ? Mais quoi de plus dangereux que d'oublier, dans ces pays secs, le problème fondamental, c'est celui de l'eau. Or, dans l'Afghanistan, depuis des siècles, des vieillards à grande barbe tenaient la fonction de "maîtres de l'eau". Personne ne contestait leur autorité quand ils disaient à 8 h 30 c'est Mohamed qui va chercher de l'eau et à 9 h c'est Ali. Cela se passait ainsi depuis toujours. Mais cela ce n'était pas dans les livres et les nouveaux gouvernants ont complètement oublié de traiter ce problème fondamental de la répartition de l'eau. A quoi s'est ajouté que les propriétaires fonciers évincés, comme c'est souvent le cas dans d'autres pays, ont commencé par cacher les semences. Si bien que les nouveaux propriétaires avaient de la terre, mais ils n'avaient ni eau ni semences, ce qui rendait la mise en valeur de leur propriété assez difficile. Très vite il y a eu des incidents. Les gens qui gouvernaient à Kaboul, instruits uniquement par leurs livres et par les écoles du parti qu'ils avaient fréquentées en URSS, ont pensé que s'il y avait une certaine résistance populaire c'est parce que derrière se trouvaient les mollahs, les prêtres, qui voyaient leurs privilèges remis en cause. Ils ont arrêté les mollahs, ils ont fermé les mosquées. Autant dire qu'ils avaient déclaré la guerre au véritable Afghanistan. Très vite l'insurrection populaire a pris de larges dimensions.

A ce moment-là, les deux tendances du parti, la plus modérée et la plus brutale, se sont opposées et c'est la plus brutale qui a pris le pouvoir. Elle a engagé une répression d'une telle ampleur que le journal *l'Humanité* a dit qu'elle avait fait au moins 250 000 victimes en quelques mois et on est arrivé à une situation où l'Union Soviétique s'est trouvée sur la frontière de ses républiques musulmanes aux prises avec un régime marxiste-léniniste qui était en passe d'être renversé par une insurrection populaire. Je suis convaincu pour ma part que si l'URSS est intervenue en Afghanistan c'était pour défendre ce régime, sachant fort bien que, si elle le laissait s'écrouler, ce serait un encouragement terrible aux gué-

rillas qui en Ethiopie, en Angola et peut-être ailleurs, menacent des gouvernements qui ont proclamé leur alliance avec le Kremlin. Abandonner les communistes afghans aurait constitué aussi un encouragement fantastique aux forces de l'opposition à l'intérieur même du monde soviétique, notamment en Pologne.

## LE COUP DE FORCE EN POLOGNE

Que s'est-il passé précisément en Pologne ? Disons que l'histoire et la géographie y sont en conflit. L'histoire, c'est celle d'un peuple dont Jean-Paul II avait très justement célébré la conscience de l'identité culturelle lorsqu'il est venu à Paris à l'UNESCO en 1980. Et la géographie, c'est celle d'un pays que les vicissitudes contemporaines ont placé à l'intérieur du glacis soviétique et dont il est clair comme le jour que l'URSS ne saurait tolérer qu'il en sorte sans remettre en cause l'essentiel de ses positions en Europe.

Le mécontentement général de la population à l'égard d'un régime communiste, qui avait commis beaucoup d'erreurs et laissé se développer une incroyable corruption, a pris des proportions considérables. Le pouvoir a été incapable de s'y opposer ; le parti a vu très rapidement ses rangs se vider au profit du mouvement "Solidarité", animé par ce personnage extraordinaire qui s'appelle Lech Walesa ; petit à petit, s'est installé en Pologne, à l'intérieur du monde soviétique, ce qu'on pourrait appeler un tripartisme de fait puisque chaque fois qu'un problème important se posait, on réunissait trois personnages, le chef du parti et du gouvernement, le Primat et le chef des syndicats "Solidarité". Situation inimaginable dans l'univers soviétique où l'article de base veut que toute autorité procède du parti communiste et de rien d'autre. Mais le parti lui-même avait presque cessé d'exister, tant ses membres l'ont quitté, tant il a été noyauté par les militants de "Solidarité". A tel point que lorsqu'il s'est agi de rétablir l'ordre face à un mouvement de revendications, dont on peut dire qu'il avait perdu conscience des limites à l'intérieur desquelles il lui était possible de s'exercer, ce n'est plus le parti qui est entré en lice, c'est l'armée.

C'est ainsi qu'à la fin de décembre 1981, pour la première fois dans l'histoire des pays socialistes, l'armée polonaise a pris le pouvoir. Un général d'active est aujourd'hui à la fois le chef du gouvernement et du parti. Il a mis en place un comité militaire de salut national. Ce sont des militaires qui ont la charge, non seulement d'assurer l'ordre, mais de faire tourner les usines, comme dans un vulgaire pays du Tiers-monde ou un pays de la frange du monde capitaliste, du type Turquie, Argentine ou autre. Nous avons l'habitude de ces situations, le monde socialiste n'en a pas l'habitude. A l'heure où je vous parle il est vraiment beaucoup trop tôt pour pouvoir prendre le moindre pari sur ce qui va se passer, mais ce qui est certain, c'est que se développe à Varsovie une expérience complètement nouvelle de substitution de l'armée au parti et qu'on ne peut pas tout à fait exclure

l'hypothèse que, si des désordres devaient se produire ailleurs dans le monde communiste, des solutions de ce genre n'interviendraient aussi. Après tout, dans la Chine populaire, après la Révolution culturelle, l'armée a été bien près de prendre le pouvoir. Le Maréchal Lin Piao, le "successeur désigné et plus proche compagnon d'armes du Président Mao", a essayé de prendre la place de celui-ci par un coup d'état militaire, éventé à la dernière minute. Lin Piao s'est enfui et, pour autant qu'on sache, a trouvé la mort dans un accident d'avion. Cette tentative de coup de force de l'armée existe sans doute ailleurs. Et si en Pologne le parti a dû céder le pouvoir à l'armée, en beaucoup d'autres endroits il doit tenir compte des volontés de l'armée.

A quoi cet état de choses nous conduit-il ? Je ne partage pas nécessairement les conclusions extrêmement pessimistes de Castoriadis qui est convaincu que l'arrivée au pouvoir, directement ou par personne interposée, de l'armée dans le monde communiste est inévitable et que cette armée conduira nécessairement à la guerre. Les exemples que l'on a de l'intervention directe ou indirecte, du pouvoir militaire dans la société soviétique, donne plutôt l'impression d'une certaine prudence, en tout cas d'un grand conservatisme. Ce n'est pas l'armée qui prendra son parti de l'abandon de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de l'Allemagne de l'Est. En est-elle à adopter pour autant des attitudes offensives à l'égard de l'Occident ? c'est une question que l'on peut se poser. Après tout, il y a tellement de nations à la surface de la terre qui sont gouvernées par des militaires, il y en aurait aussi à l'Est que cela ne saurait surprendre dans la mesure où le grand problème auquel beaucoup de pays paraissent devoir faire face est celui de la préservation d'un minimum d'ordre public face à des situations de plus en plus explosives, face à une économie qu'on a de plus en plus de mal à maîtriser.

## LES INQUIETUDES D'AUJOURD'HUI

Ce qui est le plus préoccupant, me semble-t-il, dans le monde où nous vivons, c'est que nombre de gouvernements à l'Est comme à l'Ouest, donnent l'impression, en fin de compte, de vivre au jour le jour et de n'imaginer que des palliatifs aux énormes difficultés qui s'accumulent à l'horizon. La course aux armements elle-même, ne serait pas arrêtée parce qu'un beau jour on aurait conclu un traité de plus. Les traités, hélas, sont faits pour être tournés, sinon ouvertement violés. Les facteurs de contestation qui existent à l'Est sont probablement annonciateurs d'autres crises, et de toutes les décolonisations, il est bien sûr que c'est celle-là qui sera la plus difficile, en supposant qu'elle soit possible, à réaliser dans la paix. Les Soviétiques sont actuellement engagés dans une bataille pour l'Allemagne à propos de ses armements et ne désespèrent pas de la faire tomber dans leurs filets. Si les Allemands de l'Ouest devaient refuser en fin de compte l'implantation des euro-missiles, ce que se préparent à faire les Hollandais et peut-être les Belges, la tentation des Américains de se replier sur la "forteresse

Amérique" deviendra très forte, et toutes les sécurités à l'abri desquelles nous avons mené depuis vingt ans une politique d'indépendance, se trouveront remises en cause; ce qui justifie *a posteriori* la décision du Général de Gaulle de doter la France d'une force de dissuasion autonome.

Je crois que, fondamentalement, nous sommes dans une situation dont, petit-à-petit, les pouvoirs, quels qu'ils soient, perdent le contrôle. Des conflits se développent, des solutions partielles interviennent ici ou là mais, même quand un grand espoir est ouvert, quelques années plus tard il est déçu. Prenons l'exemple de la politique à l'Est des dirigeants allemands. Elle a contribué à améliorer fortement les relations entre les deux Allemagnes et à créer une zone de détente et d'apparente stabilité au centre de l'Europe. Et voilà qu'aujourd'hui le Chancelier Schmidt sent que, finalement, il en découle pour lui et pour quiconque lui succéderait à la tête du gouvernement fédéral, une servitude. Il se sent comptable vis à vis de sa patrie et de ses concitoyens du sort de ceux de ces concitoyens qui vivent soit en Allemagne de l'Est, soit à Berlin Ouest. Je ne veux en donner qu'un exemple. L'année dernière au début de la crise polonaise, la R.D.A. a décidé un beau matin d'augmenter l'allocation de devises à laquelle sont obligés de souscrire les Allemands de l'Ouest se rendant à l'Est. Schmidt était en vacances; il les interrompt, il s'écrie: "c'est un coup de poing dans le foie", et finalement ne fait rien. Pourquoi? Parce qu'il n'avait aucun moyen de pression sur l'Allemagne de l'Est. L'Allemagne de l'Est a derrière elle le grand frère soviétique. Cet incident a fait mesurer l'état de dépendance où se trouvait en réalité l'Allemagne fédérale en ce qui concerne cet aspect profondément humanitaire des relations entre les deux Allemagnes. De même le développement de liens économiques entre l'Allemagne occidentale et l'Union Soviétique a-t-il créé une interdépendance qui entraîne une dépendance.

## UNE SOLIDARITE A L'ECHELLE DU MONDE

Donc, on peut dire que rien finalement n'aboutit très durablement et quand des espoirs de paix se lèvent, ils sont rapidement déçus. Je crois qu'au point où nous en sommes, ou bien on se lancera dans une entreprise de très grande ampleur qui fera surgir entre les différents segments de l'humanité une ambition commune, ou bien nous allons voir se développer des situations plus ou moins anarchiques qui ne seront pas sans rappeler les époques que nos ancêtres ont vécues lorsque se sont écroulés des empires comme ceux de Rome ou de Charlemagne. Quelle peut être cette ambition capable de surmonter les profondes divergences qui existent entre un monde communiste, qui croit encore que l'histoire a un sens et qu'un jour ce sens conduira à l'avènement d'une humanité réconciliée sous la bannière du communisme, et un monde occidental qui croit possible de défendre éternellement le statu quo, comme si l'histoire n'était pas précisément la continuelle remise en cause du statu quo? Quelle peut être cette ambition, sinon d'essayer de faire

participer enfin la partie pauvre de la planète à son développement général?

Tout à l'heure je parlais du nombre des humains qui existent aujourd'hui, 4 milliards trois cent millions; à la fin de ce siècle ils seront aux alentours de six milliards, quoi que nous fassions, sauf la guerre...

80 % d'entre eux vivront dans les pays du Tiers-monde. Dans ce Tiers-monde où déjà on compte un minimum de 15 millions de personnes, dont 5 millions d'enfants, qui meurent de faim chaque année et plusieurs centaines de millions (suivant les statistiques des Nations Unies 500 ou 600 millions) de personnes qui vivent dans des conditions inférieures au minimum vital, compatible avec la dignité humaine. Au même moment dans nos pays, nous ne savons pas quoi faire de nos excédents de production tant industriels qu'agricoles, et la publicité essaye pour maintenir l'économie languissante de créer des besoins de consommation purement artificiels.

Ce n'est pas un militant du parti socialiste mais le Président d'une banque privée, fort importante et bientôt nationalisée, qui disait il y a très peu de temps: "ou bien nous allons renflouer le Tiers-monde ou bien nous allons mourir d'asphyxie". Je crois que c'est vraiment de cela qu'il s'agit d'abord aujourd'hui. Je me félicite de voir que l'actuel Président de la République paraît l'avoir compris, plus que son prédécesseur, qui avait senti le problème mais n'en avait pas mesuré toute l'intensité. Je me félicite aussi de voir que dans notre pays, dans tous les milieux, on en prend de plus en plus conscience et que, en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne, dans les pays scandinaves là-aussi les idées progressent. Même M. Reagan qui voulait régler les problèmes du Tiers-monde par la double méthode de la résistance au communisme soviétique et de l'encouragement à l'industrie privée semble, depuis Cancun, modifier quelque peu son langage.

Avant les vacances j'ai participé à un colloque franco-américain à Strasbourg, sous les auspices du Conseil de l'Europe. J'y ai tenu un discours peu différent de celui-là, et un participant américain a répondu "Prenez l'initiative, vous les Français, et nous suivrons". Je ne dis pas qu'il appartient à l'administration actuelle, mais enfin c'est un intellectuel relativement influent dans son pays. Je pense par conséquent, à moins qu'on ne trouve une meilleure solution - je n'en ai pas encore entendu parler - que c'est dans cette direction qu'il faut essayer de s'orienter et de faire progresser des esprits.

Quand j'étais jeune on disait que charité bien ordonnée commence par soi-même. Je commence à penser que charité bien ordonnée, en cette fin de siècle et de millénaire, commence par les autres.

André FONTAINE

(1) Une kilotonne égale la puissance de mille tonnes de trinitrotoluène.

# QUEL AVENIR POUR LA DÉTENTE ?

par Jacques MALLET

L'histoire de la détente d'André Fontaine, dont il a emprunté le beau titre (1) à Chou en Lai, est un ouvrage important. Tous ceux qui veulent comprendre le monde dans lequel nous vivons devraient le lire, et le méditer. Il est riche d'informations - souvent puisées directement à la source -, intelligent et, de surcroît, passionnant.

Je le trouve aussi trop "équilibré". Il donne quelquefois l'impression que les deux superpuissances sont à mettre dans le "même sac". Et un peu désespérant. Les choses sont ainsi, répondrait l'auteur. La paix est impossible, la guerre improbable. Entre les deux il faut bien se satisfaire de cet "ersatz de paix" qu'est la détente.

Le malheur est que beaucoup l'ont confondue longtemps avec la paix, ou l'ont considérée comme une étape qui devait nécessairement y conduire. Les échanges et la coopération entre l'Est et l'Ouest allaient, c'est sûr, entraîner le rapprochement des systèmes. Les bienfaits du commerce constituaient "les armes de la paix". L'interdépendance mettrait fin progressivement à la confrontation. Est-il besoin de lire que les faits ont démenti ces illusions ?

André Fontaine le rappelle à juste titre: la détente, qui n'a jamais été comprise de la même manière des deux

côtés, ne signifiait pas la fin mais le relâchement - momentané - de la tension. Elle reposait sur l'équilibre des forces entre les deux superpuissances. Le jour où cet équilibre a été modifié - au profit de l'Est - elle s'est trouvée compromise. Il est frappant de constater que c'est précisément depuis le début de la période de détente que l'URSS a accéléré son effort d'armement, pendant que les occidentaux, et en particulier les européens, anesthésiés par cette drogue, s'endormaient dans une fausse sécurité. Le réveil a été brutal. Il faut souhaiter qu'il ne se produise pas trop tard.

Illusion pernicieuse, la détente a également sa part de réalité. La première c'est le dialogue sur les armements stratégiques entre les Etats-Unis et l'URSS, qui s'est poursuivi constamment, même aux pires moments de la guerre du Vietnam, et qui va continuer, malgré l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle administration américaine, animée du désir louable de reconstituer la puissance et, si possible, la supériorité militaire des Etats-Unis. C'est aussi la volonté partagée d'éviter un affrontement direct entre les deux grands, et donc le risque d'une guerre nucléaire. L'équilibre de la terreur et la détente ne sont que les deux faces d'un même phénomène.

Mais c'est en Europe surtout, avec le développement de l'"ostpolitik", que la détente a fait les progrès les plus

apparents dans les faits, et plus encore dans les esprits. L'Allemagne occidentale y a gagné des marchés à l'Est qu'elle souhaite développer, malgré tous les incidents de parcours et les évidentes violations des principes d'Helsinki. Par dessus tout, elle est intéressée au maintien des relations humaines entre les deux moitiés de la patrie allemande, principal résultat de cette politique (2).

La contrepartie, nous la voyons mieux aujourd'hui: c'est non point encore le glissement de la R.F.A. vers le neutralisme -, même si ce courant se renforce, - et vers un pacifisme idéaliste ou complice - en particulier dans la jeunesse allemande -, mais une dépendance croissante à l'égard de l'Est, et un certain éloignement vis à vis des Etats-Unis. La majorité des allemands restent certes favorables à l'Alliance atlantique. Mais les remous qui déchirent le S.P.D. et l'opinion publique entre le Rhin et l'Elbe, a propos de l'installation des Euro-missiles américains, témoignent d'un état d'esprit nouveau, qui est, à la fois, dans ce pays situé en première ligne, le fruit de la détente et la conséquence d'une interrogation à l'égard de la garantie américaine. L'esprit de défense s'affaiblit. "L'esprit de Munich" progresse (3).

Que se passerait-il si, à la fin de 1983, les négociations de Genève - sur les armes nucléaires à moyenne portée - n'aboutissaient pas à des résultats substantiels ? La manœuvre soviétique est évidente: Elle vise à empêcher l'installation des Pershing en R.F.A. par quelques concessions apparentes. Le plan Brejnev de "Moratoire", accompagné du retrait de quelques S.S. 20, perpétuerait le déséquilibre des forces sur notre continent et maintiendrait l'Europe occidentale sous la menace permanente de ces armes redoutables, sélectivement dirigées contre elle. L'URSS disposerait ainsi de moyens d'intimidation et de chantage, d'autant plus efficaces que la remise en cause des décisions de l'OTAN de Décembre 1979 encourageait le développement de l'isolationnisme dans l'opinion américaine (4). Au terme de ce processus de "finlandisation" le "découplage" stratégique entre l'Amérique du Nord et l'Europe pourrait faire de celle-ci un protectorat soviétique.

Faut-il donc rompre le dialogue avec l'Est ? Ce ne serait pas raisonnable. Force est bien de négocier, si l'on ne veut pas se faire la guerre (l'arrêt de toute forme de contacts plongerait au surplus dans le désespoir les autres peuples d'Europe orientale). Encore faudrait-il négocier les yeux ouverts, en restant fermes et vigilants, et s'assurer que les négociations sont équilibrées, les accords fondés sur des avantages réciproques. Faut-il continuer à distribuer à l'URSS des crédits à taux préférentiels - deux fois moins élevés que les prêts accordés aux emprunteurs en Europe occidentale - et à consentir sans discernement des transferts de technologie qui, dans cette société militaire, bénéficient au sur-armement soviétique ? Il serait raisonnable de réexaminer, à la lumière de l'expérience, l'ensemble de nos relations avec les pays de l'Est, particulièrement avec l'URSS, afin de mieux assurer les conditions de la paix.

Il est vrai que les dettes de ces pays s'accumulent - plus de 90 milliards de dollars à ce jour -, que la Pologne et la Roumanie sont au bord de la cessation de paiement. Notre système bancaire serait ébranlé si nous en réclamions brutalement le remboursement, et si nous refusions tout moratoire. On aperçoit à cette occasion la dissymétrie qui sépare les deux mondes. A l'Est pas d'opinion publique, un système totalitaire, à la fois puissant et faible, qui manipule l'économie en fonction de ses objectifs politiques et expansionnistes.

A l'Ouest des opinions publiques, partagées et vulnérables, et des groupes d'intérêt influents. L'Ouest a pour devise: "business as usual", l'Est: "history as usual". A l'Ouest on veut sincèrement la paix, à l'Est la victoire sans guerre. Tout le malentendu de la détente est là - et ses périls.

Rétablissons l'équilibre des forces, maintenons et consolidons l'Alliance atlantique, minée par une grave crise de confiance, organisons l'union politique et la défense de l'Europe, recherchons des accords économiques qui ne seront point des marchés de dupes. Et ne perdons pas de vue que la détente n'a jamais signifié pour Moscou ni l'arrêt de son gigantesque effort militaire, ni le renoncement à la pénétration du Tiers Monde, ni la mise en sommeil de la guerre idéologique. Mettons en œuvre une politique globale qui associe la recherche de la coopération sur de nouvelles bases, la résistance et l'offensive idéologique pour la défense et la promotion des droits de l'homme. La charte d'Helsinki nous donne à cet égard des armes que nous devons utiliser avec persévérance - même si cette pression constante ne peut avoir d'effets immédiats. En un mot, dotons-nous d'une "stratégie de la liberté", mondiale et offensive.

Les nations occidentales, obnubilées par la crise économique et par la recherche de nouveaux marchés, les démocraties européennes affaiblies sont-elles capables de cette clairvoyance, de ce courage, de cet effort ? Il nous arrive d'en douter...

Jacques MALLET

(1) "Un seul lit pour deux rêves" par André Fontaine. Ed. Fayard.

(2) Avec l'accord quadripartite sur Berlin.

(3) Cette évolution a des chances d'être stoppée dans un proche avenir par le retour au pouvoir de la C. D. U. Mais celle-ci ne rompra pas avec l'Ostpolitik. Au Congrès du S. P. D. le Chancelier Schmidt a réaffirmé solennellement que la R. F. A. tiendrait ses engagements à l'égard de l'OTAN et qu'elle était "ancrée dans l'occident d'une façon inébranlable", tandis que Willy Brandt appuyait les propositions de "moratoire" de Brejnev. Le Parti Socialiste allemand s'installe dans l'ambiguïté.

(4) Des signes inquiétants du trouble des esprits nous viennent actuellement d'outre Atlantique: par exemple un article de la revue *Foreign Affairs* (signé par des personnalités importantes telles que M. M. Mac Namara et Kennan) se prononce pour le "non emploi en premier de l'arme nucléaire". Si cette thèse était retenue - c'est heureusement peu probable - c'en serait fait de la stratégie de la "dissuasion" !

# LES DROITES EN FRANCE

par René REMOND

*Sous le titre "Les droites en France", notre collaborateur et ami René Rémond vient de publier aux Editions Aubier une version largement refondue et actualisée du livre sur "La Droite en France" qu'il avait écrit en 1953/54. Nous présentons ci-après quelques pages de cet ouvrage dont l'analyse d'une longue période de notre histoire (juillet 1815 à l'élection présidentielle de 1981) est riche d'enseignements. La distinction formulée par René Rémond, en 1954, entre droites légitimiste, orléaniste et bonapartiste est devenue classique et le titre de son livre actuel prend donc acte de cette acceptation. Mais depuis cette date la France a changé. Des questions se posent: la division droite-gauche demeure-t-elle valable et quel sens a-t-elle aujourd'hui? Comment se définissent par rapport aux trois traditions de droite le gaullisme, le pompidolisme, le giscardisme? Les droites ont-elles encore un avenir? Comment se situent le radicalisme et la démocratie d'inspiration chrétienne par rapport au libéralisme? Voici quelques-unes des interrogations auxquelles René Rémond s'attache à répondre à la lumière de sa lecture tant des événements lointains que des faits les plus récents. Si à droite le singulier ne rend pas compte de la réalité, à gauche n'est-ce pas aussi le pluriel qui convient?*

L'histoire des relations entre le couple gauche-droite et les thèmes qui s'imposent à toute réflexion politique est celle d'une série de chassés-croisés: pas un des critères auxquels on pourrait penser pour départager les deux camps qui n'aient appartenu tour à tour à l'un et à l'autre. Toutes les références notionnelles sont effacées, l'une après l'autre, par l'expérience historique.

La difficulté de classer certains hommes politiques, l'habileté de certaines formations à déjouer les identifications, comme le fait que des gouvernements de gauche font souvent la politique de la droite et vice-versa sont autant de raisons de douter de la validité de la distinction

et même de la réalité d'une division. Dans un essai qui vise à démontrer l'irréalité de ces notions, *Qui n'est pas de droite?*, André Harris et Alain de Sédouy, qui se sont fait une spécialité de la démystification, s'attachent à relever tous les signes d'inclination vers la droite qu'on observe à gauche et suggèrent que la tentation de la droite est omniprésente.

Dans ces conditions plus d'un conclura que la distinction ne signifie rien. Les notions de droite et de gauche ne seraient que des êtres de raison, pure invention de théoricien, et de bons exemples de cette "langue de bois" que fabriquent les praticiens professionnels de la politique et ses observateurs patentés, mais qui reste étrangère à

l'homme de la rue et au citoyen. On veut bien admettre qu'elle a pu jadis correspondre à une certaine réalité...

A vrai dire, la récusation de la division droite-gauche comme arbitraire ou surannée ne date pas d'aujourd'hui. Plusieurs facteurs conspirent depuis longtemps contre elle: la lassitude des observateurs découragés par la relativité de toute définition, l'aspiration inhérente aux idéologies de rassemblement, puisqu'elles se fondent sur la négation de la division, à effacer cette ligne de démarcation, l'agacement des générations qui accèdent à l'âge adulte de se voir étiquetées, classées, répertoriées dans un système plus ancien qu'elles. Aussi les déclarations abondent-elles qui écartent cette distinction comme anachronique. Par exemple: la bande annonce du livre de Jean Bothorel, qui ne passe pas pour un journaliste de droite, *La république mondaine*, affirme: la gauche n'existe pas, la droite n'existe plus.

*Joseph de Maistre: la contre-révolution.*

### TROIS, QUATRE TENDANCES, OU DAVANTAGE ?

Conscients de ces difficultés, mais convaincus de l'impossibilité de se passer d'une grille, certains entreprennent de sauver la distinction en énonçant des propositions complémentaires qui font office de contreforts. Peut-être n'est-ce après tout que le dualisme par trop

sommaire de la division qui prête le flanc à l'objection. Qui sait si les difficultés ne s'évanouiraient pas avec un terme supplémentaire, lieu de passage et de médiation, espace de transition entre la droite et la gauche ? C'est toute la signification de l'hypothèse relative à l'existence d'un centre ayant lui aussi une consistance propre: les opinions se répartiraient alors entre trois compartiments (droite, centre, gauche), au lieu d'être, à l'étroit, enfermées dans une alternative grossière (droite-gauche).

Le débat sur le centre est un débat fort ancien, mais récemment rajeuni. La notion de centre s'est trouvée brusquement projeté au cœur de la vie politique depuis que Valéry Giscard d'Estaing eut déclaré que la France demandait à être gouvernée au centre. Les formations politiques se bousculaient pour occuper cette position médiane: autant par répugnance sincère à s'identifier à la droite que par calcul, l'électeur ne votant pas volontiers pour qui se réclame ouvertement de la droite à raison du discrédit qui pèse sur elle. Cette seule surenchère n'indique-t-elle pas que, à défaut d'exister indépendamment, le centre a au moins une réalité psychologique et peut-être même idéologique ? Une étude d'opinion fondée sur des sondages a dissipé la confusion entre opinion moyenne et indécision et mis en lumière l'existence d'un électorat authentiquement centriste distinct du marais où se regroupent les indéterminés (1). Les controverses sur la nature et le rôle du centre ont suscité dans les dernières années plusieurs études qui ont montré, ou rappelé, que la France, à de rares exceptions près, avait été presque constamment gouvernée par les centres associés contre les extrêmes coalisés contre eux. Le centre existe donc bien puisqu'il a joué un rôle et il ne mérite pas moins de retenir l'attention que les extrêmes, mais il reste que dans les situations de crise le centre se désunit inéluctablement et que ses éléments sont aimantés les uns à droite -les plus nombreux généralement- les autres à gauche, réactivant la vieille dichotomie gauche-droite.

Certains vont plus loin encore dans le dénombrement des forces: observant la configuration qui se dessinait à partir de la rupture de l'union de la gauche et constatant la profondeur des dissentiments qui ébranlaient la cohésion de la majorité, ils se demandent si la véritable partition politique de notre pays n'est pas quadripartite. La bipolarisation d'hier n'était qu'un masque pour le quadripartisme. Celui-ci n'est pas né de la conjoncture la plus récente: il a des racines fort anciennes et on s'attache à prouver que c'est la structure la plus ancienne. Jacques Julliard s'explique son apparition et sa persistance par l'entrecroisement de deux grands axes qui découpent l'espace politique: l'axe gauche-droite et l'axe modérés-extrémistes (2).

Nous voici donc en présence d'une pluralité d'hypothèses. L'affirmation de la division dualiste droite-gauche comme universelle et exclusive de toute autre. A l'inverse sa négation pure et simple: ni droite ni gauche. Ou une tripartition avec un centre. Ou encore le quadri-

partisme. Devant ce foisonnement on songe à l'apostrophe que Gide adressait aux préceptes moraux: Commandements, serez-vous dix ou vingt ? Idéologies politiques, êtes-vous deux, trois, ou davantage ?

La question n'est pas purement académique: elle ne concerne pas seulement l'analyse ou l'explication abstraite de la vie politique. C'est l'intelligibilité de notre histoire qui est en cause. Supprimons par hypothèse la distinction droite-gauche qui depuis près de deux cents ans a tenu lieu de fil conducteur à travers le foisonnement des opinions multiples: ces deux siècles perdent brusquement leur intelligibilité comme si, le fil qui les reliait étant cassé, les événements mêmes portaient à la dérive.

Alors comment résoudre tant d'aporées, surmonter tant d'objections ? Comment accorder l'affirmation de la pérennité de la distinction avec cette multiplicité d'exceptions et d'anomalies ? Voilà le problème fondamental posé dans toute sa vérité.

## LA DISTINCTION EST BIEN REELLE

Reprenons les choses à leur commencement et procédons pas à pas: la distinction de la droite et de la gauche a-t-elle quelque sens ? Je réponds oui. La division qu'elle institue n'est ni factice ni imaginaire: elle correspond bien à une certaine réalité. La division, mais pas nécessairement le contenu qu'on y introduit. Distinguons, pour l'instant et par commodité, entre le principe d'une division binaire des opinions politiques et les notions que chacun veut y localiser.

La distinction est bien réelle. Ne serait-ce que du fait que, depuis bientôt deux cents ans, six ou sept générations d'hommes, des millions de citoyens et d'électeurs y ont cru comme à une donnée objective et se sont comportés leur vie durant dans leurs votes, leurs engagements comme si droite et gauche existaient. En politique plus encore qu'en n'importe quel autre domaine ce qui est tenu pour vrai le devient réellement et pèse autant que ce qui l'était initialement. Que tant d'hommes y aient ajouté foi confère à ces représentations une consistance incomparable et une épaisseur qui en font des réalités. La distinction de la droite et de la gauche n'a pas été élaborée par quelque théoricien: ce n'est pas un concept forgé par l'intellect. A la différence d'autres notions les spécialistes ne l'ont pas inventée: ils l'ont reçue de la pratique ; ils l'ont réfléchi aux deux sens du mot: ils l'ont reflétée et ils ont exercé sur elle leur réflexion.

Certes elle est périodiquement remise en question: après chaque bouleversement politique praticiens et observateurs recensent complaisamment toutes les raisons de l'abandonner. Mais périodiquement aussi, après quelque temps, elle recouvre son pouvoir d'explication. Cette capacité des notions contestées de refaire surface et de triompher de chaque crise est une donnée qui mérite autant de considération que la récurrence des objections: si celles-ci ne viennent pas à bout de la distinction, n'est-ce

pas que celle-là est irréductible ? (3)

Si la distinction droite-gauche s'est imposée à tant d'esprits et depuis si longtemps, si elle reparait tant de fois après qu'on ait annoncé sa disparition, c'est qu'elle satisfait à une exigence permanente de l'intelligence et répond aussi à une nécessité de l'action. Une exigence de l'esprit ? La raison se résigne mal à la multiplicité indéfinie des opinions individuelles: pour s'y retrouver elle n'a de cesse qu'elle ait réussi à les regrouper en quelques ensembles relativement homogènes: familles, tendances, classes. La distinction de la droite et de la gauche correspond simplement à cette aspiration. C'est d'autre part un besoin pour l'esprit de se représenter spatialement la diversité des options et de les organiser en fonction de quelques points cardinaux: l'axe droite-gauche dessine un de ces champs topologiques. Peu importe à cet égard la modalité retenue: il se trouve que notre division est horizontale ; elle aurait aussi bien pu être verticale, opposer le haut au bas, ou le levant au couchant. Ce sont les circonstances -le partage en 1789 des députés de la Constituante dans la salle des séances par rapport au président- qui nous a légué la division appelée à devenir le cadre de notre représentation. Si l'origine est contingente et de nature à donner le sentiment du fortuit, le résultat ne relève plus de l'accident: il s'intègre aux structures permanentes de notre système.

C'est aussi une nécessité de la conduite politique. La décision résulte généralement du choix entre deux solutions seulement. Si l'analyse s'accommode de la pluralité pour l'explication, l'action requiert et opère une simplification qui revêt ordinairement la forme d'un choix binaire. L'alternative est la forme habituelle, le dilemme la modalité normale de l'action politique. Ce n'est ni un hasard ni une manipulation intentionnelle de l'opinion si les consultations référendaires ne laissent à l'électeur d'option qu'entre le Oui et le Non. De même au second tour d'une élection il n'a le plus souvent qu'à départager deux concurrents. La bipolarisation des forces politiques ne fait que transcrire dans le reclassement des partis cette contrainte et cette constante. Quand un gouvernement sollicite la confiance d'une assemblée ou que l'opposition propose la censure, les parlementaires n'ont aussi, sauf à se réfugier dans l'abstention, que deux possibilités et pas davantage. A l'inverse, si une assemblée est saisie simultanément d'un nombre plus élevé de propositions, elle tombe dans l'indécision et se découvre incapable de trancher. La division binaire entre une droite et une gauche n'est qu'un effet de cette nécessité fonctionnelle.

Il ne s'ensuit pas que, à l'intérieur de cette dichotomie fondamentale, les notions de droite et de gauche soient définies *ne varietur* et qu'elles bénéficient de la sorte d'immunité qui s'attache à la division originelle. Elles ne sont en fait ni absolues, ni immuables, ni exclusives. Presque toutes les difficultés, qui ne sont pas minces, que nous avons évoquées, à propos de la réalité de la distinction et de la signification de ces notions, viennent de ce qu'on raisonne comme si droite et gauche étaient des

essences inaltérables, indépendantes des situations historiques. Réciproquement il n'est guère d'objection qui tienne dès lors qu'au lieu de les poser comme des entités abstraites, on les considère comme des produits de l'histoire.

Droite et gauche ne sont pas des essences éternelles: ce sont des notions relatives. Relatives, elles le sont même doublement. L'une par rapport à l'autre: elles se définissent autant par leur complémentarité et leur antagonisme qu'en elles-mêmes et par leur contenu propre. Relatives aussi à un temps donné et à un type de situation: elles évoluent avec leur environnement et s'adaptent aux problèmes de chaque époque. Elles ne sont pas exclusives: la juxtaposition de ces deux notions n'épuise pas la richesse de la réalité et ne réussit qu'exceptionnellement à enclore toute la diversité des possibles.

## DES POSITIONS RELATIVES

Reprenons tour à tour ces affirmations qui composent un système de propositions liées: c'est leur assemblage qui fournit une réponse globale à l'ensemble des questions sur la droite et la gauche: elle vaut par la cohérence du système.

Première proposition: droite et gauche ne sont pas des absolus, capables d'exister par eux-mêmes et se définissant abstraitement; ce ne sont, au départ, que des positions relatives dans un système qui les énonce simultanément et les inclut symétriquement. Aucune famille d'esprit ne naît à droite ou à gauche: telle est seulement plus à droite que telle autre ou se situe à la gauche de cette autre; elle se caractérise par un plus ou moins. A l'exception des extrêmes. L'extrême droite, celle que nous proposons d'appeler ultra, peut, elle, être tenue pour absolument à droite: elle est née d'emblée à ce point extrême de l'espace politique au moment où le champ politique commençait à s'organiser; au surplus aucune autre tendance ne l'a jamais débordée par sa droite: elle a parfois été rejointe par d'autres idéologies, mais aucune à ce jour n'est parvenue à la déloger de sa position extrême. A gauche la situation est différente: toutes les gauches qui ont émergé successivement depuis quelque deux cents ans, ont été, l'une après l'autre, débordées par plus à gauche qu'elles: pour les nouvelles venues, les gauches plus anciennes étaient sur leur droite, sans pour autant être la droite. Même le parti communiste qui luttait obstinément pour ne pas être tourné et qui s'évertuait à rejeter à sa droite ses hérétiques ne réussit plus aussi bien depuis 1968 à contenir le débordement par les gauchistes: aux yeux de ceux-ci le parti communiste aussi est à droite. Ainsi droite et gauche désignent des positions relatives sur un axe ordonné d'une extrémité à l'autre. Ainsi s'explique que la même formation puisse dans le même temps paraître à droite aux uns et passer pour être de gauche aux yeux des autres. Ainsi se dissipe le trouble qui naît du choc de ces appréciations contraires: elles sont complémentaires: vu de droite, on semble situé à gauche et vice versa.

Droite et gauche sont des modalités d'une lecture globale des réalités idéologiques et politiques. C'est une manière d'organiser la diversité du réel dans une structure. A un moment où la notion de structure est reconnue comme une catégorie intellectuelle fondamentale et pénètre la plupart des sciences de l'homme, l'acceptation du binôme droite-gauche comme facteur structurant le champ des opinions et des comportements collectifs devrait rencontrer moins de résistances: n'est-ce pas dans l'ordre des phénomènes politiques un exemple de structure préexistant à la fragmentation des conduites individuelles?

Que droite et gauche soient comme des repères disposés sur un espace gradué, c'est si vrai que l'une et l'autre se démultiplient et se subdivisent. Il n'y a pas seulement une droite et une gauche: à l'intérieur de chacune des deux il y a encore droite et gauche. Toute pensée politique se prête à deux interprétations, une de droite et une de gauche. Chaque famille présente deux versants opposés. Le libéralisme a deux faces, dont l'une penche vers le conservatisme et l'autre vers la contestation. Il y a un bonapartisme de droite et un autre de gauche. Le gaullisme pareillement. Et de tout ainsi. Même les extrêmes n'échappent pas à la contrainte de ce dédoublement: la droite contre-révolutionnaire, celle-là même dont je disais qu'elle était la seule droite absolue, a été sollicitée au cours de sa longue histoire par deux interprétations; une version libérale et populaire est à plusieurs reprises entrée en conflit avec l'interprétation intransigeante, rigoriste, intégriste.

Les deux notions se définissent par leur opposition exclusive dans le système binaire que compose l'association de leurs contraires. En 1789 la droite s'est comptée et constituée sur la volonté de confier au roi un droit de veto absolu sur les lois; la gauche sur son refus. Entre les deux formules pas de tierce solution. Un siècle plus tard, la droite se reconnaît à la défense de l'Eglise, la gauche à son anticléricalisme. Définitions contraires et complémentaires. On saisit sur ces exemples à quel point les notions se font équilibre, comme les poussées contraires assurent la stabilité d'un édifice: droite et gauche sont comme les arceaux d'une voûte qui ne tient que par l'affrontement de leurs pesées.

Droite et gauche, qui trouvent dans l'existence de l'autre le principe de leur localisation sur l'axe binaire, se définissent aussi par rapport à une situation historique déterminée et en fonction de sa problématique. En d'autres termes elles sont dépendantes des questions et des enjeux du moment. C'est vrai dès le commencement, puisque c'est le partage des représentants de la nation sur une question d'ordre constitutionnel qui les fait surgir de l'indivision: la question du veto n'a sans doute pas créé de rien ces deux forces antagonistes, mais elle leur a révélé leur dissension et elle a été l'occasion pour elles de prendre conscience de ce qui les séparait et d'acquiescer à une consistance.

que son anticléricalisme était bon teint. Ce critère a de nos jours perdu tout son intérêt ; d'autres l'ont supplanté.

Chaque fois que débouche sur la scène politique une question neuve -affaire Dreyfus ou guerre d'Algérie- s'ouvre un temps d'indétermination: les formations organisées sont prises au dépourvu ; elles hésitent avant de prendre parti et, le moment venu de sauter le pas, il n'est pas rare qu'elles se divisent. C'est le propre des crises de bousculer, temporairement, la configuration habituelle: nous avons vu quel parti les contempteurs de la division droite-gauche tiraient de ces périodes de flottement et du désarroi qui affecte la stratégie des partis en ces moments d'incertitude. Mais peu à peu les formations choisissent leur camp, les positions se clarifient, l'ensemble des partis se réaligne et tout rentre dans un cadre à nouveau binaire. Au prix de quelques reclassements qui ont fait passer d'un camp à l'autre un thème, un groupe, une école de pensée. Un exemple de cette sorte de mutation est le passage, sur la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de la gauche à la droite des valeurs liées à la nation: national avait la veille une résonance de gauche, il devient le mot d'ordre et le drapeau de la droite. Ce n'est pas le seul cas.

Ces glissements d'un compartiment à l'autre ne sont pas irrévocables. Ainsi ce thème de la grandeur nationale que la droite accapare dans les années 1890 ne restera pas à droite: il repasse à gauche dans le second avant guerre. Devant la montée des régimes totalitaires, pour parer à la menace que leurs convoitises font peser sur la sécurité et l'indépendance de la France, par réaction contre le comportement d'une partie de la droite qui se laisse gagner par une politique d'apaisement, la gauche retrouve sa tradition patriotique, y compris le parti communiste par antifascisme et par solidarité avec l'Union soviétique. Révocables pour les thèmes, ces reclassements ne sont pas davantage irréversibles pour les partis. Le parti radical dont on pronostique périodiquement depuis cinquante ans le passage de gauche à droite a connu presque aussi souvent de soudains retours à gauche: les Jeunes Turcs des années 30, le mendessisme des années 50, le Mouvement des radicaux de gauche des années 70. Aussi aurons-nous à nous demander où il convient de le situer maintenant. Cette possibilité d'aller et retour explique les chassés-croisés dont les négateurs de la distinction droite-gauche prenaient argument pour la récuser: loin de ruiner l'hypothèse d'une division binaire, ils la corroboreraient plutôt: les partis tournent autour d'un axe fixe comme les danseurs enlacés qui décrivent la figure d'un ballet sans se désunir.

Récapitulons le chemin parcouru et dressons le bilan des acquis. Si nos propositions sont reçues, le binôme droite-gauche a bien sens et réalité. Ce sont des positions relatives et mobiles sur un axe. La ligne qui les sépare se déplace le long de cet axe: elle varie avec la conjoncture et la nature des questions sur lesquelles les deux blocs se divisent. Mais les enjeux nouveaux n'abolissent pas les distinctions nées des précédents. Les divisions d'aujourd'hui n'éteignent pas les passions d'hier. Si toutes s'ins-

### *Napoléon III : le bonapartisme.*

Les conjonctures étant par nature appelées à se modifier avec les circonstances, les enjeux aussi changent: les problèmes sur lesquels s'affrontent droite et gauche se renouvellent donc et se succèdent par substitution. Ce furent depuis deux cents ans successivement la forme du régime politique et le principe de sa légitimité, l'organisation des pouvoirs publics, les parts respectives de la liberté et de l'autorité, la question religieuse, le régime de la propriété, la décolonisation, sans compter tous les débats de politique étrangère, et la liste ne prétend pas être complète. Différents les uns des autres, ces divers problèmes suscitent des clivages qui ne sont pas la simple reproduction des précédents: chaque question secrète sa propre distribution. Par exemple le partage entre les défenseurs de l'autorité traditionnelle et les partisans de la liberté ne préfigure pas la division entre cléricaux et anticléricaux.

Comment le contenu des deux notions ne serait-il pas affecté par la spécificité des enjeux successifs ? Les signes d'appartenance et de reconnaissance se modifient aussi. Quand la question religieuse départageait droite et gauche, aller à la messe vous classait sans appel à droite, quel que fût votre statut social tandis que la gauche n'avait aucun problème de conscience à accepter dans ses rangs un gros patron, fût-il patron de combat, dès lors

crivent dans un même cadre dualiste, elles préservent leur singularité. L'histoire des droites -et des gauches- ressemble ainsi à ces couches déposées par la succession des ères géologiques. Le travail de l'historien qui s'attache à débrouiller l'écheveau des familles d'esprit et à reconstituer la généalogie des traditions idéologiques, n'est pas sans analogie avec la démarche du géologue qui distingue entre les strates empilées. Il tient aussi de l'archéologue qui veille à distinguer les traces successives des civilisations disparues sur le terrain qu'il fouille.

## PLUSIEURS DROITES

On devine la conséquence dernière de cet enchaînement de propositions: plus l'histoire politique d'un peuple est longue et plus les droites, ou les gauches, sont nombreuses. Nous disons bien: les droites, au pluriel. En effet il n'y a pas une droite affrontée à une gauche également unique, mais une pluralité de droites aux prises avec une pluralité de gauches. Conséquence capitale et qui prévient la plupart des objections qui naissent de l'affirmation d'une simple dualité. Le nombre de la réalité en fait d'idéologies, comme en beaucoup de domaines, n'est pas le duel -moins encore le singulier: c'est le pluriel, plus respectueux de la diversité des choses et de la variété des comportements humains. Pour l'exprimer nous avons modifié le titre de cet ouvrage à l'occasion de sa refonte pour lui substituer le pluriel plus conforme à la thèse soutenue comme à la pluralité des droites.

Notre système d'explication comporte encore deux ou trois affirmations qui sont comme les corollaires des théorèmes majeurs.

Puisque les lignes de démarcation successives entre droite et gauche ne passent pas toutes au même point de l'axe, il n'y a pas une frontière unique. Abandonnons donc sans retour l'image, toujours présente à l'esprit, d'une frontière fixe, au tracé jalonné par des repères immuables, continue et infranchissable. Plus exacte serait la comparaison avec un champ de failles orientées en tous sens et ménageant de ce fait toute sorte de chicanes pour passer d'une droite à une gauche, et réciproquement. Certaines droites se trouvent localisées entre plusieurs de ces frontières. Ainsi non seulement elles paraîtront de droite ou de gauche selon le point d'où on les observera, mais elles seront réellement sur telle question plus à droite que telle autre qui, sur d'autres enjeux, les débordera sur leur droite. Une même formation peut ainsi, sans qu'il y ait contradiction ni incohérence, être sous le même régime à la fois à droite et à gauche. Illustrons ces propositions par deux exemples qui mettront un peu de chair sur le squelette de cette anatomie explicative. Sous la IV<sup>e</sup> République deux familles politiques faisaient difficulté quand il fallait les situer dans l'espace politique: les radicaux et les républicains populaires. Lesquels étaient à la droite des autres? Ainsi formulée, la question n'avait pas de sens, sauf dans une intention polémique. Car la réponse dépendait du critère retenu. Était-ce la question religieuse comme jadis?

Alors les radicaux, fidèles à une tradition politique centenaire de défiance à l'égard de l'influence cléricale et attachés à la laïcité de l'école, pouvaient à bon droit se flatter d'être à gauche. Mais que l'on considérât plutôt les réformes de structure comme la pierre de touche, et c'était au tour des M.R.P. de se prévaloir à juste titre d'être plus à gauche que les radicaux, hostiles aux nationalisations et réservés à l'endroit de la Sécurité sociale comme de l'intervention de la puissance publique dans l'activité économique. Mais de ces deux critères n'y en avait-il pas un qui fût plus déterminant? Pour l'historien l'interrogation ne comporte pas de réponse scientifique: il note seulement que les deux critères ont été utilisés sous la IV<sup>e</sup> République. Préférer l'un à l'autre relève d'une appréciation personnelle.

A cette exposition des axiomes dont l'assemblage compose notre système de droites et de gauches il manque encore un élément essentiel. De même que le démontage des rouages d'un mécanisme d'horlogerie ne rend pas compte du mouvement qui mesure le temps, l'énoncé de ces diverses propositions attend un dernier élément: la dynamique qui entraîne le tout. Jusqu'à présent nous avons raisonné sur une succession de moments distincts, sans les inscrire dans un mouvement continu. Or, depuis près de deux siècles, tout s'est passé comme si l'ensemble était animé d'un mouvement dont le rythme n'était pas uniforme mais dont la direction était invariable: tout le système se déplaçait de la gauche vers la droite, comme si s'exerçait une attirance irrésistible sur les idées, les traditions, les familles. L'extrême droite une fois de plus mise à part, toutes les droites ont commencé par être des gauches, puis, un peu d'elles-mêmes et beaucoup parce que l'émergence de plus à gauche qu'elles les repoussait vers le centre, elles ont glissé vers le centre du dispositif avant d'être aspirées à droite, puis happées vers le gouffre où elles s'engloutissent. On dirait que les traditions sont emportées inexorablement comme par un mystérieux convoyeur qui déroule son tapis d'un mouvement sans fin. Longue est la liste des idéologies et des formations qu'on a vu défiler ainsi de l'extrême gauche à l'extrême droite de la scène politique, entre cour et jardin. La constance de cette trajectoire et l'universalité de ce destin sont d'autant plus étranges qu'ils entrent en contradiction avec le discrédit qui frappe tout ce qui est à droite. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de notre problématique politique. On concevrait mieux que partis et doctrines se précipitent à gauche, eu égard à l'appréciation positive qui valorise ce qui est de gauche.

Les explications courantes font ici aussi intervenir des données de psychologie élémentaire: l'âge qui éteindrait les ardeurs révolutionnaires de l'adolescence et l'idéalisme de la jeunesse, le goût du pouvoir, l'ambition qui amènerait les individus à trahir leurs convictions premières. Ce type d'explication n'est guère satisfaisant et pas seulement parce qu'il comporte une connotation moralisante: il laisse entière la question des raisons qui font que l'attrait présumé du pouvoir jouerait plutôt en faveur de la droite: un décompte serré des périodes où

droite et gauche disposèrent du pouvoir montrerait que celui-ci n'a pas été l'apanage de la droite ; sur un siècle et demi, la gauche a gouverné une bonne partie du temps. Du reste les cas ne sont pas rares d'hommes politiques qui rejoignirent la gauche parce qu'ils pensaient y trouver plus de chances d'accéder au pouvoir.

La véritable explication de ce mouvement mystérieux qui emporte toutes les forces politiques vers la droite réside dans la conjonction de plusieurs facteurs dont les effets s'additionnent. Pour une formation qui émerge à l'extrême gauche et commence par la contestation de l'ordre établi et la récusation des institutions l'entrée dans le jeu politique, l'apprentissage de la pratique, l'acceptation progressive des règles de fonctionnement entraînent un ralliement graduel au régime. Ce phénomène a son pendant, trop méconnu, dans le ralliement symétrique des formations d'extrême droite: considérée dans la longue durée, l'histoire des régimes politiques français manifeste une capacité peu commune à désarmer les opposants, une singulière aptitude à rassembler les contestataires de droite comme de gauche autour de la démocratie. L'histoire néglige trop la force d'attraction que les modérés exercent ordinairement sur les extrêmes: la fascination en sens inverse dans les temps de crise éclipse, bien à tort, cette attirance autrement plus importante en définitive pour le fonctionnement du système.

Le reclassement au centre est accéléré par l'apparition de nouvelles gauches qui obligent leurs aînées à se défendre contre leur concurrence: celles-ci le font d'abord par la surenchère mais cette tactique n'a qu'un temps. Elles sont alors contraintes de se battre sur deux fronts, ce qui est la définition même du centrisme. Jusqu'à ce qu'amenées à choisir entre deux adversaires, elles en viennent à préférer l'alliance à droite à l'union à gauche. Au "pas d'ennemi à gauche" qui était leur mot d'ordre succède l'union de tous les défenseurs de la légalité contre la subversion révolutionnaire et l'agitation contestataire. Le tour est définitivement joué. Tel est l'itinéraire suivi tour à tour par les libéraux, les démocrates, les radicaux, puis une partie des socialistes, et peut-être demain par les communistes si la crainte de la surenchère gauchiste l'emporte chez eux sur toute autre considération. Pousée à gauche, attraction des centres, récupération par la droite cumulent leurs effets pour entretenir ce mouvement continu de gauche à droite.

Si le mouvement est inexorable, il n'entraîne pas la disparition corps et biens des formations qu'il emporte: les traditions refoulées vers la droite ne disparaissent jamais totalement. Elles s'amenuisent, leurs effectifs fondent, mais elles subsistent à l'état de vestiges comme ces buttes témoins qui perpétuent dans le paysage le souvenir de reliefs aujourd'hui effacés. L'érosion les a dénudées ; elles cessent d'exister comme des forces, elles renoncent au combat, mais elles demeurent comme écoles de pensée. Cette longévité des traditions politiques atteste leur aptitude à résister aux atteintes du temps et à

survivre aux circonstances comme aux questions qui provoquent leur apparition. Rien n'est décidément aussi vivace qu'une forme de pensée et cette vitalité des idéologies fait que notre vie politique est un étonnant conservatoire de formes apparues à des âges différents: elle est comme un musée, qui n'est pas imaginaire, où coexistent des échantillons de toutes les idées politiques qui susciteront tour à tour l'adhésion, la ferveur, l'engagement de générations aujourd'hui disparues.

*Guizot: Forlénisme.*

## LES TROIS TRADITIONS DE DROITE

C'est à la lumière de ce système d'explication que j'ai cru pouvoir distinguer, dans l'indivision de la droite et l'apparente confusion de ses énoncés, trois droites, dotées chacune de tous les attributs d'une authentique tradition politique, ayant en propre système de pensée, tempérament, clientèle, et irréductibles les unes aux autres. Elles ont fait leur apparition dans notre histoire à des moments successifs, ou, plus exactement, elles ont opéré leur passage à droite à des moments décalés, car leur émergence les a faites à peu près contemporaines: elles étaient déjà formées au début de la Restauration, mais elles n'avaient pas toutes encore un nom et une identité à l'état-civil des idéologies enregistrées. Si l'une

s'est, d'entrée de jeu, située à droite au point d'être la droite et de le rester depuis, les deux autres ne s'y établiront à titre irrévocable que plus tardivement.

De ces trois droites la première emprunte aux *ultras* de la Restauration sa doctrine: *la contre-révolution*. Elle est la tradition faite système, érigée en politique, incorporée dans la sensibilité. La seconde, qui associe indissolublement libéralisme et conservation, tient son fonds de *l'orléanisme*. La troisième est un amalgame d'éléments originellement hétérogènes, mais qui a acquis une cohérence et une consistance propres sous le signe de l'autorité et du nationalisme: elle a un précurseur dans le *bonapartisme*.

Entre ces trois droites des échanges se sont opérés, des rapprochements esquissés, même des coalitions nouées

contre l'adversaire commun: la gauche. Mais sans aller jamais jusqu'à les confondre dans un ensemble indivis: leur singularité n'en a pas été altérée. C'est de ces trois traditions, d'inégale ancienneté et d'importance variable avec le temps, que la conjonction forme le faisceau appelé inexactement au singulier "la droite française".

René REMOND

(1) E. Deutsch, D. Lindon, P. Weill, *Les familles politiques aujourd'hui en France*, 1966.

(2) Jacques Julliard, "Quatre France", *Histoire*, n° 2.

(3) Depuis les élections de 1981 les notions complémentaires de droite et de gauche connaissent un retour de faveur qui rend, momentanément, moins nécessaire l'affirmation de leur réalité objective.

---

### *René Rémond au club France-Forum de Paris*

La réunion de lancement du "Club France-Forum de Paris" s'est déroulé le 11 février, avec la participation du professeur René Rémond, président de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, sur le thème: "Que peut apporter le centre à la vie politique française dans les années à venir ?".

Devant une assistance de 300 personnes, M. René Rémond a insisté sur l'importance du centre dans la vie politique française, sur l'originalité de son rôle qui doit aider à réduire les tensions créées par la bipolarisation et la division de la France en deux blocs.

Il a souligné que le centre, tel qu'il le concevait, ne devait être ni "le marais", ni la force d'appoint à l'un des deux blocs, mais constituer un apport spécifique tant au niveau de la doctrine que de l'action politique proprement dite. Le centre correspond à un courant historique et à une tradition de pensée. Un large et fructueux débat s'est déroulé entre le professeur René Rémond et les participants, parmi lesquels de nombreux Parlementaires et anciens Ministres.

Avant de donner la parole au professeur René Rémond, Jean-Marie Vanlerenberghe, secrétaire général, avait défini le rôle du "Club France-Forum de Paris", club de recherches et d'études, qui s'inspire de l'esprit de libre débat et de dialogue de la revue que dirigent Etienne Borne et Henri Bourbon, mais qui possède son style propre.

Le Club alternera les consultations de personnalités politiques ou socio-économiques sous forme de conférences-débats et les travaux de groupes spécialisés ; il publiera dans "France Forum" les documents issus de ses travaux.

# DÉMOCRATIE D'INSPIRATION CHRÉTIENNE ET JUSTICE SOCIALE INTERNATIONALE

par Jean-Dominique DURAND

**L'**idée de la défense des droits de l'homme a pris ces dernières années une ampleur considérable dans les démocraties occidentales. Ces droits, souvent limités à la définition donnée par la Déclaration de 1789 (respect de l'individu dans son intégralité physique et morale, droits à la justice, à la propriété...), se sont élargis, et d'autres sont venus s'imposer à la conscience en fonction de l'évolution économique et sociale du monde : droit au travail, à la sécurité par exemple. Parmi ces droits que l'on peut qualifier de "nouveaux" pour reprendre l'expression de Jacques Maritain (1), il faut faire une place à l'idée de justice sociale internationale.

Dans un monde touché par une crise économique de grande ampleur, cette notion prend une importance de premier ordre au moment où le déséquilibre entre les pays riches et les pays pauvres s'accroît, créant ainsi une situation particulièrement dangereuse pour la paix mondiale.

## LA JUSTICE SOCIALE INTERNATIONALE DANS LA DOCTRINE DEMOCRATE CHRÉTIENNE

La réflexion sur la justice sociale internationale a été approfondie au sein du mouvement démocrate chrétien international qui souhaite fonder un ordre économique mondial nouveau sur une base philosophique claire et solide. C'est ainsi que M. Rafael Caldera, ancien président de la république du Venezuela, et l'un des principaux leaders de la démocratie-chrétienne latino-américaine, a prononcé le 23 janvier 1980, devant l'Académie Diplomatique Internationale, un important discours intitulé "*Urgence et signification de la justice sociale internationale*". Il pose le problème des rapports entre pays pauvres et nations nanties en des termes nouveaux, en voulant introduire dans les relations internationales l'idée de justice sociale.

La situation actuelle ne satisfait guère M. Caldera. Les rapports économiques d'Etat à Etat reposent sur les lois

du marché qui selon lui engendrent de fait une dictature économique. Il souligne que la vie économique internationale est aujourd'hui soumise au principe du libéralisme le plus incontrôlé, et accepte mal la forme actuelle de l'aide aux pays démunis, qui bien souvent, ne fait que constituer une nouvelle forme de colonialisme, d'où un danger nouveau pour la paix mondiale et la mise sous sujétion des pays concernés. Il faut donc, et d'urgence, réorganiser en profondeur cette vie économique mondiale afin qu'elle ne soit plus "une compétition internationale de boxe ou d'escrime".

L'ancien chef de l'Etat vénézuélien montre que si l'on se réfère aux leçons de l'histoire, on se rend compte qu'une situation d'injustice particulièrement criante, autant que celle qui prévaut aujourd'hui à l'échelle du monde, existait dans les états nouvellement industrialisés à la fin du XIX<sup>e</sup>. Le principe du "Laissez-faire, laissez-passer" avait donné naissance à des injustices intolérables, justement dénoncées par l'encyclique *Rerum Novarum* du pape Léon XIII. Sous l'action d'hommes de progrès, dont les premiers chrétiens sociaux, des lois sont venues peu à peu corriger ces injustices, réduire les écarts entre les riches et les pauvres. De même, exige M. Caldera, il faut que des lois internationales donnent "protection suffisante à ceux qui manquent de force pour défendre leurs droits". Et il rappelle qu'au siècle dernier, les gens épris de justice sociale voulaient que la société donne à tous les citoyens "la possibilité d'obtenir par leur propre effort une vie saine et décente". Selon le même principe, "la communauté internationale a le devoir de créer les conditions qui permettent à chaque peuple d'atteindre les objectifs essentiels d'une vie saine et décente". Il n'est question ni de paternalisme, ni de philanthropie : le principe de base de l'action est : respect de la dignité, de la liberté, de l'indépendance. Il s'agit, en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, de créer les conditions internationales qui permettront à chaque nation de se développer : par exemple, l'amélioration des termes de l'échange, des prix de l'énergie plus raisonnables, l'accès à la technologie moderne. Par là, les peuples pourront devenir eux-mêmes les artisans de leur destin, et assumer leur propre processus de développement.

Ainsi serait-il possible de créer une véritable communauté internationale, au sens communautaire du terme, fondée sur la notion de "bien commun universel" chère à Rafael Caldera.

Dans un article publié en 1978 (2), celui-ci affirme "le droit de chaque peuple, non seulement à sa propre identité, mais aux conditions - comme les justes termes de l'échange commercial - qui lui permettent d'atteindre son développement". C'est le droit au développement qui est ainsi proclamé, et intégré dans le concept d'ensemble des droits de l'homme : celui-ci doit bénéficier de garanties juridiques et politiques, mais a également droit à des conditions de vie décentes : alimentation, logement, habillement, éducation, santé.

## LA JUSTICE SOCIALE INTERNATIONALE DANS LES PROGRAMMES DES PARTIS DEMOCRATES-CHRETIENS

Tel est donc le principe de la justice sociale internationale, repris avec force par l'ensemble du mouvement démocrate-chrétien mondial, et inscrit dans les programmes des différents partis qui s'y rattachent ; Rafael Caldera l'a fait adopter dès 1948 par son propre parti, le parti social-chrétien COPEI, du Venezuela ; depuis, se faisant le porte-parole inlassable de cette idée, il a réussi à la faire approuver très largement.

Ce principe a été pris à son compte par l'Union Mondiale Démocrate Chrétienne (U.M.D.C.). Dans un document élaboré par les partis démocrates chrétiens du monde entier, et publié à Rome le 16 juillet 1976 sous le titre de "*Manifeste politique des démocrates chrétiens*" l'idée est mise en valeur solennellement. Ce texte approfondit les points fondamentaux de la doctrine de la démocratie chrétienne. Tout le système politique et économique proposé repose sur l'affirmation du préambule : "Nous démocrates chrétiens, en tant que partis et mouvements populaires et libérateurs, réaffirmons notre volonté d'être au service de tous les peuples du monde, tout spécialement de ceux qui souffrent d'une domination culturelle, politique et économique et qui s'opposent aux régimes autoritaires et oppressifs.

Nous offrons un système original fondé sur des conceptions éthiques, humanistes et démocratiques, surmontant d'une part le communisme collectiviste et d'autre part le capitalisme sans dimension sociale qui, tous les deux, sont en crise croissante".

Le titre IV de ce manifeste, au titre très significatif, «pour une authentique communauté des peuples», présente les principales propositions, après avoir rappelé que l'objectif «est de créer une communauté juste et intégrée, qui ait les peuples comme protagonistes et comme finalité l'instauration d'une paix véritable et durable, basée sur les principes de la liberté, de la justice sociale internationale, de l'autodétermination et du plein respect des droits de l'homme et des communautés" (IV, A-2). Il faut donc tendre vers un "nouvel ordre économique international", car "dans le monde d'aujourd'hui, presque deux tiers de l'humanité souffrent d'une grande misère, à cause de la distribution injuste des richesses ou du manque de possibilités de les utiliser" (IV, B - 1). Viennent alors des propositions concrètes dont les réalisations entraîneraient des sacrifices pour les pays industrialisés. L'une des plus importantes est celle d'une «intégration régionale» qui constitue un point essentiel des programmes des partis démocrates chrétiens. C'est sous l'impulsion essentiellement de Konrad Adenauer, Alcide De Gasperi et Robert Schuman qu'a commencé la construction européenne après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale ; de même, c'est sous l'impulsion des démocrates chrétiens d'Amérique du Sud, et en particulier des vénézuéliens que s'est constitué le Pacte Andin.

## ORIGINES DE LA PENSEE DEMOCRATE CHRETIENNE SUR LA JUSTICE SOCIALE INTERNATIONALE

### ● Le personnalisme

L'idée de justice sociale internationale provient d'abord de la réflexion sur l'homme, de la philosophie personnaliste et humaniste qui inspire et guide les démocrates chrétiens. Comme l'a dit Mariano Rumor, président de l'UMDC et ancien président du conseil italien, en 1977 au cours d'une conférence de presse donnée à Bruxelles pour présenter le Manifeste que nous avons cité plus haut : « nous voulons souligner la place centrale de la démocratie au niveau national et international pour la réalisation intégrale de l'homme » ; et il ajouta : « nous voulons souligner également l'objectif constant de la démocratie chrétienne au niveau international : ...l'instauration d'une paix véritable et durable, basée sur les principes de la liberté, de la justice sociale internationale, de l'autodétermination et du plein respect des droits de l'homme et des communautés ».

Jacques Maritain écrit à propos des « nouveaux droits de l'homme » que celui-ci a des droits « en tant que personne humaine et personne civique », mais aussi « en tant que personne sociale engagée dans le processus économique et culturel » (4). Cela est vrai également des nations ; l'homme qui a faim, qui est dépourvu des besoins élémentaires de la vie ne peut trouver son épanouissement. P.H. Kooijmans estime que « le développement de la partie sous-développée du monde a la priorité en raison même du respect des droits de l'homme » (5).

La proposition d'une justice sociale internationale marque la volonté de répondre aux défis du monde contemporain à travers un projet qui contient « le message de la démocratie chrétienne pour le monde d'aujourd'hui » selon l'expression de Roberto Papini (6). C'est la volonté de forger un monde fondé sur le personnalisme, le solidarisme, le pluralisme, la primauté du bien commun. L'inspiration sociale de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a débouché sur une intense réflexion sur la personne et le désir de promouvoir « une civilisation qui offre les conditions pour une libération intégrale de l'homme dans le cadre d'une démocratie personnaliste pluraliste et communautaire qui tend à unir justice et liberté » (7). Cela à l'intérieur des états, mais aussi au niveau des rapports entre eux. Le principe qui veut que l'homme soit le centre de la construction de la cité réapparaît ici pour les rapports internationaux. De même, l'idée que les systèmes économiques doivent être au service de l'homme et l'aider à s'épanouir, et non l'inverse, sous-tend parfaitement la réflexion sur l'ordre économique mondial et sa nécessaire révision.

### ● Le christianisme et l'enseignement de l'Eglise

Les premiers démocrates chrétiens ont trouvé dans la doctrine sociale de l'Eglise leur source d'inspiration. Ainsi R. Papini peut-il écrire : « la doctrine sociale de

Le thème de la justice sociale internationale est repris par les partis européens. Le programme politique du parti populaire européen (P.P.E.), adopté lors du 1<sup>er</sup> congrès de ce parti tenu en mars 1978 à Bruxelles, lui assigne un rang prioritaire pour sauvegarder la paix mondiale : « l'Europe doit assumer ses responsabilités vis à vis du Tiers-Monde » (II,1.1.3.) ; c'est une relance du dialogue que propose le P.P.E., en donnant à l'Europe un rôle moteur : « nous voulons collaborer à une nouvelle stratégie globale du développement et de la croissance, concertée avec les pays du Tiers-Monde, en partenaires égaux. Dans ce dialogue, l'Europe apportera son expérience économique et sociale. Nous sommes prêts à faire prendre conscience à nos populations de cet impératif » (II,4.1.1.). En septembre 1980, lors du III<sup>e</sup> congrès du P.P.E. tenu à Cologne, Jean Lecanuet, prononçant le rapport doctrinal, propose « une politique courageuse de coopération et de développement (s'attachant) résolument à réduire les inégalités entre les nations riches et les multitudes misérables qui peuplent l'Afrique du sud du Sahara, l'Asie méridionale, une large partie de l'Amérique Latine ». Sans cela, « l'évolution entraînerait le monde vers la catastrophe ». Il évoque la possibilité d'un nouveau plan Marshall et le besoin d'expliquer à l'opinion publique « la nécessité morale, politique et économique » de l'effort d'aide. Dans ce même rapport, M. Lecanuet défend une approche communautaire du problème en proposant un « développement différencié » : il s'agirait de créer progressivement de vastes communautés régionales, économiques et culturelles (communauté d'Afrique Noire, d'Amérique du sud) qui passeraient des accords contractuels avec les autres grandes communautés du monde. Il y voit l'avantage « d'éviter les inconvénients du libre-échange qui écrase les faibles et pénalise les autres pays socialement avancés, ceux du protectionnisme ou de l'autarcie ». C'est cet esprit que l'on trouve déjà dans la convention de Lomé conclue entre la Communauté Economique Européenne et une cinquantaine de pays en développement, prouvant par son fonctionnement qu'une nouvelle forme de coopération est possible. C'est pourquoi l'intégration régionale constitue l'un des axes principaux des propositions démocrates chrétiennes.

La notion de justice sociale internationale est incluse dans les programmes de chaque parti adhérent au P.P.E. ou à l'Union Européenne Démocrate Chrétienne (U.E.D.C.). C'est ainsi que en ce qui concerne la France, le C.D.S. affirme dans son programme, *l'Autre Solution* : « le développement du Tiers-Monde est d'abord un impératif d'ordre moral. La coexistence de quelques pays privilégiés, au niveau de vie élevé, et de multitudes affamées et misérables est un scandale pour l'esprit... C'est aussi une nécessité politique. Il ne peut y avoir, à long terme, de paix sans justice entre les peuples... C'est enfin une obligation économique » (3).

Des points de vue similaires se lisent dans les programmes de tous les partis se réclamant du personnalisme ou dans les colloques organisés par ceux-ci.

l'Eglise catholique... a coïncidé avec une exigence historique qui a donné de l'impulsion au développement des mouvements politiques d'inspiration chrétienne» (8). Là aussi, si *Rerum Novarum* définissait une doctrine sociale destinée essentiellement à établir une ligne de conduite face à la révolution industrielle, l'Eglise a ces derniers temps mondialisé ses champs de préoccupation ; les derniers papes, ceux que Jean Chelini appelle les «nouveaux papes» (9) ont décrit la dimension mondiale d'un ordre social juste, ont mis en place une doctrine sociale universelle qui correspond à la notion de justice sociale internationale.

L'enseignement pontifical pose avec clarté et avec force le problème. En 1961, dans l'encyclique *Mater et Magistra*, Jean XXIII voit dans les relations entre les pays riches et les pays pauvres, «le problème le plus important de notre époque» (Mat. et Mag., 167). L'écart entre les peuples peut mettre la paix en danger. Il exhorte donc les pays développés à donner une aide désintéressée, «de la sorte, une contribution précieuse aura été apportée à la formation d'une communauté mondiale, dont tous les membres seront conscients de leurs devoirs et de leurs droits, travailleront en situation d'égalité à la réalisation du bien commun universel» (Mat. et Mag., 185). Les mêmes principes sont énoncés dans l'encyclique *Pacem in Terris*, qui, en 1963, s'adresse non seulement aux catholiques, mais aussi «à tous les hommes de bonne volonté». Jean XXIII y rappelle le «droit à l'existence et à un niveau de vie décent» (Pac. in Ter., II), et préconise l'établissement de rapports internationaux fondés sur la justice (Pac. in Ter., 91-92) et la solidarité (Pac. in Ter., 98). Le Souverain Pontife précise que l'aide apportée aux pays en voie de développement ne doit s'accompagner «d'aucun empiètement sur leur indépendance» (Pac. in Ter., 123) ; cela doit aboutir à une nouvelle organisation du monde, fondée sur «les principes moraux» selon l'expression utilisée par Pie XII (10).

Dans les années 1960, avec l'indépendance de la plupart des pays d'Afrique et l'accélération du processus de la décolonisation, les problèmes ainsi posés deviennent de plus en plus cruciaux : «il faut se hâter : trop d'hommes souffrent, et la distance s'accroît qui sépare les progrès des uns, et la stagnation, voire la régression des autres» (Pop. Prog., 29) proclame Paul VI dans l'encyclique *Populorum Progressio*, qui en 1967 donne au message social de *Rerum Novarum* une dimension planétaire tout en tenant compte de l'évolution du monde. C'est que depuis 1891, «la question sociale est devenue mondiale» (Pop. Prog., 3) : les problèmes sociaux se sont mondialisés, le fossé s'est élargi entre «les peuples de la faim» et «les peuples de l'opulence» (Pop. Prog., 3). Il faut donc, selon Paul VI, promouvoir au plus vite «la justice sociale entre les nations» (Pop. Prog., 5). Cette expression rejoint parfaitement la notion de justice sociale internationale défendue par des hommes comme Rafael Caldera. «La solidarité universelle est un devoir» ajoute l'encyclique (Pop. Prog., 12).

Les principes énoncés par Léon XIII s'élargissent donc dans *Populorum Progressio* au monde entier. Le libéralisme sauvage est critiqué ; «une économie d'échange ne peut plus reposer sur la seule loi de libre concurrence, qui engendre trop souvent elle aussi une dictature économique, la liberté des échanges n'est équitable que soumise aux exigences de la justice sociale» (Pop. Prog., 59). Des conventions internationales doivent permettre de préserver cette justice sociale qui doit présider aux relations économiques (Pop. Prog., 61).

Par ailleurs, l'une des solutions proposées par Paul VI, tout comme par les démocrates chrétiens, c'est l'intégration régionale : «ouvriers de leur propre développement, les peuples en sont les premiers responsables. Mais ils ne le réaliseront pas dans l'isolement. Des accords régionaux entre peuples faibles pour se soutenir mutuellement, des ententes plus amples pour leur venir en aide, des conventions plus ambitieuses entre les unes et les autres pour établir des programmes concertés sont les jalons de ce chemin du développement qui conduit à la paix» (Pop. Prog., 77).

C'est donc surtout avec Paul VI que la réflexion pontificale sur la justice sociale internationale («la justice sociale entre les nations») a pris toute son ampleur. Il a su prolonger l'enseignement de Léon XIII, en soulignant l'enjeu du problème, la paix du monde : «les disparités économiques, sociales et culturelles trop grandes entre peuples provoquent tensions et discordes, et mettent la paix en péril» (Pop. Prog., 76).

Ce n'est pas autre chose que proclame Jean-Paul II lorsqu'il parcourt le monde et dans ses encycliques. Dans *Redemptor Hominis* (1979) il met en cause les structures de l'économie mondiale «qui font s'étendre sans cesse les zones de misère et, avec celles-ci, l'angoisse, la frustration, et l'amertume» (Red. Hom., III - 16). Plus récemment, dans *Dives in Misericordia* (30 novembre 1980), le pontife actuel constate 13 ans après Paul VI que «l'état d'inégalité entre les hommes et les peuples non seulement dure, mais il augmente» (Div. in Mis., VI - II). Par ailleurs, par ses nombreux voyages, dont beaucoup dans des pays sous-développés (plusieurs états d'Afrique noire, Saint-Domingue, le Mexique, le Brésil, les Philippines), il a su donner une dimension prophétique à ses analyses sur la misère d'une partie du monde, sur les réformes de structure et de mentalité à apporter pour remédier à ce qui est vu comme un véritable scandale : partout, il proclame son exigence d'une justice sociale à l'intérieur des états, et sur le plan mondial. Ainsi à Puebla affirme-t-il que «l'économie du marché libre... crée et aggrave la misère, entraînant ceux qui sont pauvres dans une plus grande pauvreté encore. Le monde entier devient une gigantesque illustration de la parabole du riche et du pauvre Lazare». Or, s'écrie-t-il à l'Unesco le 2 Juin 1980, nul ne peut rester «indifférent» devant la «géographie de la faim et les menaces gigantesques qui s'en suivront si l'orientation entière de la politique économique, et en particulier la hiérarchie des investisse-

ments ne changent pas de manière essentielle et radicale”.

Nous avons donc pu constater la convergence d'analyse entre l'Eglise et les démocrates-chrétiens. Les termes utilisés par ces derniers, comme ceux que l'on relève dans les textes pontificaux sont souvent les mêmes : les uns et les autres parlent de la même manière de “bien commun universel”, de “communauté mondiale”, de “nouvel ordre économique” et de la justice sociale qui doit s'instaurer entre les nations... Les préoccupations sont les mêmes : crainte que l'élargissement du fossé entre les pays riches et les pays pauvres ne conduise à un conflit, simple réaction face à une situation qui apparaît comme un “scandale” : de même que Pie XII parlait des “principes moraux” qui devaient présider à une réorganisation du monde en 1941 (10), Jean Lecanuet a parlé dans son discours de Cologne devant le congrès du PPE, de la “nécessité morale” de l'aide que l'Europe doit apporter au Tiers-Monde.

Il ne s'agit certainement pas d'une sorte de cléricanisme, l'Eglise imposant ses vues et ses choix aux partis, ceux-ci n'étant que des courroies de transmission des décisions du Saint-Siège. Dans un livre récent, Jean-Marie Mayeur a bien montré combien cette notion est fautive (11), et combien Eglise et partis démocrates d'inspiration chrétienne sont indépendants.

Cependant, les sources de réflexion étant les mêmes (les Evangiles, l'enseignement pontifical, en particulier celui de Léon XIII), les analyses de la situation du monde sont donc forcément très proches. Il y a une commune vision chrétienne du monde. Ainsi trouvons-nous dans le manifeste démocrate chrétien la phrase suivante : “inspirés par notre conception chrétienne de l'universalisme et de la solidarité, nous luttons pour cet objectif...” (IV, A - 2). De même l'on peut lire dans le programme de Salzbourg du parti populaire autrichien (O.V.P.) de 1972 : “pour l'OVP le christianisme constitue un défi permanent pour la réalisation d'un monde selon les principes de la justice, de l'amour du prochain, de la fraternité et de la paix. Ce parti est ouvert aux chrétiens et à tous les hommes qui, pour d'autres raisons, professent une conception humaniste” (2,5). Mais l'on prend soin d'ajouter au paragraphe suivant : “L'OVP... n'est lié à aucune confession ou institution religieuse” (2,6).

Dans un article très récent, Hans Katzer, vice-président du Parlement européen, écrit à propos de *Rerum Novarum* : “c'est un texte de base que l'on peut toujours réécrire pour notre combat en faveur de l'instauration d'une plus grande justice et de la dignité de l'homme dans le monde actuel. Nous sommes invités à introduire des idées chrétiennes dans le grand débat que nous menons pour l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial” (12).

L'Eglise et les partis démocrates chrétiens se rencontrent donc sur la reconnaissance du fait qu'un nouvel

esprit doit présider aux rapports Nord-Sud si l'on veut éviter une nouvelle guerre, une sorte de guerre des pauvres à l'échelle planétaire, ou du moins la division du globe en deux blocs totalement disproportionnés sur le plan du développement et de la richesse, auxquelles se surajoutent les divisions politiques Est-Ouest et les ambitions des grandes puissances.

Cependant, le problème est très complexe, et le résoudre ne peut être qu'une tâche de longue haleine. Elle se heurte non seulement à l'égoïsme des puissances, mais aussi à la situation intérieure de nombreux pays du Tiers-Monde : la justice sociale internationale ne peut être utilisée pour perpétuer des situations politiques et sociales intolérables moralement, et il faut veiller à ce que l'aide apportée ne soit pas confisquée par de riches oligarchies locales, ou utilisée dans un but de stratégie mondiale par des puissances marxistes qui imposent partout où elles le peuvent, par la force et la violence, des schémas de développement archaïques qui ont échoué le plus souvent et ont toujours conduit à un asservissement de l'homme.

Sans intervenir dans les affaires intérieures, il est du devoir des grandes démocraties occidentales de ne pas aider à se maintenir au pouvoir certaines dictatures particulièrement oppressives, et d'en tirer les conséquences dans la politique d'aide. Il ne peut y avoir de justice sociale internationale sans justice sociale et politique à l'intérieur des états. En ce domaine, ceux-ci doivent d'abord chercher à appliquer chez eux la justice qu'ils réclament des pays riches. Ce n'est pas un langage différent qu'a tenu Jean-Paul II lorsque, au cours de ses voyages en Afrique noire et au Brésil, par des discours au grand retentissement, il n'a pas hésité, parfois même devant des chefs d'Etat oppresseurs, à exiger l'application des droits de l'homme en matière politique, religieuse, sociale et économique. D'ailleurs, en écho à ces déclarations, le président de la conférence épiscopale du Zaïre, Mgr. Kaseba, a rendu publique le 28 Juin 1981 une longue “Déclaration du comité permanent des évêques du Zaïre” dénonçant les injustices sociales qui ont lieu dans ce pays, et appelant à un redressement intérieur opéré par les zaïrois eux-mêmes.

Enfin, il est nécessaire de noter le fait marquant de ces dernières années, qui rend le problème encore plus complexe : il n'y a plus aujourd'hui un dualisme pays industrialisés / Tiers-Monde. Mais s'est déterminé un triangle entre les pays industrialisés, les pays producteurs d'énergie et de matières premières et ceux qui, dépourvus de celles-ci, sont d'une pauvreté extrême, certains pouvant être catalogués comme appartenant à un quart-monde. La puissance financière des pays producteurs d'énergie, de pétrole en particulier, est une nouvelle donnée essentielle ; leur politique en matière de prix a contribué à déclencher de graves difficultés dans les économies industrielles et à empêcher tout décollage économique pour de nombreux pays en voie de développement. De plus une masse considérable de pétrodollars n'est pas

injectée dans les circuits économiques, mais souvent utilisée dans des opérations de pure spéculation monétaire, les investissements se faisant surtout dans l'armement ou des dépenses de prestige.

Ces divers aspects du problème montrent bien l'urgence qu'il y a à apporter des réformes profondes et à définir toute une politique d'ensemble comme le proposent les démocrates-chrétiens italiens : "nous devons être un facteur d'expansion de la démocratie, de plus grand souffle de la personne humaine, à travers la politique pour les pays en voie de développement... Il faut faire croître politiquement et économiquement les pays en retard, également pour les soustraire aux tentations extrémistes et à la tentation de croire sortir du sous-développement en engageant des guerres locales fratricides... D'où l'exigence d'une politique attentive, d'un approfondissement sérieux, d'indications précises, de propositions et d'un examen des situations et des perspectives" (13).

La proposition d'une justice sociale internationale, malgré les difficultés énormes auxquelles son application se heurte, constitue aux yeux des démocrates-chrétiens un espoir pour l'avenir, et leurs partis apparaissent bien comme des "weltanschauungsparteien, porteurs d'une vision du monde et de l'homme" (14). En cela ils sont fidèles à leur conception humaniste de la personne humaine et de la démocratie.

Jean-Dominique DURAND

1) Jacques Maritain, *L'homme et l'Etat*, Paris, PUF, 2<sup>e</sup> édi., 1965, pp. 96-97.

2) Rafael Caldera, *la priorité des droits de l'homme par rapport aux institutions sociales et politiques*, in *Panorama démocrate-chrétien*, 1978, n. 4, pp. 5-14.

3) C.D.S., *L'autre solution*, Paris, 1977, pp. 213-214.

4) Jacques Maritain, *op.cit.*, p.96.

5) P.H. Kooijmans, *rapport au congrès de l'UEDC*, Berlin, 6-7 juin 1978, in *Panorama démocrate chrétien*, 1978, n. 4, pp. 81-89.

6) Roberto Papini, *Quelle identité pour la démocratie chrétienne ?*, Institut International Démocrate Chrétien d'Etudes, cahier n. 22, Rome, 1978, p. 57.

7) Roberto Papini, *op.cit.*, pp. 31-32.

8) Roberto Papini, *op.cit.*, p. 23.

9) Jean Chelini, *Les nouveaux papes*, Paris, Ed. Jean Goujon, 1979, 285 p.

10) Pie XII, *Radiomessage de Noël 1941*.

11) Jean-Marie Mayeur, *Des partis catholiques à la démocratie chrétienne*, Paris, A. Colin, 1980, pp.237-238.

12) Hans Katzer, *l'Encyclique "Rerum Novarum"*, in *DC Europe*, 2/1981.

13) Séminaire parlementaire DC.Rome, 22-25 septembre 1976. *Rapport de Francesco Cattanei sur les "relations avec les pays en voie de développement"*.

14) Jean-Marie Mayeur, *op.cit.*, p.234.

## Charles Delamare

**A tous les retraités et à tous  
ceux qui ont peur de le devenir.**

*Ed. France-Empire*

## Gérard Adam

**Histoire des grèves**

*Ed. Bordas  
Collection Voir l'histoire*

**Champs-Élysées  
Faubourg Saint-Honoré  
Plaine-Monceau**

**Introduction d'Yvan Christ**

*Un livre d'histoire et d'art  
Ed. Henri Veyrier*

## Bernard Voyenne

**Histoire de l'idée fédéraliste  
3 volumes**

*Ed. Presses d'Europe  
6, rue de Trévise  
75009 Paris*

# BONAPARTE EN BRUMAIRE OU LE NAPOLÉON IMAGINAIRE

*HISTOIRE-FICTION*  
par Dominique-André KERGALE

*Nous poursuivons la publication de "Bonaparte en brumaire ou le Napoléon imaginaire", ouvrage dramatique de Dominique-André Kergal, réalisé pour France-Culture par Georges Godebert et interprété par Jean Négroni (Bonaparte), Annie Dupérey (Joséphine), Catherine Ferran de la Comédie française (Clio), Hubert Gignoux (M. Beaugier) et Michel Bouquet (Fouché).*

*Bonaparte, de retour d'Egypte, arrive à Paris le 24 vendémiaire à l'aube. Clio, déesse de l'Histoire, l'appelle à son secours pour qu'il arrête la Révolution. Monsieur Beaugier, vieux prêtre réfractaire, à qui Bonaparte fait volontiers ses confidences le met en garde contre les vertiges de la gloire. Déçu par Joséphine qui l'a trompé, par la politique qui ne lui offre aucun rôle, Bonaparte après avoir hésité, finit par se rapprocher de Sieyès. Les généraux jacobins, Jourdan et Bernadotte, refusent de lui apporter leur concours. Clio, cependant, renouvelle son appui et lui livre ses visions, ses angoisses et ses terreurs. "Si tu savais l'horreur du monde..." lui avoue-t-elle. Bonaparte, Fouché et Talleyrand ont une longue conversation nocturne. Bonaparte est résolu à l'action. A.M. Beaugier comme à Talleyrand, il confie qu'une passion l'habite et qu'une puissance le guide. Seul, dit-il, il entend la grande rumeur qui vient de l'avenir. A présent, c'est l'aube du dix-huit brumaire...*

## VII. - LA VOIX DES LEGIONS

1. **18 Brumaire.** 6 heures du matin, Hôtel de la rue de la Victoire. Devant l'entrée, dans le vestibule, dans le salon, des généraux, nombreux, et plusieurs dizaines d'officiers supérieurs en grande tenue -bottes, culottes blanches, bicorne à plumage tricolore- piétinent, stupéfaits de se retrouver là, tous ensemble, alors que chacun se croyait seul convoqué par Bonaparte.

Bonaparte reçoit les officiers un à un. Arrive le général Lefebvre, commandant la place de Paris. Bonaparte l'entraîne dans son cabinet.

*Général Lefebvre:* Général, vous me devez des explications. Hier soir vous m'avez dit d'attendre à me trouver chez vous dès 7 heures ce matin. Je viens. Et que vois-je en votre hôtel ? Des généraux et des colonels en grande tenue, chacun croyant avoir été convoqué seul et se retrouvant au milieu d'une foule, tous étonnés d'être là et nul n'en connaissant la raison. Que se passe-t-il, général ?

*Bonaparte:* Trouvez-vous que les affaires de la République aillent bien, général ?

*Général Lefebvre:* Elles vont fort mal.

*Bonaparte:* Formez-vous des vœux pour qu'elles aillent mieux ?

*Général Lefebvre:* Sans doute.

*Bonaparte:* Eh ! bien, j'ai entrepris la régénération de la République.

*Général Lefebvre:* Est-ce là cette conspiration dont la rumeur court avec insistance depuis quelques jours ?

*Bonaparte:* Conspiration ?... Holà, général, il faut savoir choisir ses mots. Il est vrai que des Républicains, dont je suis, ont conçu le projet de relever la République, de lui rendre honneur et grandeur, de redonner à ses armes la gloire que les victoires de Hollande, d'Allemagne et d'Italie lui avaient acquise. Est-ce là conspirer ?

*Général Lefebvre:* C'est que...

*Bonaparte:* Dites-moi, général, le peuple n'est-il pas las de tous ces avocats qui occupent les places et nous assomment de leurs discours ?

*Général Lefebvre:* Il l'est.

*Bonaparte:* Les paysans reçoivent-ils le juste prix pour leurs moissons ?

*Général Lefebvre:* Ils ne le reçoivent pas.

*Bonaparte:* Est-il équitable que l'abondance des récoltes ait pour conséquence la pauvreté des campagnes ?

*Général Lefebvre:* Cela n'est pas équitable.

*Bonaparte:* Les ouvriers ont-ils de l'ouvrage ?

*Général Lefebvre:* Ils n'en ont pas.

*Bonaparte:* Les boutiquiers et les commerçants ne sont-ils pas accablés par la médiocrité des affaires ?

*Général Lefebvre:* Ils le sont.

*Bonaparte:* Les routes sont-elles sûres ?

*Général Lefebvre:* Elles ne le sont pas.

*Bonaparte:* Le pays tout entier n'est-il pas parcouru par des troupes de mendiants et de brigands ?

*Général Lefebvre:* Il l'est.

*Bonaparte:* Les honnêtes gens peuvent-ils voyager en sécurité et dormir en paix ?

*Général Lefebvre:* Ils ne le peuvent pas.

*Bonaparte:* Qui tient le pavé au Palais-Royal ?

*Général Lefebvre:* Les filles publiques.

*Bonaparte:* Qui règne sur les moeurs à Paris ?

*Général Lefebvre:* Les prostituées de salon.

*Bonaparte:* Comment se font les fortunes aujourd'hui ?

*Général Lefebvre:* Par l'agiotage et le trafic des biens nationaux.

*Bonaparte:* Connaissez-vous des fournisseurs aux armées qui soient honnêtes ?

*Général Lefebvre:* Il se peut qu'il y en ait, mais je n'en connais pas.

*Bonaparte:* Ne vous a-t-on pas proposé de l'argent pour votre signature ?

*Général Lefebvre:* On m'en propose tous les jours.

*Bonaparte:* Le peuple n'est-il pas las des impôts ?

*Général Lefebvre:* Il l'est.

*Bonaparte:* Ne nous menace-t-on pas à présent de l'emprunt forcé ?

*Général Lefebvre:* On nous en menace.

*Bonaparte:* Et nous, généraux de la République, nous qui avons jeté l'ennemi hors des frontières, qui avons passé le Rhin et les Alpes, nous qui avons conduit les armées de la France jusques aux portes de Vienne, voici qu'on veut réduire nos soldes. Est-ce juste ?

*Général Lefebvre:* Cela n'est pas juste.

*Bonaparte:* Général Lefebvre, croyez-vous que les sol-

datés accepteront longtemps encore de mourir au combat, sachant que la patrie est aux mains des prostituées et des trafiquants, sachant que le gouvernement de la République appartient à des avocats aussi incapables de gagner la guerre que de conclure la paix ?

*Général Lefebvre:* Non, général, je ne le crois pas.

*Bonaparte:* Alors, général Lefebvre, écoutez-moi bien : la garde du Directoire relève de votre commandement. Ferez-vous verser le sang des valeureux grenadiers pour défendre la cause de ces discoureurs empanachés ?

*Général Lefebvre:* Ah ! général, l'émotion me serre la gorge. Je suis votre homme. Il faut jeter tous ces bougres d'avocats à la rivière !

*Bonaparte:* A la bonne heure, général. Mais il ne s'agit pas de cela. Tout doit s'accomplir dans le respect des lois. Il suffira de précipiter un peu le mouvement.

*Général Lefebvre:* Je suis à vos ordres, général.

*Bonaparte:* Merci. En signe d'amitié, souffrez que je vous offre ce sabre que je portais en Egypte.

*Général Lefebvre:* Ah ! général...

*Convoqués dans la nuit, les Anciens se réunissent à l'aube pour délibérer sur le transfert des conseils à Saint-Cloud et l'attribution du commandement des troupes à Bonaparte. Les débats durent plus longtemps qu'il n'était prévu. Arrivent enfin, rue de la Victoire, les inspecteurs des Anciens avec le décret attendu.*

**2. 18 brumaire.** 9 h 10 Perron de l'hôtel de la rue de la Victoire. Dos tourné à la porte d'entrée, debout sur la plus haute marche, entouré du général Lefebvre, et des inspecteurs des Anciens, Bonaparte harangue les officiers.

*Bonaparte:* Je me tourne vers vous qui êtes mes compagnons d'armes, mes amis, mes frères de combat. Les Anciens ont rendu le décret qui transfère à Saint-Cloud le siège des conseils et qui me confie le commandement de toutes les troupes de la région de Paris. Je vous en donne lecture. (Bonaparte lit le décret lentement, d'une voix ferme, empreinte de solennité ; puis il lit une proclamation des Anciens).

*Bonaparte:* Le législateur appelle à l'aide pour le salut de la République. Entendrons-nous son appel ?

(Les officiers dégainent leurs sabres et, tournés vers Bonaparte, clament à pleine voix leurs réponses entrecoupées d'ovations et de cris d'enthousiasme).

*Les Officiers:* Nous l'entendrons.

*Bonaparte:* Laisserons-nous périr la République ?

*Les Officiers:* Nous la sauverons.

*Bonaparte:* M'apporterez-vous votre concours dans cette œuvre de régénération ?

*Les Officiers:* Nous l'apporterons.

*Bonaparte:* Compagnons, serez-vous à mes côtés, si des

factieux osent résister à la voix du législateur ?

*Les Officiers:* Nous y serons.

*Bonaparte:* Ah ! mes amis, nous nous sommes forgés une âme commune dans les combats contre les ennemis de la patrie. L'heure vient où c'est à Paris et non plus aux frontières qu'il faut assurer le salut de la République. L'Etat doit être réformé si l'on veut que les sacrifices des soldats ne soient pas vains. Il faut stabiliser le gouvernement: c'est à quoi nous convient les Anciens. Soyons dignes de la mission qui nous est confiée et de l'heure que nous vivons.

(Ovations, cris de "Vive Bonaparte ! Vive la République !") Bras croisés, silencieux, Bonaparte laisse monter les acclamations.

*Bonaparte:* Aux Tuileries !

3. 18 brumaire, 9 h. 30. Bonaparte chevauche, solitaire, en tête du cortège compact des généraux et des colonels qui s'avancent boulevard de la Madeleine. La foule, nombreuse, se presse pour voir passer les officiers en grande tenue, sabre au clair, juchés sur des chevaux magnifiquement harnachés. Des acclamations éclatent de temps en temps. Lorsqu'elle arrive aux Tuileries, la troupe est accueillie par un grand concours de peuple d'où montent des ovations. Des régiments de dragons et de grenadiers rendent les honneurs militaires.

## VIII - LA PUISSANCE ET LA COMPASSION

*Au sein du Directoire, deux des directeurs -Sieyès et Roger-Ducos- sont de connivence avec Bonaparte. Deux autres -Gohier et Moulins- s'opposent à lui tandis que le cinquième, Barras, pressé par Talleyrand, accepte de démissionner. Les Anciens sont acquis à l'entreprise mais non les Cinq Cents. Il est convenu que tout sera réglé le lendemain 19 brumaire par les conseils réunis à Saint-Cloud. Dans l'après-midi du 18 brumaire, Fouché, ministre de la police, publie un communiqué.*

### *Extraits du Moniteur Universel:*

Citoyens,

La République était menacée d'une dissolution prochaine. Le corps législatif vient de saisir la liberté sur le penchant du précipice, pour la replacer sur d'inébranlables bases...

Que les faibles se rassurent, ils sont avec les forts ; que chacun suive avec sécurité le cours de ses affaires et de ses habitudes domestiques.

Ceux-là seuls ont à craindre et doivent s'arrêter qui sèment les inquiétudes, égarent les esprits et préparent le désordre. Toutes les mesures de répression sont prises et assurées ; les instigateurs des troubles, les provocateurs à la royauté, tous ceux qui pourraient attenter à la sûreté publique ou particulière, seront saisis et livrés à la justice.

Signé Fouché

## IX. - LE PACTE

1. 18 brumaire. Tard dans la soirée. Salon de l'hôtel de la rue de la Victoire, Bonaparte, Clio.

*Bonaparte:* L'affaire va échouer.

*Clio:* Il faut qu'elle réussisse.

*Bonaparte:* Je ne l'entreprendrai pas.

*Clio:* Refuses-tu de livrer bataille ?

*Bonaparte:* La faction jacobine va se ressaisir. Elle domine les Cinq Cents. Elle fera hésiter les Anciens.

*Clio:* Es-tu déjà vaincu ?

*Bonaparte:* Il y a des combats qu'il faut savoir ne pas livrer.

*Clio:* Ne m'abandonne pas.

*Bonaparte:* Je sais la manière de vaincre les généraux, pas les parlementaires.

*Clio:* Il y a Sieyès, il y a ton frère Lucien. Laisse-les manœuvrer les Conseils. Là-dessus tu peux leur faire confiance.

*Bonaparte:* Je ne travaillerai pas à l'élévation de Sieyès.

*Clio:* La victoire acquise, c'est toi qui en recueilleras les fruits.

*Bonaparte:* C'est la défaite qui menace, et avec elle la déportation en Guyane et l'infamie devant la postérité.

*Clio:* Et moi, que vais-je devenir ?

*Bonaparte:* Je ne puis rien pour toi. Le destin m'est contraire. Le génie de la Révolution m'abandonne. Ma vie est finie.

*Clio:* Est-ce le ciel gris de brumaire qui t'accable de la sorte ?

*Bonaparte:* Il se peut. Je suis si vieux et si fatigué que je ne désire plus rien entreprendre.

*Clio:* Je suis à prendre. La vie est devant toi.

*Bonaparte:* Il me faut renoncer à toi. Et cependant tu es d'une beauté radieuse. Et ton visage et ton corps promettent des exaltations à faire défaillir.

*Clio:* Je sais récompenser les héros.

*Bonaparte:* Ma vie est finie. La gloire et l'amour appartiennent au passé. Joséphine m'est infidèle. Le pouvoir se dérobe. Je n'ai à t'offrir que ma détresse.

*Clio:* Je comblerai ton âme.

*Bonaparte:* Je viens trop tard. Je suis à l'heure où l'homme n'a plus envie de se battre. Je suis trop las. Nulle femme ne m'aime.

*Clio:* Moi je t'aime.

*Bonaparte:* C'est la tendresse qu'il me faut, non la gloire.

*Clio:* Joséphine t'offre la tendresse et moi je te donnerai

la gloire.

*Bonaparte:* Joséphine m'a trompé. Et toi tu me seras plus infidèle qu'elle ne l'a jamais été.

*Clio:* Ne méprise pas la tendresse de Joséphine. Et quant à moi, je puis te promettre un destin surhumain qui enseignera aux hommes jusqu'où ils peuvent monter.

*Bonaparte:* L'affaire est manquée, te dis-je.

*Clio:* Hé non, elle n'est pas manquée. Elle n'est manquée que si dans le secret de ton cœur tu renonces.

*Bonaparte:* J'ai renoncé.

*Clio:* Ah ! général, sors de ton sommeil ! Invente un stratagème. Redresse-toi. Ils auront peur. Enfin, regarde-les ! Regarde ces directeurs, ces législateurs, ces généraux qui se mettent en travers de ta route, regarde-les: te font-ils peur ? Est-ce Gohier qui fera reculer le vainqueur d'Italie ? Ou Moulin ? Ou Delbrel ? Victorieux de l'archiduc Charles, seras-tu vaincu par Bigonnet ? Général, c'est te vouer à la dérision de l'histoire. Crois-tu que ceux-là peuvent encore gouverner la France ?

*Bonaparte:* Pas pour longtemps, je te le concède.

*Clio:* Délivre-moi de la Terreur qui s'annonce, des tribunaux et des échafauds. Si à présent la faction jacobine vient à l'emporter, elle se vengera sur la nation d'avoir eu peur. Il lui faudra du sang. Je suis lasse du sang versé. M'entends-tu, général ?

2. *19 brumaire, tôt le matin*, Le bois de Boulogne; Bonaparte et Clio galopent longuement dans les allées. Puis ils mettent leurs chevaux au pas.

*Clio:* As-tu fait ton siège ?

*Bonaparte:* Ce matin, aussitôt éveillé, j'ai su qu'à nouveau j'étais habité par le génie de la Révolution. La puissance est en moi. Rien désormais ne m'arrêtera. Comme à Lodi, comme aux Pyramides je me sens porté dans les airs et le monde glisse sous mes pieds.

*Clio:* A la bonne heure !

*Bonaparte:* J'ai pris mes résolutions. Faisons un pacte, Clio. J'accepte le rôle que tu me proposes. Je jouerai ton jeu. Je le ferai mien. Je te délivrerai des factions.

*Clio:* Ah ! merci. En contrepartie, je t'assure de vivre à jamais dans la mémoire des hommes. Tu seras Prométhée au milieu de l'histoire.

*Bonaparte:* Cela ne me suffit pas.

*Clio:* Cependant, c'est ce que j'avais promis à Alexandre, à César, à Charlemagne. N'ai-je pas tenu parole ?

*Bonaparte:* Si. Tu as tenu parole. Mais ce que je te propose, c'est un pacte d'une autre nature.

*Clio:* Parle clairement.

*Bonaparte:* Désormais, je veux que tu sois l'instance suprême, l'instance du bien et du mal, celle qui confère leur sens et leur valeur aux événements et même aux

existences individuelles.

*Clio:* Que veux-tu dire ?

*Bonaparte:* Qu'il te reviendra de décider de la signification des choses.

*Clio:* Comment le pourrais-je ? Je ne connais pas moi-même le sens du mouvement qui me porte. Quel sens, quelle valeur puis-je donner aux événements, à plus forte raison aux existences ? Cela n'entre pas dans ma fonction.

*Bonaparte:* Cela y rentrera. Il faut bien que quelqu'un occupe le trône abandonné.

*Clio:* Il y a Dieu.

*Bonaparte:* Ils ont entrepris d'évacuer le Dieu des Ecritures. Il faut que tu le remplaces.

*Clio:* Je n'en ai ni la volonté, ni la capacité.

*Bonaparte:* Tu feras semblant. C'est le pacte.

*Clio:* Pacte sacrilège.

*Bonaparte:* L'image du Dieu des Ecritures s'estompe, elle se brouille, elle s'éloigne de la vue des hommes. Et cependant il faut que les hommes vivent, qu'ils travaillent, qu'ils se reproduisent, qu'ils se supportent mutuellement. Il faut clore le cycle des révolutions. Il faut que les générations qui se succèdent soient liées par le sentiment d'une œuvre collective qui les dépasse. Il faut que l'horizon de la vie ne se limite pas pour chaque être à sa propre mort. Sinon l'angoisse des âmes fera exploser toute société.

*Clio:* Comment pourrais-je proclamer ce qui m'est à moi-même entièrement obscur, à savoir le sens du mouvement qui m'emporte ?

*Bonaparte:* Désormais, Clio, tu connaîtras le dernier mot de l'énigme. Tu seras le véhicule du Progrès. Tu porteras dans tes flancs une promesse de salut universel. Tu appliqueras le sceau du bien ou du mal sur les entreprises humaines. Tu diras le vrai et le juste et ta sentence sera celle du jugement dernier.

*Clio:* As-tu juré de me tourmenter ?

*Bonaparte:* Je te délivrerai des factions.

*Clio:* Tu ne m'apportes pas la paix.

*Bonaparte:* Voilà mon pacte.

*Clio:* Je ne puis et je ne veux être l'instance ultime. Mes arrêts sont ceux que dicte la force et non la justice.

*Bonaparte:* Les soldats du progrès te sauront infiniment gré au moment de mourir de justifier leur sacrifice par la vision des plénitudes futures.

*Clio:* Fausse monnaie.

*Bonaparte:* Que t'importe !

*Clio:* Laisse-moi en paix ! Laisse-moi vivre ma vie selon ma loi ! Ne m'impose pas un masque ! Ne m'impose pas de mentir !

*Bonaparte:* Et si ce n'était point mentir que de proclamer que par ton mouvement c'est la raison humaine qui se révèle ?

*Clio:* Allons, point de faux-semblants entre nous. Tout mon passé retentit de la fureur et non de la raison humaine.

*Bonaparte:* Mais ton avenir ? Que peux-tu en dire ? Rassure-toi. Les hommes de plume sauront trouver le sens du mouvement qui t'emporte. Ils seront inépuisables là-dessus. Laisse-toi faire, Clio ! Tu seras une déesse.

*Clio:* Déesse de sang ! Je ne veux point l'être. Je ne veux que la paix et la tranquillité.

*Bonaparte:* Cette fatigue te passera. Ton avenir est flamboyant.

*Clio:* La paix et la tranquillité, te dis-je. C'est tout ce que j'implore.

**3. 19 brumaire, fin de matinée.** Chambre de Monsieur Beaugier. Monsieur Beaugier, Clio.

*Clio:* Il dit que le Dieu des Ecritures s'éloigne dans la nuit. Et que moi, Clio, j'ai à le remplacer.

*M. Beaugier:* Quelle est cette nouvelle anxiété que tu m'apportes ?

*Clio:* Il veut que désormais ce soit moi qui proclame la signification des choses. Il veut faire de moi l'instance du bien et du mal.

*M. Beaugier:* Ah ! cela devait arriver ! Je voudrais à présent jouir de la paix des pierres.

*Clio:* J'entends ton angoisse. Entends-tu la mienne ?

*M. Beaugier:* Oui. As-tu accepté cette proposition impie ?

*Clio:* Non. J'ai imploré qu'il me laisse tranquille.

*M. Beaugier:* C'est la force qui est en lui qui le pousse. Il ne te laissera pas tranquille. Qu'avais-tu besoin aussi d'aller le chercher ?

*Clio:* Je voulais qu'il me délivre de la faction terroriste.

*M. Beaugier:* L'emprise de cette faction n'est pas pire que celle qu'il veut exercer.

*Clio:* Pas de reproches, vieillard. Il me faut passer ce cap. Le général peut m'y aider. C'est pourquoi je suis allée le chercher.

*M. Beaugier:* Tu n'as aucun discernement.

*Clio:* Pas de reproches. Aide-moi plutôt. Mais d'abord, dis-moi pourquoi veut-il que je revête les apparences de la divinité, alors qu'il se propose de rétablir la religion ?

*M. Beaugier:* Ah ! Je comprends bien son dessein. Il veut que les clercs règnent sur les consciences et il se réserve, lui, de régner sur les clercs. Et comme il craint que les hommes ne croient le ciel vide, il entend que tu t'y établisses. Mais c'est livrer la France et l'Europe à l'idolâtrie.

*Clio:* Que faire ?

*M. Beaugier:* Il faut refuser.

*Clio:* C'est qu'il en fait un pacte.

*M. Beaugier:* Tu as tout à craindre de cette usurpation qu'il veut t'imposer.

*Clio:* Je le lui ai dit.

*M. Beaugier:* Aucune paix pour toi si tu revêts le masque mensonger de la divinité. Refuse !

*Clio:* Demain qu'advientra-t-il de moi ?

*M. Beaugier:* Je l'ignore. Mais rien ne peut être pire que d'accepter ce qu'il te propose.

*Clio:* N'est-il pas vrai que le Dieu des Ecritures s'éloigne dans la nuit ?

*M. Beaugier:* Que veux-tu qu'un vieil homme désespéré réponde à cette question ?

*Clio:* Est-il mort ?

*M. Beaugier:* Non. Il vit d'une vie si pleine, si surabondante qu'il la communique à tout être.

*Clio:* Le crois-tu vraiment ?

*M. Beaugier:* Du plus profond.

*Clio:* Alors ce silence, ce recul, ces interrogations à son sujet ?

*M. Beaugier:* Peut-être ne supporte-t-il plus le masque dont les humains ont affublé son visage ?

*Clio:* Abandonne-t-il l'espèce à son sort ?

*M. Beaugier:* Jamais. Il est l'être intime au cœur de l'homme. Sa passion pour l'espèce entière et pour chaque être en particulier est si dévorante qu'il a subi, en la personne de son fils, la mort au milieu des hommes. Il y a comme une angoisse en Dieu.

*Clio:* Angoisse de quoi ?

*M. Beaugier:* Oublie cela. Je divague. Et cependant... Cependant... Quelle passion peut être assez forte pour qu'un père sacrifie son fils, quelle passion sinon... Mais je m'égaré...

*Clio:* Au contraire, nous sommes au fond des choses. Les malheurs et les crimes que je charrie, ne sont-ils pas le signe d'une œuvre avortée ?

*M. Beaugier:* D'une œuvre ravagée plutôt. Le père est-il responsable du départ du fils prodigue ? Le fils est libre.

*Clio:* Mais pourquoi part-il ?

*M. Beaugier:* Infidélité de la créature aux suggestions du Créateur.

*Clio:* Mais la créature n'est-elle pas faite à la ressemblance du Créateur ? Et c'est la création tout entière qui gémit.

*M. Beaugier:* Douleurs de l'enfantement.

*Clio:* C'est précisément ce que me dit le général. Je porterais dans mes flancs un monde nouveau et un homme nouveau.

*M. Beaugier:* N'écoute pas ce discours. C'est le discours de la terreur.

*Clio:* ...Cependant, si c'était vrai ?

*M. Beaugier:* Résiste ! Sinon, ils te traiteront avec une brutalité dont tu n'as pas idée. Ils ne reculeront devant rien pour t'arracher ce qu'ils croiront que tu portes. Or, tu ne portes rien.

*Clio:* Rien ?

*M. Beaugier:* Si. Je suis plein de trouble à cette heure et ne sais ce que je dis. Je vois le général en proie aux plus funestes, aux plus redoutables chimères. Des chimères qui retomberont sur les humains en une pluie de fer et de

sang.

*Clio:* Je le pressens aussi. Et cependant, s'il disait vrai ?

*M. Beaugier:* Tu peux porter la paix, le travail tranquille, les moissons abondantes, les familles hors du besoin, la floraison des artistes, des écrivains, des poètes et même des saints. Mais ne va pas croire que tu as mission d'engendrer l'homme nouveau, le monde nouveau. Sinon tu vas devenir la proie d'hommes de sang, déguisés en prophètes, qui de leurs grosses mains avides tordront ton corps et t'arracheront les seuls bienfaits que tu puisses apporter aux humains.

*Clio:* Mais si le Dieu des Ecritures se retire, ne faut-il pas le remplacer ?

*M. Beaugier:* Que sais-tu du Dieu des Ecritures ? Peut-être, malgré les apparences, est-il plus proche qu'il ne l'a jamais été. Laisse cela qui n'est pas ton affaire. Je suis mal habile à dire ce qui me tient si fort, mais entends-moi, ne vas pas signer ce pacte de mort. Tu ne peux pas promettre le Royaume. Ne le promets pas.

*Clio:* Je te vois tout agité. Vieillard, vas-tu te trouver mal ?

*M. Beaugier:* Non. Ne t'inquiète pas. C'est que l'affaire est capitale. Je suis un peu vieux pour les émotions de cette sorte. Je te remercie. Ne t'inquiète pas. La carcasse est vieille. Mais elle tient.

## X. - BONAPARTE NE TE FAIS PAS ROI

*A Saint-Cloud le Conseil des Anciens hésite. Celui des Cinq Cents résiste. La majorité jacobine s'est ressaisie. Les débats sont houleux. Les députés prêtent serment à la Constitution aux cris de "A bas les dictateurs", "Vive la République". Augereau et Jourdan tentent en vain de dissuader Bonaparte. Survient Joséphine.*

### 1. 19 brumaire. Saint-Cloud. Après-midi.

*Bonaparte:* Toi ici ?

*Joséphine:* J'ai à te parler. Viens. (Elle entraîne Bonaparte).

*Bonaparte:* Qu'as-tu à me dire ?

*Joséphine:* J'ai été avertie qu'un complot s'est formé pour te proclamer "hors-la-loi".

*Bonaparte:* Il se peut.

*Joséphine:* Je sens le malheur autour de toi. Les astres ne nous sont pas favorables.

*Bonaparte:* Allons, laisse-moi, il me faut te quitter. Mes compagnons m'attendent.

*Joséphine:* Ils attendront. Bonaparte, ne te fais pas roi.

*Bonaparte:* Que veux-tu dire ?

*Joséphine:* Que dans les profondeurs de ton âme tu t'es déjà proclamé roi.

*Bonaparte:* Que voudrais-tu que je fasse ?

*Joséphine:* Je voudrais que tu fasses quelque proclamation de fidélité à la constitution, que tu prennes acte de l'impuissance des législateurs à se réformer, que tu laisses là l'entreprise et que tu rentres avec moi, rue Chantreine.

*Bonaparte:* Que diront mes compagnons d'une telle conduite ?

*Joséphine:* Ils diront que tu auras été sage et avisé, que, plutôt que de faire couler le sang, tu auras préféré renoncer à ton ambition.

*Bonaparte:* Tu n'y entends rien. Ils diront qu'au moment de l'assaut j'aurai failli, que les ayant entraînés dans les périls, je les y aurai abandonnés, que les ayant conviés à régénérer la République je les aurai livrés à la vindicte de leurs ennemis.

*Joséphine:* Ils rentreront dans leurs casernes et tout sera dit.

*Bonaparte:* Et de cette journée, il ne restera qu'un mot gravé à jamais sur mes étendards: trahison.

*Joséphine:* Bonaparte, ne te fais pas roi.

*Bonaparte:* Qu'espères-tu de moi ? Que je rentre en notre hôtel, rue de la Victoire, que je coule auprès de toi des jours semblables les uns aux autres, que je passe mes soirées à rêver à ma destinée en contemplant la flamme monter dans la cheminée, cependant que toi, pareille à Pénélope, tu tisserais ta toile ?

*Joséphine:* Cela ne peut-il être ?

*Bonaparte:* Ah ! Joséphine, il y a un temps pour toutes choses. Il y eut des jours où j'espérais seulement que tu m'accordes un regard, des jours où j'ai attendu seulement un signe de toi, des jours où j'escomptais seulement une lettre, une misérable lettre mais qui eût été de ta main. Il y eut des nuits entre des batailles où, pensant à toi et à l'abandon où tu me laissais, je me suis senti si seul au monde que j'ai clamé ma plainte aux étoiles. Mais les étoiles ne m'ont pas entendu. Et toi non plus, tu ne m'as pas entendu.

*Joséphine:* Tu me faisais peur.

*Bonaparte:* Je te faisais horreur. Je sais que certain jour de l'an dernier, la nouvelle de ma mort en Egypte t'étant parvenue, tu t'en es réjouie à pleine voix dans l'élan de la spontanéité, disant que j'avais l'âme atroce, et t'inquiétant seulement de savoir si ma mort était bien certaine.

*Joséphine:* Quelle maîtresse n'a un jour souhaité la mort de son amant !

*Bonaparte:* Mais c'était toi et c'était moi !

*Joséphine:* Qui t'a rapporté pareille chose ?

*Bonaparte:* Tu m'as bafoué devant le monde. Mais le ridicule n'est rien. Ma souffrance c'était de te savoir dans les bras de cet Hippolyte Charles, de ce hussard de pacotille, de cette petite figure à putains. Moi, Bonaparte, être fait cocu par Hippolyte Charles ! Hélas, et par combien d'autres ! Mes nuits en étaient rongées, mes

triumphes, gâtés, ma jeunesse, corrodée. Ah ! Dieu le misérable vaudeville ! Et moi cependant, ô dérision, je t'aimais ; chaque jour je t'écrivais, je précipitais des batailles, escomptant hâter le jour où tu me rejoindrais. Conquérant de l'inutile Italie, je t'accablais de lettres que tu lisais au lit, serrée contre ce coquin qui, non content de me voler ma femme, volait encore la République en trafiquant sur les fournitures aux armées. Ah ! combien de fois depuis lors ne vous ai-je pas entendu tous deux vous esclaffer, combien de fois ne me suis-je pas réveillé la nuit croyant entendre vos éclats de rire ? Pareillement méprisé, je me suis trouvé méprisable. Et je n'ai su que retourner mes pensées dans ma tête, brasser mon amertume et rêver de subjuguier le monde et l'histoire, n'ayant pu seulement retenir l'attention de ma propre femme.

*Joséphine:* J'ai entendu ton angoisse. Mais elle m'a fait peur. Et j'ai fui.

*Bonaparte:* Il se peut. Et cependant, Joséphine, portés par la même vision, nous eussions escaladé les étoiles.

*Joséphine:* Que m'importait-il à moi d'escalader les étoiles ! Bonheur, tranquillité, famille, tu as tout sacrifié à ta destinée et tu y sacrifieras toujours tout. C'est ta nature. C'est ta loi.

*Bonaparte:* Marchons ensemble. Nous serons invincibles.

*Joséphine:* Depuis ton retour, j'ai marché avec toi. Fidèlement j'ai joué ton jeu.

*Bonaparte:* J'en conviens.

*Joséphine:* Mais à présent la peur m'étreint si fort que j'en suis paralysée.

*Bonaparte:* Pour en sortir laisse-moi terminer cette journée comme il faut qu'on la termine.

*Joséphine:* Bonaparte, ne te fais pas roi.

*Bonaparte:* La puissance me guide.

*Joséphine:* Elle te perdra.

*Bonaparte:* A cette heure elle me transporte.

*Joséphine:* Les astres ne m'ont rien dit.

*Bonaparte:* Laisse là ces enfantillages et saisissons la Fortune aux cheveux. De surcroît, abandonner maintenant c'est tendre le cou au bourreau.

*Joséphine:* Et si les conseils te proclament hors la loi ?

*Bonaparte:* C'est moi qui proclamerai hors la loi les législateurs assez impudents pour préférer ce cri insensé.

*Joséphine:* Je te vois et je t'entends, et ne sais qui je vois et qui j'entends.

*Bonaparte:* Je suis Napoléon Bonaparte, général de la Révolution. Marchons ensemble. La vie sera sublime...

*Successivement Bonaparte se rend au Conseil des Anciens et au Conseil des Cinq Cents. Aux anciens son intervention est si maladroite qu'il indispose une assem-*

blée qui lui est cependant plutôt favorable. Aux Cinq Cents c'est pire.

## 2. Séance du Conseil des Cinq Cents. Extraits du Moniteur Universel:

Un mouvement se manifeste. Tous les regards se portent vers l'issue principale... Le général Bonaparte paraît ; il entre. Quatre grenadiers de la représentation nationale le suivent ; quelques autres, et des officiers généraux paraissent à la porte... L'assemblée entière est à l'instant debout.

*Des Voix:* Qu'est-ce que cela ? Qu'est-ce que cela ? Des sabres ici ?... Des hommes armés ?...

Le général Bonaparte est rapidement entouré de membres du Conseil qui le tiennent au collet et le repoussent.

*Des Voix:* Hors la loi ! hors la loi ! A bas le dictateur !... Le général Lefebvre et plusieurs grenadiers entrent précipitamment. Les grenadiers crient: Sauvons notre général. Bonaparte est entraîné hors de la salle. Une agitation inexplicable règne ; les spectateurs s'étaient élancés par quelques fenêtres dans le jardin de l'Orangerie. Très longtemps l'Assemblée reste agitée. Quelques officiers et grenadiers restant dans la salle reçoivent les reproches les plus vifs de la part d'une foule de membres du Conseil pour avoir laissé pénétrer des personnes armées au sein du conseil... Le président réclame du silence ; il est entendu.

*Le président (Lucien Bonaparte):* Le mouvement qui vient d'avoir lieu au sein du conseil prouve ce que tout le monde a dans le cœur, ce que moi-même j'ai dans le mien. Il était cependant naturel de croire que la démarche du général n'avait pour objet que de rendre compte de la situation des affaires, ou de quelque objet intéressant la chose publique. Mais je crois qu'en tout cas, nul de vous ne peut soupçonner...

*N...:* Aujourd'hui, Bonaparte a terni sa gloire... fi...

*Un autre membre:* Bonaparte s'est conduit en roi...

*Un autre membre:* Je demande que le général Bonaparte soit traduit à la barre pour y rendre compte de sa conduite.

*Lucien Bonaparte:* Je demande à quitter le fauteuil.

## XI. - BONAPARTE HORS LA LOI

*La séance aux Cinq Cents devient de plus en plus houleuse. Lucien, débordé, dépose les insignes de sa fonction et quitte l'assemblée sous la protection d'un peloton de grenadiers. Bonaparte rendu furieux par la tournure des événements, s'adresse aux soldats et appelle "aux armes". Survient Lucien qui prononce un discours dénonçant les "représentants du poignard". A son tour Bonaparte dans un grand état d'excitation harangue les régiments. Après quoi conformément à la suggestion de Sieyès ("Général, ils rêvent 93, le tribunal révolutionnaire, les échafauds, la Terreur. Ils vous mettent hors-la-loi. Mettez-les hors la salle"), les grenadiers entrepren-*

*nent de disperser les Cinq Cents.*

**19 brumaire, 17 h 45.** Le Conseil des Cinq Cents.

### *Extraits du Moniteur Universel:*

L'agitation continue sans qu'on délibère. Le pas de charge se fait entendre dans les escaliers qui conduisent à la salle. Les spectateurs rentrés s'élancent de nouveau aux fenêtres. Les représentants du peuple sont debout en criant "Vive la République ! Vive la Constitution de l'an 3 !" Un corps de grenadiers du corps législatif paraît à la porte, les tambours battant la charge, et l'arme portée: il s'arrête. Un chef de brigade de cavalerie élevant la voix "Citoyens représentants, on ne répond plus de la sûreté du conseil. Je vous invite à vous retirer..." "les cris de "Vive la République !" recommencent. Un officier des grenadiers du corps législatif monte au bureau du président: "Représentants" s'écrie-t-il "retirez-vous ; le général a donné des ordres". Le tumulte le plus violent continue. Les représentants restent en place. Un officier s'écrie "Grenadiers, en avant !" "Le tambour bat la charge. Le corps de grenadiers s'établit au milieu de la salle.

(Un roulement de tambours)

*L'Officier:* "Grenadiers, faites évacuer la salle".

Les représentants sortent en criant: "Vive la république !" La salle demeure libre ; les grenadiers achèvent de pousser dehors les représentants du Conseil.

*Finalement les Anciens et ceux des Cinq Cents qui pu être rassemblés pour une ultime séance, votent le consulat. Bonaparte est l'un des trois consuls.*

## XII. - LE MAITRE SECRET DES PASSIONS INCONNUES

**1. 20 brumaire, 5 heures du matin.** Bonaparte, en voiture, rentre à Paris. Bientôt il dépasse une troupe qui, elle aussi, a pris le chemin de la capitale. Les soldats chantent à tue-tête: "Ah ! ça ira, ça ira, les aristocrates à la lanterne ça ira, on les pendra..."

*Bonaparte:* Cette fois, c'est mon heure. Je suis Napoléon Bonaparte. Je vais conquérir l'Histoire, investir la mémoire des hommes, étonner la renommée. Je suis Napoléon Bonaparte. Je suis à l'instant où je puis m'avouer les visions secrètes qui hantent mon âme. La Grande Nation va me donner une puissance sans pareille et c'est l'Europe, c'est le monde que je tiendrai dans ma main.

Savent-ils qui je suis ? Non. Ils croient que je suis l'un d'entre eux. Or je viens d'ailleurs. Je vois avec d'autres yeux. Je sens avec d'autres sens. La puissance que je porte enfouie en moi me guide d'une main sûre, me confère le don d'intelligence, me pourvoit en énergies sans cesse renouvelées, comme si la source en était inépuisable. Que je reste inactif, et elle me pulvérise. Il me faut agir ou périr. Si je ne me répands pas sur le monde la nuit se refermera sur moi. Ils disent que je ne connais pas

le repos ? Mais savent-ils seulement ce qui me fait mouvoir ? Non. Ils mesurent mes actes à l'aune de leurs courtes passions. Ils croient que ce qui est bon pour eux est bon pour moi. Ils aspirent à la tranquillité. Ils sont fatigués des incertitudes de l'Histoire. Ils veulent jeter l'ancre et ils espèrent que je les conduirai au port. Mais moi c'est seulement la haute mer que j'aime, c'est seulement au milieu des vagues que je connais la jouissance.

La régénération de l'Europe est en marche. J'en serai l'agent. Le monde nouveau doit briser son écorce. Je la briserai. J'engendrerai une nouvelle société. J'en fixerai les principes. Après quoi, elle se développera selon sa propre loi. Je porte l'avenir du monde. J'instaure le règne de la raison dans l'ordre social. J'assigne au tumulte des dix dernières années sa forme finale. Je mets fin à la Révolution: en même temps, j'assure sa pérennité.

A Clio j'ai imposé mon pacte. Je serai le maître de l'Histoire. Je ferai de mes rêves les rêves de la Nation. Je reculerais les bornes de la puissance humaine. Je serai l'homme de gloire, l'homme debout, je serai Prométhée. Je serai dieu comme le fut Alexandre. Je concentrerai sur moi les exaltations de la multitude. J'assumerai les images qu'elle porte au plus profond et qui la font avancer. J'élargirai l'horizon de la vie jusqu'ou peut porter le regard de l'imagination.

Je les connais. Je suis aussi l'un d'entre eux. Il semble à les voir marcher qu'ils aient les pieds sur la terre. Mais non. Au travers de brumes si épaisses que la raison en est obscurcie, leur âme communique avec quelque foyer central où elle puise son énergie vitale. Il y a là des sources dont il faut se saisir. La Révolution a mis à jour des nappes souterraines dont on ignorait l'existence. Elle a fait de la liberté et de l'égalité les oriflammes dans lesquelles se sont drapées les passions nouvelles et ces passions ont ébranlé le monde. Je saurai bien découvrir les trésors enfouis au fond des mers. Je trouverai des mots nouveaux qui feront lever la pâte humaine. Je roulerai sur le monde, porté par la vague des désirs inassouvis. Je serai le maître secret des passions inconnuës. Pourquoi ce destin surhumain que je n'ai pas choisi ? Quelle raison y a-t-il dans l'enchaînement des causes et des effets ? D'où vient-il que c'est à moi que cette aventure arrive ? Pourquoi est-ce moi qui ai reçu la charge d'exprimer cette part et ce moment de la condition humaine ? Pourquoi moi, et pas un autre, moi si incertain, si souvent au bord du néant et si tenté de m'y précipiter pour en finir avec les angoisses et les incertitudes ? Qui vit en moi ?

Mais que m'importe après tout. Les arbres dans la forêt ignorent le sens de leur existence et, cependant, à chaque printemps la sève vient confirmer et renouveler la vie en eux. Ils ne savent ce qu'est la sève qui les irrigue et, cependant, obéissant à leur loi, ils résistent à la mort, ils puisent dans la terre les sucres de leur renaissance, ils rassemblent leurs forces pour s'arracher au sol et conquérir leur part de lumière. Qu'importe le sens ! C'est la loi de la vie qu'il faut suivre. Mais la loi de la vie est-elle la même pour un homme et pour un chêne ? Ma loi à moi

c'est de me tenir loin des étangs de feu où se consume mon angoisse. Si l'on savait ce qui me fait mouvoir, si l'on savait quelles terreurs rampantes habitent le général Bonaparte ! Quelle pitié et quelle dérision ! Il me faut transformer l'angoisse errante et vaine en force de création. Si j'ai des comptes à rendre, du moins pourrais-je plaider que je n'ai pas enterré mon talent. Allons, il faut prendre garde aux attirances de l'abîme, à ce désespoir qui dégorge. Il faut prendre garde aux vagabondages de l'âme, il faut toujours tenir les rênes, ne jamais s'abandonner. Toujours être en garde. Toujours en éveil. Où est ma vie dans tout ceci ? Je perds ma vie. Où est la joie ? Où, le bonheur ? Jusqu'à quand durera cette hémorragie ? N'y a-t-il point de remède ? Allons, le remède c'est que je suis consul ! Et si je veux le rester, il me faut cesser de poser ces questions. Point d'abandon. Point de relâchement. Il faut se ressaisir.

2. **20 brumaire, l'aube.** Salon de l'hôtel de la rue de la Victoire. Bonaparte, Monsieur Beaugier.

*Bonaparte:* Que faites-vous là, à cette heure, Monsieur Beaugier ?

*M. Beaugier:* J'attendais, espérant votre passage. On m'a rapporté votre triomphe, général.

*Bonaparte:* A la bonne heure ! S'il s'agit de me féliciter, vous le pouvez. L'entreprise a été menée à son terme.

*M. Beaugier:* Je vous félicite, général. Mais, à dire vrai, c'est d'autre chose que je voudrais vous entretenir si je l'osais.

*Bonaparte:* Osez !

*M. Beaugier:* Ce pacte que vous avez proposé à Clio...

*Bonaparte:* Eh bien ?...

*M. Beaugier:* C'est un pacte d'idolâtrie.

*Bonaparte:* Il ne faut pas que l'Olympe reste vide.

*M. Beaugier:* Doutez-vous de Dieu ?

*Bonaparte:* Pour moi, je n'ai jamais douté de Dieu. Mais le temps vient où le peuple en doutera.

*M. Beaugier:* Mieux vaut ce doute que l'idolâtrie.

*Bonaparte:* Vous parlez en mystique. Moi, c'est en politique qu'il me faut calculer.

*M. Beaugier:* Ne faites point entrer ces choses dans vos calculs général. Je vous en prie.

*Bonaparte:* Le moyen de faire autrement ! N'est-ce pas à vous et aux vôtres à rendre présent aux hommes le Dieu des Ecritures ? Croyez-vous pouvoir tenir le même langage aux temps des lumières qu'aux temps des croisades ? Comment voulez-vous qu'on vous entende ?

*M. Beaugier:* Je n'ai rien à dire là-dessus, étant dans le même sentiment que vous. Mais de grâce, général, ne précipitez pas l'Europe dans l'idolâtrie.

*Bonaparte:* Je vous entends, vieil homme.

*M. Beaugier:* Puis-je encore parler sans vous lasser ?

*Bonaparte:* Vous ne me laissez jamais.

*M. Beaugier:* Ai-je rêvé ? Je ne sais. Depuis quelques jours, j'ai dans l'esprit une image qui me poursuit, qui me hante et dont il faut que je me délivre. Le jour, la nuit, la vision me revient.

*Bonaparte:* Que voyez-vous ?

*M. Beaugier:* Je vois la carte de l'Europe. Et toutes les parties se couvrent peu à peu de sang, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la Russie. Le flot monte et bientôt il déferle sur la France. Il suffit que je ferme les yeux et, même éveillé, je vois le rouge se répandre sur l'Europe puis recouvrir la France. Cela se déroule toujours de la même manière et selon le même rythme.

*Bonaparte:* Holà ! Seriez-vous superstitieux ? Croiriez-vous aux pressentiments ?

*M. Beaugier:* Il y a pire, général, que la vision du sang qui monte, il y a celle des soldats qui s'entretuent. Le linceul rouge se soulève comme si la terre rouge ondulait sous les convulsions d'une masse d'enterrés vifs à l'agonie. Voyez-vous ce que je vois, général ?

*Bonaparte:* Oui.

*M. Beaugier:* Qu'ont-ils ainsi à s'exterminer ? Le démon s'est-il emparé d'eux ? Ont-ils donc oublié qu'ils sont sauvés et que Dieu connaît chacun d'eux par son nom ? Les bêtes ne vont pas à de pareilles extrémités. Pitié, général, pitié pour les corps et pour les âmes.

*Bonaparte:* Je vous entends. Je suis résolu à la paix. Mais il ne dépendra pas de moi seul qu'elle s'instaure. Et vous devez savoir que la République française représente pour les rois un principe intolérable dont ils voudront effacer jusqu'au souvenir.

*M. Beaugier:* (un léger temps) La guerre alors ?...

*Bonaparte:* Pour un temps, oui. La guerre, jusqu'à ce que la victoire de nos armes retire aux coalisés tout espoir de revanche.

*M. Beaugier:* Cela sera sans fin !

*Bonaparte:* La lassitude des peuples et les intérêts contraires des rois nous assureront un jour la paix.

*M. Beaugier:* Ah ! je ne vois que cette vague qui déferle sur la France, que ces ombres informes acharnées à s'exterminer dans la fange !

3. 20 brumaire, à l'aube. Hôtel de la rue de la Victoire. Salon. Bonaparte, Joséphine. (Bonaparte marche de long en large)

*Joséphine:* J'ai servi tes desseins. Je ne les approuve pas. Jusqu'où iras-tu ?

*Bonaparte:* J'irai jusqu'où me portera le génie de la Révolution.

*Joséphine:* Es-tu heureux ?

*Bonaparte:* Ceci est une autre affaire.

*Joséphine:* Cesse de marcher ainsi de long en large. Assieds-toi. (Bonaparte s'assied.) Comment vivrons-nous maintenant ?

*Bonaparte:* C'est en toi que j'ai confiance. Depuis mon retour d'Egypte, tu m'as servi sans faute. Cela compte. Il faut que je puisse te faire mes confidences sans craindre aucune indiscretion.

*Joséphine:* Mais l'amour ?

*Bonaparte:* Je t'ai aimé plus qu'aucun homme n'a jamais aimé une femme. Et je t'aime encore. Tu le sais bien.

*Joséphine:* Non, je ne le sais pas. Et c'est ce doute qui me ronge. C'est comme une angoisse qui m'étouffe. Suis-je aimée ? Est-ce qu'on me trompe ? Le jour, la nuit, cela me tient. Entends-tu ?

*Bonaparte:* Je sais ce que c'est.

*Joséphine:* Alors, le reste m'importe peu. Le pouvoir, la gloire, le consulat, je n'attends rien de cela ! Je n'en tire que de nouvelles craintes. Je sais bien que tu vas t'éloigner de moi et que le soir je serai seule sans avoir à qui parler, que je serai une vieille femme oubliée dans une aile du château. Les draps seront froids, les nuits interminables et les insomnies... ah ! je hais les insomnies.

*Bonaparte:* Moi de même.

*Joséphine:* Je hais les petites heures du matin, je hais le ressassement des pensées de la nuit, je hais le noir complot de l'angoisse et de la mort. Je hais les heures nocturnes où l'on ne se sent pas aimé. Où l'on est seul en soi-même et sans pouvoir en sortir. Mes pensées, alors, tournent en rond dans ma tête. Je suis une vieille femme solitaire qu'aucun homme ne remarque plus. Mon lit est désert. J'ai froid. Tu n'es pas là et je me dis que tu ne le seras plus jamais. Une heure passe. Puis une autre heure. Je ne dors pas. Le jour s'annonce, insupportable. Et cependant il faudra le vivre. Je suis seule avec moi-même en proie à mes seules pensées. Et ce qui monte n'est qu'amertume et détresse. Je ne suis pas heureuse.

*Bonaparte:* Il faut en prendre son parti. Le bonheur n'est pas pour nous.

*Joséphine:* Mais alors qu'est-ce que la vie ? Je n'attendais d'elle que d'être heureuse. Comprends-tu ? Il s'agit de ma vie, de ce qu'elle est, de ce qu'elle sera. Ne t'agite pas ainsi. Ecoute-moi. Les jours passent sans m'apporter ce que j'en espérais. Ma vie est vide, mes jours sont sans joie. La paix ne m'habite pas. Il y a comme une angoisse souterraine qui ne me quitte pas. Dis, explique-moi.

*Bonaparte:* Il n'y a rien à expliquer. J'ai renoncé au bonheur.

*Joséphine:* Que te reste-t-il alors ?

*Bonaparte:* Il me reste les plaisirs et les combats.

*Joséphine:* Et moi, je compte pour quoi ?

*Bonaparte:* Tu comptes pour tout. Tu es là, C'est à toi que je me confie. C'est de toi que j'attends la tendresse.

Sans toi, je ne suis qu'un chien errant.

*Joséphine:* Je t'ai déçu ?

*Bonaparte:* J'avais trop attendu.

*Joséphine:* Cependant c'est encore beaucoup ce que tu me demandes.

*Bonaparte:* C'est l'essentiel.

*Joséphine:* Mais le reste, dont j'ignore seulement s'il existe, faut-il y renoncer ?

*Bonaparte:* Sans doute.

*Joséphine:* C'est ce renoncement qui m'emplit la bouche d'amertume. Ne pouvons-nous faire mieux ?

*Bonaparte:* L'heure est passée. Le feu est éteint et la cendre a été dispersée au vent.

*Joséphine:* Oh ! Tais-toi ! Viens ! Tout peut recommencer. Je ne veux plus de ce vide en moi. Je ne peux plus supporter ma solitude. Je veux ma part de bonheur. Je ne peux pas me passer de la chaleur des vivants. Entends-tu ?

*Bonaparte:* Je t'entends. Mais j'ai peur d'avoir l'âme trop médiocre pour le véritable amour. J'ai l'idée d'un bonheur intérieur auquel je ne puis accéder.

*Joséphine:* Pourquoi ?

*Bonaparte:* Parce qu'il y a en moi une force que je ne connais pas et qui ne me permet pas de tenir en repos. Dès que je suis sans projet, l'angoisse me saisit. La mort me guette. Mais mon angoisse est plus forte que la mort. Elle lui survivra. Mon angoisse est plus forte que la mort. Elle vient d'avant la vie et elle durera au-delà.

*Joséphine:* Monsieur Beaugier dit que l'amour du Dieu des Écritures peut nous délivrer du mal.

*Bonaparte:* Il ne nous en a pas délivrés.

*Joséphine:* C'est qu'il y faut sans doute un peu de patience.

*Bonaparte:* Je n'ai pas les moyens d'en avoir. Si je prétendais vivre sans divertissement, bientôt je hurlerais d'angoisse au cœur de la nuit.

*Joséphine:* Le repos de l'âme ?...

*Bonaparte:* Ni dans la vie, ni dans la mort.

*Joséphine:* Quel remède à cela ?

*Bonaparte:* Le hasard du temps m'a donné les moyens de me délivrer par intermittence de ce qui me ronge. J'ai usé des moyens.

*Joséphine:* Que t'apporte la gloire ?

*Bonaparte:* Ah ! Il ne faut pas sous-estimer la gloire. Lorsque je suis debout au milieu des soldats, lorsque le canon tonne et que la cavalerie charge, lorsque dans mon esprit l'ennemi est déjà vaincu, que je suis seul à le savoir parce que moi seul connais le plan par lequel il sera défait, alors je vis, alors j'exulte. C'est l'instant où je m'égalé aux dieux et tous ceux qui sont là, à travers moi,

participent de la divinité.

*Joséphine:* Païenneries !

*Bonaparte:* Peut-être suis-je né païen.

*Joséphine:* Les dieux ne t'apportent pas la paix.

*Bonaparte:* Non.

*Joséphine:* Ils n'ont pas l'eau vive qui seule peut apaiser la soif qui est en nous. J'ai la prescience d'une paix qui dépasse toute angoisse.

*Bonaparte:* Elle n'est pas pour moi.

*Joséphine:* Tais-toi Sommes-nous donc des réprouvés pour que tu parles ainsi ? Tu blasphèmes !

*Bonaparte:* Je vais mon chemin. Ce qui est écrit est écrit. Il faut que je vive ma vie et mon temps. Après quoi mon âme appartiendra à Dieu et ma mémoire aux hommes. Pour l'heure, je vais mon chemin et c'est tout.

*Joséphine:* Quelle promesse de bonheur y a-t-il là ?

*Bonaparte:* Il n'y en a pas.

*Joséphine:* As-tu juré de me faire pleurer sur toi et sur moi ?

*Bonaparte:* Personne, jamais, n'a reçu cette confiance. Elle est pour toi seule. Partageons ce qui nous tient au plus profond. Un jour peut-être nous serons si unis l'un à l'autre que le bonheur viendra par surcroît. Tout peut advenir. Mon âme est disponible pour répondre à tout appel qu'elle viendrait à entendre.

*Joséphine:* Ah ! merci ! Nous ne sommes pas des réprouvés !

*Bonaparte:* Laissons là ces pressentiments funestes. Voici d'ailleurs quelques amis qui viennent se réjouir avec nous de l'issue de la journée.

Entrent Lucien, Roederer, Regnault, Bourrienne.

4. 20 brumaire, aube. Hôtel de la rue de la Victoire. Chambre de Monsieur Beaugier. Monsieur Beaugier, Clio. Clio soutient M. Beaugier tandis que celui-ci s'assied dans un fauteuil ; Clio s'assied dans un autre fauteuil ; un feu, auquel les deux personnages tournent le dos, flambe dans la cheminée.

*Clio:* Cela va-t-il mieux, vieil homme ?

*M. Beaugier:* C'est que vois-tu, je suis très fatigué.

(On entend des chants, de la musique, un piano, des exclamations.)

*Clio:* As-tu renoncé à vivre ?

*M. Beaugier:* Non. Le difficile n'est pas de mourir, mais de vivre avec au-dedans de soi cette espérance et cette inquiétude au sujet de ceux qu'on aime.

*Clio:* Je crois t'entendre.

*M. Beaugier:* On voudrait être assuré qu'aucune âme n'aille se perdre.

*Clio*: Le salut n'est-il pas universel ?

*M. Beaugier*: Une telle assurance n'est pas dans notre condition. Sait-on quels vertiges peuvent saisir une âme et l'endurcir jusqu'à l'ultime refus ? Mais je t'ennuie. Va t'amuser. Va les rejoindre.

*Clio*: Je n'ai pas de goût pour leur fête. Cette fête n'est pas pour moi. J'ai l'esprit trop occupé par ce qui remonte du fond de ma mémoire. Des images enfouies émergent de l'ombre. D'antiques tableaux se réaniment. Les dieux morts revivent. Wotan et Dionisos vont renaître. Bientôt ils surgiront de leurs tombeaux. Dans la brume je vois danser des formes indéceses. Est-ce déjà le sabbat des peuples ? Un frémissement parcourt la forêt. Dans la nuit passent des cavaliers. Au loin résonne le cor. Les bacchantes n'attendent qu'un signe pour descendre de la montagne et fondre sur la vallée. Que se passe-t-il ?

*M. Beaugier*: Les dieux de l'Olympe reprennent possession du monde.

*Clio*: Mes entrailles sont nouées. Je pressens des combats inexpiables, des charniers inouis, j'entends des plaintes et des gémissements et, pour les couvrir, des mots forts comme des roulements de tambour.

*M. Beaugier*: Mais la pitié ?

*Clio*: Point de pitié. Nulle pitié. Des mots. Des ordres. Des armes.

*M. Beaugier*: Ne m'en dis pas davantage. Je sais tout cela.

*Clio*: Je connais leurs rêves, des rêves si secrets, si enfouis, si terribles que j'en suis bouleversée rien que de les connaître.

*M. Beaugier*: Allons, ne t'abandonne pas. Leurs rêves ont toujours été terribles, leurs appétits, insatiables, leur cruauté, inventive. Cependant, le secret du printemps n'est pas perdu. Les enfants continueront de découvrir la vie dans le sourire de leur mère. Allons, cesse de gémir. Ne fatigue pas mes dernières heures avec ces ressassements inutiles.

*Clio*: Mais le Dieu des Ecritures ?

*M. Beaugier*: N'entends-tu pas son murmure dans l'ombre ?

*Clio*: Je n'entends rien.

*M. Beaugier*: C'est qu'il faut écouter et tu n'as jamais su écouter.

*Clio*: Jamais, en effet.

*M. Beaugier*: Il se propose. Il ne s'impose pas.

*Clio*: Indifférence ?

*M. Beaugier*: Passion, au contraire. Passion de la plus dévorante espèce, qui ne tire sa satisfaction que de la libre réponse de la créature.

*Clio*: Sont-ils dignes de cette attente ?

*M. Beaugier*: Ils sont plus grands qu'ils ne le croient

eux-mêmes.

*Clio*: Mais moi, je n'entends rien. Nulle parole ne m'est adressée.

*M. Beaugier*: Si. Mais tu es pleine de bruit et de paresse.

*Clio*: Dieu me connaît-il seulement ?

*M. Beaugier*: Il te connaît par ton nom. Il attend en silence.

*Clio*: Tu perds le souffle, vieillard. Mes questions t'épuisent.

*M. Beaugier*: Non. Non. Reste. Qu'importe que mon souffle devienne court.

*Clio*: Qu'as-tu encore à me dire ?

*M. Beaugier*: Transmets le message même si tu ne l'entends pas.

*Clio*: Quel message ?

*M. Beaugier*: Le salut offert à tous... la mort surmontée... Dieu plein d'anxiété guettant la réponse de chaque être et de l'humanité entière...

*Clio*: Allons, tu perds le souffle.

*M. Beaugier*: Non. Non. Ecoute. L'espérance n'est pas morte. Elle renaîtra. L'espérance n'est pas morte. Transmets le message. M'entends-tu ?

*Clio*: Je t'entends. Mais que faire ?

*M. Beaugier*: Seulement transmettre le message. Le reste te viendra par surcroît. Accueille l'Etranger. Ne le laisse pas passer. M'entends-tu ?

*Clio*: J'ai compris. Mais à présent, il faut te calmer.

*M. Beaugier*: As-tu compris ? Est-ce bien sûr ?

*Clio*: Oui. Mais à présent garde un moment le silence. Sinon tu vas t'étouffer.

*M. Beaugier*: Ne me tiens pas rigueur de ma véhémence. Tu sais ma passion... J'ai un peu froid. Veux-tu tourner mon fauteuil vers le feu...

*Clio* tourne les deux fauteuils vers la cheminée.

*M. Beaugier*: Maintenant va les rejoindre.

*Clio*: Je reste. Qu'ai-je à faire ailleurs ?

(Long silence.)

Fin

Sources

1 - Source principale: *Le dix-huit brumaire* d'Albert Ollivier dans la collection "Trente journées qui ont fait la France", éd. Gallimard.

2 - En outre, il faut citer: *Le Moniteur Universel - La correspondance de Napoléon - Les lettres de Bonaparte à Joséphine - Le Mémorial de Sainte-Hélène de Las Cases - Fouché* par Louis Madelin - *Talleyrand* par G. Lacour-Gayet - *Napoléon* de J. Bainville - *Napoléon* de J. Tulard - *Le coup d'Etat du dix-huit brumaire* par J. Thiry - *Joséphine* par F. Masson - Sans oublier l'article d'Etienne Borne, *Contradictions du Bonapartisme*, paru dans "France-Forum" en 1969 à l'occasion du deuxième centenaire de la naissance de Napoléon.

# LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

## La jeunesse et ses valeurs

Fonctionnaire, professeur, chercheur. Tels sont les métiers qui séduisent le plus les jeunes. Comptable, représentant de commerce, préfet, ceux qui les séduisent le moins. Ces faits ressortent d'un sondage très intéressant, réalisé par l'I.F.O.P., et qui a été révélé au cours d'un colloque organisé à Paris, par l'Union des annonceurs, sur l'image de l'entreprise.

A force de parler des cantonales, du franc, des soucis de la gauche et des surprises de la droite, on risque d'oublier l'essentiel, à savoir les comportements des Français. Or aucune réforme n'a de chances, aucune politique ne peut réussir si, d'une part, elle ne tient pas compte de ces comportements et si, d'autre part, elle n'agit pas sur eux.

La France est un pays jeune, beaucoup plus jeune que des pays qu'on lui donne volontiers en exemple, comme l'Allemagne et le Japon. Ce sondage, auprès des jeunes de 18 à 25 ans, sur l'idée qu'ils se font de la vie professionnelle, est donc très significatif.

On n'est pas étonné de voir les jeunes préférer un métier indépendant à l'idée d'entrer dans une entreprise. Le désir d'autonomie est caractéristique de notre époque et il est bien naturel que les jeunes le ressentent plus que d'autres. De même, pas de surprise, en cette période de chômage qui frappe plus particulièrement les jeunes, de voir ceux-ci préférer l'entreprise publique à l'entreprise privée. Souci de sécurité. Cela donne implicitement une certaine hiérarchie des valeurs dans la jeunesse française d'aujourd'hui: *d'abord l'autonomie, ensuite la sécurité et, en dernier rang, le risque.*

La taille de l'entreprise ne joue pas un rôle décisif dans l'idée que les jeunes se font de celle-ci. Certes, ils préfèrent les P.M.E. aux "gros", mais ces derniers recueillent ut de même 43 % d'opinion favorable contre 32 % opinion défavorable.

C'est la hiérarchie des métiers qui est la question la plus intéressante. Fonctionnaire, professeur, chercheur, tant de métiers rassurants, nobles, loin des aléas finan-

ciers. Voilà qui plaît aux jeunes. Soyons lucide, ce n'est pas la grande aventure. A l'inverse, le comptable - sans doute parce qu'il manipule de l'argent - le représentant - parce qu'il doit courir après le client - et le préfet ou le Commissaire de la République - parce qu'il exerce une fonction d'autorité - n'ont pas la cote.

Voici donc les valeurs du bas de l'échelle chez les jeunes: l'argent, le client, l'autorité. De fait, ce sont des réalités dont on découvre la fonction et l'utilité avec l'âge. Il faut bien de l'argent pour vivre, comme on dit. C'est en vivant dans une entreprise que l'on comprend que celle-ci est d'abord une clientèle. Et peut-on vouloir des responsabilités si l'on refuse l'autorité, c'est-à-dire le devoir dans certaines circonstances de dire "non" ?

Certains seront inquiets de voir les jeunes se détourner de telles fonctions. Mais n'est-ce pas un peu la faute des adultes qui n'ont pas su leur en montrer la signification réelle. Trop souvent, les adultes se prostituent pour de l'argent. Trop souvent, ils méprisent le client dans lequel ils ne voient qu'un "cochon de payant". Et trop souvent ils n'exercent l'autorité que pour jouir égoïstement du pouvoir sur les autres, sans souci du but à atteindre pour tous.

Dans le miroir de la jeunesse ce sont ainsi nos propres rides que nous découvrons.

19/2/1982

## La tentation

Depuis les résultats des cantonales, on s'agit quelque peu dans certains milieux d'affaires. Un air de revanche flotte dans l'atmosphère. Cette majorité de gauche, entend-on dire, n'est pas si solide. On la croyait inexpugnable. Mais voilà que les électeurs eux-mêmes se réveillent moins d'un an après le changement. Et cela sans que l'ancienne majorité, devenue l'opposition, se soit donnée beaucoup de peine. Ses leaders n'ont guère eu à se montrer. Les erreurs du pouvoir et le bon sens des Français ont suffi pour tout remettre en cause.

Un tel raisonnement - qui n'est pas général, je le précise

- est significatif d'une tentation qui paraît dangereuse. Sous prétexte que la gauche est allée quelque peu dans les cordes, on croit pouvoir la mettre K.O. demain matin. On prophétise des malheurs monétaires - au besoin et en y mettant la main. On justifie l'immobilisme de l'investisseur et celui du négociateur dans les discussions sociales.

Tranchons le mot, si une telle tentation de la revanche à brève échéance, devait se développer, elle serait suicidaire pour ceux-là mêmes qui s'impatientent de la mettre en œuvre.

Ce serait d'abord faire un cadeau royal aux éléments les plus extrémistes de la gauche laquelle est, Dieu merci, assez nombreuse pour ne pas être homogène. Ces éléments pourraient, sur le thème bien connu du "mur d'argent", remobiliser leurs troupes, aujourd'hui dans une phase d'interrogation. Ils feraient taire les modérés de la majorité au pouvoir, qui prêchent pour une analyse lucide des forces et une gestion prudente des réalités.

Ce que l'on peut attendre de mieux de ce coup de semonce (c'est-à-dire une cure de réalisme) se perdrait dans les invectives et les vieux clichés. Cela n'empêcherait pas la gauche d'occuper le pouvoir, mais cela déchaînerait des passions jusqu'alors à peu près contenues, pas tout à fait, malheureusement. Le franc n'y résisterait pas. Le travail dans les entreprises deviendrait pénible pour tout le monde. La vie chère pèserait plus lourd sur les plus modestes et le chômage sur les plus jeunes.

Certes, tous ces risques existent déjà. Mais on les accroîtrait sensiblement en déclenchant une croisade qui ne déboucherait sur rien puisque, quoi qu'on veuille, le parti socialiste a toujours la majorité à l'Assemblée nationale et le Président est en fonction jusqu'en 1988.

Cela ne veut pas dire que ceux qui craignent les erreurs du pouvoir actuel n'ont rien à faire qu'à attendre les prochaines élections. S'ils ont des convictions politiques proches de l'ancienne majorité, ils ont à rebâtir une opposition dont on ne sait plus ce qu'elle a à dire aux Français. S'ils ont espéré, au contraire, qu'une victoire de la gauche pourrait réconcilier le mouvement ouvrier français avec les institutions de la République, ils peuvent peser pour démontrer au pouvoir actuel qu'aucune réforme politique ne résisterait à un échec économique.

Mais, dans les circonstances présentes, la politique du pire nous conduirait simplement aux extrêmes, c'est-à-dire à l'inconnu.

16/3/1982

## Les français, la gauche et l'impôt

Alors que les arbres nous annoncent le printemps, c'est l'automne des contribuables qui succombent sous les feuilles du fisc. Les français se demandent ce que le changement de majorité politique va modifier dans leur

fiscalité. La gauche n'a pas très bonne réputation à cet égard. Elle dit toujours qu'elle va faire payer les riches. Et puis un jour, on se rend compte qu'elle a fait payer tout le monde. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Le Patronat a publié récemment un document alarmiste soulignant que les français étaient parmi les peuples les plus imposés du monde. Il est vrai que sur 1 000 Frs. de revenus les français devraient payer cette année, 433 Frs. d'impôts et de cotisations sociales. Encore s'agit-il de prévisions officielles qui risquent d'être démenties par les faits. Le revenu national pourrait augmenter un peu moins que prévu: 2,5 % au lieu de 3 %. Et les impôts un peu plus que prévu, puisqu'on sait d'ores et déjà par exemple qu'il faudra trouver 15 milliards de cotisations supplémentaires, pour financer l'assurance chômage cet été.

Si bien que pour 1 000 Frs. de revenus, ce n'est pas 433 Frs. d'impôts que nous allons payer, mais peut-être 440 voire 450 si cela ne se passe pas bien. Comparé à l'étranger c'est beaucoup. Les dernières statistiques internationales datent de 1980. A cette date, c'est-à-dire avant l'arrivée des socialistes au pouvoir, la France était déjà l'un des pays où l'on payait le plus d'impôts. 42 % et demi de nos revenus allaient au fisc et aux institutions sociales. Devant nous, il y avait certes la Suède (presque 50 %) le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark mais derrière nous il y avait tous les grands pays industrialisés: l'Allemagne avec 37 %, la Grande-Bretagne 36 %, les Etats-Unis, le Canada et l'Italie, environ 30 % et le Japon 25 %.

Toutefois, ces comparaisons peuvent être trompeuses, car chacun en a aussi pour son argent. Si les Américains et les Japonais, par exemple, payent moins d'impôts que nous, c'est notamment parce qu'ils sont bien moins protégés par leur système de sécurité sociale. Ce qui les oblige soit à subir durement les accidents de la vie comme la maladie ou la vieillesse, soit à contracter des assurances volontaires qui ne figurent pas dans les charges fiscales et sociales, mais qui grèvent tout de même le budget des familles.

N'empêche que par rapport à des peuples aussi bien protégés que nous, les Allemands et les Anglais par exemple, nous payons nettement plus. Et cela s'alourdit encore. François Mitterrand n'a pas pu respecter l'engagement qu'il avait pris dans sa campagne électorale de ne pas alourdir les charges fiscales et sociales. Il a bien fallu équilibrer les comptes de la sécurité sociale, en rajoutant par exemple, un point de cotisation.

Certes, il a aussi fait payer les riches (mais qui se croit riche ?) en alourdissant sensiblement pour eux, l'impôt sur les revenus et en créant l'impôt sur la fortune... Donc, les riches payent. Malgré cela, il n'a pas encore été possible d'alléger les charges des entreprises que tout le monde trouve trop lourdes et qui pénalisent l'emploi. Pour le faire, on songe dit-on à relever la T.V.A. Mais, du coup,

tout le monde paiera.

1er/03/1982

## Les Paysans à Paris

100 000 paysans dans les rues de Paris le 23 Mars. On n'aura jamais vu cela ! Même chez les syndicats ouvriers: il faut remonter à Mai 68 pour trouver une manifestation d'une pareille importance.

Pour que les syndicats agricoles en viennent là, il a fallu réunir plusieurs conditions. Le bon moment, juste avant la fixation des prix agricoles à Bruxelles. Le bon motif: le revenu moyen agricole a baissé au cours des dernières années. Le bon climat: la gauche au pouvoir n'a pas su toujours bien s'y prendre avec les paysans.

Le Gouvernement a donné l'impression de contester la représentativité de la Fédération Nationale des syndicats d'exploitants agricoles que dirige François Guillaume. Cette organisation veut démontrer, aujourd'hui, que nulle autre qu'elle pourrait organiser semblable rassemblement.

Parfois, dans les villes, on entend dire: "Paysans, jamais contents". C'est oublier la révolution qui a bouleversé le monde rural depuis un siècle. Il y a 100 ans, la moitié des Français travaillaient à la terre. Encore un tiers, au lendemain de la dernière guerre. Moins de 9 % aujourd'hui. L'agriculture française ne s'est pas contentée de nous nourrir, elle nous a donné les bras qui ont permis la formidable mutation industrielle de la France après la guerre.

Autrefois, chez nous, et encore aujourd'hui dans le Tiers monde, un paysan nourrit à peine plus de deux personnes. A l'heure actuelle, en France, il en nourrit trente. Nos échanges agro-alimentaires avec l'étranger, nous rapportent plus de 20 milliards de francs par an.

Certes, il y a une grande diversité d'agriculteurs et d'agricultures. Entre le pâtre des montagnes et le manager des champs de la Région parisienne, quoi de commun ? Malgré tout, le milieu paysan ressent globalement une triple légitimité. Légitimité par la fonction qu'il remplit, à savoir nourrir les hommes, besoin vital que l'on a presque oublié chez nous mais qui angoisse encore les deux tiers de l'humanité. Légitimité par l'outil de travail, car, même mécanisé, le paysan travaille souvent de ses mains et il ne comprend pas pourquoi le travail manuel devrait être réhabilité chez les ouvriers et pas chez lui. Légitimité enfin, par la modicité du revenu moyen.

Le monde agricole, qui entend parler de la semaine de 39 heures, de la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, d'une progression garantie du pouvoir d'achat, non seulement pour le smicard, mais aussi pour l'instituteur, se demande: n'avons-nous pas chez nous aussi, tous les quartiers de noblesse du travailleur, tel qu'on le définit

dans les partis de gauche ? Le paysan, c'est le peuple; et cela lui donne quelques droits, à lui aussi, de défiler de la Nation à la République, en passant par la Bastille. D'ailleurs, il y a deux siècles, qui aurait fait la Révolution, sinon lui ?

23/03/1982

## 25 ans de marché commun

10 millions de chômeurs, des prix agricoles qu'on a quelque mal à fixer, un système monétaire qui menace de se désarticuler: l'Europe paraît bien mal en point au moment où l'on célèbre le 25<sup>e</sup> anniversaire du Marché commun.

C'était en effet le 25 mars 1957, au Capitole à Rome. Six pays déjà liés ensemble dans une Communauté du charbon et de l'acier signaient le traité qui abolissait les frontières économiques entre eux et jetaient les bases d'une action commune. Notons que le ministre français signataire du traité s'appelait Christian Pineau et était socialiste.

Que faut-il célébrer aujourd'hui: la réussite d'un projet sans précédent dans l'histoire ou l'échec d'un grand espoir déçu ? J'opte pour la réussite. Le Marché commun a transfiguré l'Europe et plus encore la France. Un seul chiffre pour le démontrer celui de nos ventes à l'étranger dans notre production nationale: 11 % il y a 25 ans et 22 % aujourd'hui. Le double. Deux français sur 10 travaillent à l'heure actuelle parce que nous avons des clients à l'étranger. Un seul voilà un quart de siècle.

Dans cette communauté de 260 millions d'habitants, tout circule librement: les hommes, les marchandises, les capitaux, les idées. L'Europe a été l'école où les Français ont appris la géographie et où ils ont oublié l'histoire. L'histoire de leur querelle avec les Allemands. Etonnantes mutations.

Certes, sans la prospérité des années 60, le projet aurait avorté. Le miracle n'est pas qu'il soit né quand tout allait bien. Mais qu'il ne soit pas mort depuis que ça va mal. Cette résistance à l'épreuve est plus probante que l'élan des premières années. On a même commis l'imprudence d'élargir le cercle des pays membres au moment précis où les choses allaient moins bien. Ne cherchons pas ailleurs la raison de nos difficultés avec les Anglais. Ils sont venus pour partager du beurre et voilà que le pain est sec.

On se dispute ? Bien sûr. Comme dans une famille. Seuls les gens qui ne se voient jamais ne se disputent pas. Des échecs ? Evidemment. Nous n'avons pas su relever ensemble le défi du pétrole. Pas su combiner nos forces pour avancer plus vite dans les technologies nouvelles. Pas su coordonner nos actions contre le chômage. Il y a encore beaucoup à faire. Mais allez à Pékin, à Moscou, à Tokyo ou à Washington, et vous comprendrez que la France ne serait plus grand chose si elle n'était pas un des

pôles de la Communauté européenne. L'Europe ne nous retranche rien, elle nous agrandit.

Certes, elle est fragile. Mais elle aussi toute jeune. Un chien, paraît-il, a six ou 7 fois son âge apparent. On serait tenté de dire qu'une jeune communauté de vieilles nations a six ou sept fois moins que son âge apparent. Cette Europe de 25 ans n'en aurait donc en réalité que 4. Rien d'étonnant si elle ne marche pas encore très bien et si elle parle mal. Veillons sur elle.

25/03/1982

## Les réformes à la pelle

Retraite à 60 ans. Chèque vacance. Travail à temps partiel. Règlementation du cumul emploi-retraite. Négociations obligatoires dans les entreprises entre patrons et syndicats. Pré-retraites à 75 % pour les fonctionnaires de 57 ans. Stage de qualification pour les jeunes de 16 à 18 ans etc... Le gouvernement vient de déverser un nouveau train de réformes toutes mieux intentionnées les unes que les autres, mais dont on peut se demander si elles sont toutes ensemble compatibles avec la volonté affichée par ailleurs, par le même gouvernement, de sauver le franc et d'endiguer les déficits.

Il y a quelque chose de pathétique dans ce comportement. Convaincue de sa bonne foi, la gauche au pouvoir se jette à corps perdu dans les réformes parfois improvisées, et souvent coûteuses, qui risquent de se retourner contre elles. Déjà, la plupart des syndicats et des organisations patronales dénoncent la façon dont on a préparé la retraite à 60 ans. On comprendrait que cela inquiète le patronat qui voit venir des charges nouvelles. Mais cela inquiète aussi les syndicats qui craignent que le nouveau régime soit moins avantageux que l'actuel.

La justification principale de toutes ces réformes - déjà pour la réduction de la durée du travail et l'accroissement du déficit budgétaire - est la lutte contre le chômage. Mais il y a une limite au-delà de laquelle le coût des réformes conçues pour dégager des emplois, a pour effet d'en supprimer.

On est frappé de voir qu'au même moment, un autre gouvernement socialiste, en Allemagne, animé par le même souci (réduire le chômage) obtient des syndicats une baisse du pouvoir d'achat et impose aux chômeurs d'accepter un emploi moins qualifié si, au delà d'un certain délai, on ne leur a pas trouvé un travail correspondant à leur qualification.

D'un côté, la générosité. De l'autre la discipline. Conséquences: le Franc et le Mark ne peuvent plus avancer du même pas. L'un baisse du pied, quand l'autre retrouve son tonus.

Certainement que dans leur esprit nos gouvernants se sont construit un schéma qui assure la cohérence de tout

cela. Ils croyaient que le déficit allait engendrer une croissance qui produirait elle-même une matière imposable supplémentaire, laquelle finirait par éponger le déficit. Hélas, la croissance est moins forte que prévu et donc le déficit plus élevé.

De même ils pensent que les entreprises seront contraintes d'embaucher parce que chacun travaillera moins. Mais si le prix du travail et de la retraite augmente dans le même temps, les entreprises risquent de ne pas avoir les moyens d'embaucher. Le surplus de dépenses des Français ira nourrir les entreprises allemandes, italiennes ou japonaises qui produisent à meilleur compte. C'est bien ce que l'on observe à travers le déficit de nos échanges extérieurs.

Laisser croire qu'à l'heure actuelle, il est possible de travailler moins et de gagner plus c'est construire une illusion dangereuse non seulement pour ceux qui exercent le pouvoir mais pour tout le monde. En politique il y a pire que tromper les autres. C'est se tromper soi-même.

26/03/1982

## Un franc fixe ou flottant

Les déclarations attribuées à Raymond Barre - et que celui-ci nie avoir faites, en tout cas en public - sur le sort du Franc font rebondir un vieux débat qui reprend de l'actualité: une monnaie doit-elle avoir une parité fixe ou non ?

L'ancien premier ministre aurait suggéré que si le gouvernement avait du mal à tenir la parité actuelle du franc, mieux vaudrait le sortir du système monétaire européen que d'épuiser nos réserves de change ou faire des dévaluations en cascade.

Le problème s'était posé le jour même de l'arrivée de la gauche au pouvoir. François Mitterrand avait alors décidé que le franc resterait dans le système monétaire européen, qu'il ne flotterait pas, au risque d'être obligé de le dévaluer, comme ce fut le cas en octobre dernier.

On peut trouver des arguments techniques et politiques pour étayer chacune des deux thèses.

Sortir le franc du système monétaire européen c'est effectivement le laisser flotter au gré de l'offre et de la demande sur les marchés financiers. C'est la situation actuelle du dollar. Et dans le cas de cette monnaie majeure, puisqu'elle est la plus utilisée dans le monde, c'est une catastrophe. Car comment voulez-vous faire régner un peu d'ordre dans la vie économique internationale avec un dollar qui valait 4 francs début 1980 et qui en vaut plus de 6 aujourd'hui ?

D'une manière générale, le flottement des grandes monnaies n'est pas sain. C'est une source d'incertitude et

donc finalement de chômage. Là dessus tout le monde est à peu près d'accord en France, de François Mitterrand à Raymond Barre, en passant par tous les experts. Mais il peut y avoir des circonstances dans lesquelles il est plus sage pour une monnaie de flotter temporairement. C'est le cas, par exemple, quand se produit un choc tel qu'un changement de majorité politique, dont on ne peut pas mesurer les conséquences. Alors, plutôt que d'épuiser ses réserves de change, pour défendre une parité incertaine, mieux vaut garder ses munitions et laisser faire le marché jusqu'au moment où une stabilisation est possible. C'est peut-être la pensée profonde de Raymond Barre, même s'il ne l'a pas dite publiquement.

Mais il y a aussi des hommes, aussi soucieux que l'ancien premier ministre de la valeur de notre monnaie, et curieusement très proche de lui politiquement qui répondent à cela: attention dans une période d'incertitude sur les conséquences d'une nouvelle politique: mieux vaut garder le taux de change comme un point fixe. Cela empêchera les hommes politiques de faire trop de bêtises, car il n'est jamais agréable pour eux de dévaluer leur monnaie.

Ainsi, paradoxalement, ce sont les hommes les plus inquiets des erreurs possibles de l'actuel gouvernement qui prêchent pour la parité fixe comme une sorte de garde fou. Et à l'inverse, prêcher pour le flottement, c'est faire crédit à ceux qui gèrent la monnaie et à leur capacité de réussir une espèce de dérapage contrôlé.

Malheureusement, dans de tels domaines, ce sont rarement les hommes qui décident et plus souvent les réalités qui contraignent. Entre les deux écoles, ce ne sont pas les professeurs mais les faits qui trancheront.

1<sup>er</sup>/04/1982

## La grève des patrons...

Parmi les grandes réformes que le Parlement doit adopter au cours de la présente session, les nouveaux droits des travailleurs dans l'entreprise constitueront la plus importante. Elle bouleversera rien de moins que le tiers de notre code du travail ! Elle a déjà suscité de vives polémiques. Chez les patrons, qui redoutent l'implantation au cœur de l'entreprise d'un pouvoir syndical renforcé. Chez les syndicats qui sont loin d'être d'accord entre eux sur le sujet.

La C.G.T. trouve qu'on ne va pas assez loin et qu'il fallait par exemple, donner le droit de véto aux organisations ouvrières sur les licenciements. Force ouvrière et la C.F.T.C. jugent qu'on va trop loin et qu'on fait un cadeau royal à la C.G.T. au détriment des syndicats réformistes. La confédération générale des cadres estime qu'on écrase la hiérarchie. Seule la C.F.D.T. n'exprime pas d'amertume.

Sur un pareil sujet, à un pareil moment, le Forum

organisé à Paris par "l'Expansion" avait réuni l'affluence des grands jours: plus de 400 dirigeants d'entreprises, dont beaucoup étaient prêts à dévorer le malheureux ministre du travail, Jean Auroux, venu défendre son projet. Par sa bonne foi et sa générosité, le ministre a désarmé ceux qui voulaient en découdre. L'atmosphère a été chaude et non pas explosive même quand des patrons ont menacé de se mettre en grève si les textes étaient votés tels quels. Une grève des patrons, voilà qui ne serait pas banale...

Mais le ministre n'a pas convaincu pour autant un auditoire hostile, ragaillardé par les récentes élections cantonales et auxquels Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F. avait donné avant l'arrivée du ministre un argumentaire particulièrement solide. Pour lui, ces textes relèvent d'un autre âge. Ils expriment une vision manichéenne de l'entreprise où il n'y aurait que des patrons face à des syndicats. On oublie, dit-il, les cadres et tous les salariés qui ne se sentent pas nécessairement représentés par les organisations syndicales.

J'avoue ne pas ressentir avec autant d'inquiétude le fait que la négociation sociale devra désormais se dérouler dans l'entreprise, c'est-à-dire au plus près des réalités, et pas seulement au niveau des branches et des régions. Certes, l'obligation prévue dans le projet de loi d'une négociation chaque année est sans doute excessive. On pourrait admettre des accords pluriannuels. Mais en soi, le principe de rencontres régulières pour discuter de choses concrètes comme les salaires réels, la durée du travail et les conditions de vie dans l'entreprise n'a rien de révolutionnaire. Cela existe dans la plupart des pays industrialisés.

Que tous ces textes méritent un examen attentif et une mise en œuvre progressive, c'est sûr. Mais que vouloir faire du salarié un citoyen dans l'entreprise soit un acte révolutionnaire redoutable, on ne voit vraiment pas pourquoi. Il ne manque d'ailleurs pas de patrons pour l'avoir fait chez eux, sans attendre l'arrivée d'un gouvernement socialiste. Dans son principe, sinon dans toutes ses modalités, cette réforme n'est pas - et de loin - la moins fondée de toutes celles - que l'on déverse sur notre tête.

2/04/1982

## La fièvre jaune

Un mal mystérieux semble avoir envahi l'univers. Une fièvre jaune, d'un type nouveau: la peur du Japon. Au moment où le chef de l'Etat français met le pied au pays du Soleil Levant, essayons de comprendre cette étrange maladie qui terrorise les uns et aveugle les autres.

Le Japon est loin, de l'autre côté de la terre; il n'a pas ou peu d'armée. Aucune idéologie révolutionnaire et conquérante. Il nous fait peur avec quoi ? Avec des motos, des appareils photo, des magnétoscopes, des voi-

tures, des robots et des micros processeurs. C'est-à-dire avec des objets que nous avons construits avant lui. Nous avons essayé de nous convaincre qu'ils étaient bien peu de chose et nous avons crié haro sur la société de consommation, laquelle abêtirait les esprits, viderait les âmes, droguerait les corps !

Essayons d'être un peu cohérents. Ou bien la civilisation matérialiste, surtout dans sa version capitaliste, qui se révèle la plus efficace, nous paralyse et elle finira bien par paralyser aussi le Japon. Aucune raison, donc, d'en avoir peur. Ce n'est qu'un tigre en électron. Ou bien le Japon est effectivement un modèle pour toute la planète, sans armée et sans idéologie, simplement parce que les moyens qu'il mobilise pour réussir mieux que nous l'économie moderne dépassent le matérialisme apparent. Les objets ne sont que des reflets de valeur plus hautes: imagination, efficacité, consentement social... Dans ces conditions, la peur du Japon ne serait que le procès de nos propres faiblesses. Car rien ne nous interdit de faire aussi bien.

Et d'autres termes, peut-on, à la fois, prophétiser la fin de la société de consommation et le début de l'ère du Japon ?

Comme toujours, à vouloir faire l'ange nous faisons la bête. Le Japon souffrira, et il souffre déjà, de certains résidus de notre type d'économie. Mais, en même temps, il nous montre que notre société n'est pas purement matérialiste et qu'elle comporte des valeurs sociales que chacun peut cultiver selon son génie propre.

Nous voilà bien loin, direz-vous, du déficit commercial entre nos deux pays qu'il s'agit de réduire. Pas si loin. Car ce que le Japon nous enseigne, c'est qu'on peut toujours combler son retard. Où était-il lui-même par rapport à nous il y a seulement un demi siècle ? Et, de notre côté, ce que nous lui enseignons c'est qu'il ne faut pas vouloir faire disparaître un concurrent car, alors, on tue, en même temps, un client. C'est-à-dire qu'on s'asphyxie soi-même.

Le miracle des civilisations dites industrielles, c'est qu'elles peuvent, si nous le voulons, transformer les guerres en matches. A Verdun, les peuples français et allemand se sont saignés à blanc et nous savons ce qui leur en a coûté. Sur un stade ou dans un super-marché, on ne s'affronte qu'à condition de ne pas s'exterminer !

14/04/1982

## Le franc en sursis

Résultats de notre commerce extérieur moins mauvais en mars. Franc mieux tenu face au mark. Taux d'intérêt en légère baisse. Tous les indicateurs convergent pour permettre un répit monétaire en France. Un répit. Pas encore une guérison.

Car si notre déficit extérieur a été moins élevé en mars (4 milliards 1/2) qu'en février (plus de 5 milliards) et qu'en janvier (7 milliards) il reste tout de même trop lourd. L'an dernier à la même époque, il n'était que de 3 milliards 1/2. Malgré tout, ce léger mieux mérite d'être salué. Ce sont nos achats à l'étranger qui régressent plus que nos ventes qui progressent. C'est ainsi que nous faisons des économies sur le pétrole. Il faut dire que la relance de l'économie française en s'essouffant quelque peu réduit de ce fait même nos achats à l'étranger. A quelque chose malheur est bon.

Comme, dans le même temps, le dollar continue de tenir le mark en respect, celui-ci ne progresse plus par rapport au franc. Chacun attend de voir ce qui va se passer au congrès du parti social démocrate allemand qui se tient ces jours-ci. On dit beaucoup à Bonn que la fin du règne d'Helmut Schmidt approche. Vrai ou faux, cela inquiète et l'on ne se précipite pas dans le monde pour acheter des marks. Ce qui a pour effet d'alléger les pressions sur le franc. Encore que les Allemands, avec une hausse des prix très modérée (5 % contre 14 % chez nous) et un mark sous-évalué conquièrent des marchés à notre détriment. Si bien qu'à terme tout cela peut se retourner contre nous.

Autre raison du répit dont bénéficie notre monnaie: les difficultés de la lire italienne. A son tour, le gouvernement de Rome vient de renforcer le contrôle des changes. Là aussi: avantage dans l'immédiat pour nous, car quand on attaque la lire, on n'attaque pas le franc; mais inconvenient à terme, car de tels contrôles ne faciliteront pas le commerce avec un pays qui reste l'un de nos plus gros clients.

Aussi, est-ce avec une infinie prudence -sur la pointe des pieds pourrait-on dire- que les autorités monétaires abaissent les taux d'intérêt. Elles viennent à nouveau de gagner un quart de point, à 16,5 %, ce qui reste encore élevé.

D'ailleurs, personne ne pavoise. Le gouvernement sait très bien que le franc est en sursis. Que les prochains indices de prix ne seront pas fameux. Que le déficit extérieur reste trop élevé et que le déficit budgétaire sera difficile à maîtriser. Dans ces conditions, le moindre faux pas peut relancer les attaques contre notre monnaie. Or nous avons vu qu'au bal des débutants, il arrive à certains ministres de se marcher sur les pieds.

Le président Mitterrand nous dit-on, va remettre de l'ordre dans la maison. C'est qu'il a un sommet occidental à Versailles, début juin, et qu'il ne veut pas accueillir ses invités dans une ambiance de débandade financière. Voilà une bonne raison de se montrer rigoureux. Que n'invite-t-on pas Ronald Reagan plus souvent au Trianon...

20/04/1982

# LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

Une réédition de *l'Histoire contemporaine* d'Anatole France - Autour de Roger Nimier - Journaux et souvenirs: Jacques de Bourbon Busset, Jean Cayrol - Claude Simon et le *Nouveau Roman*.

**P**réfet de la III<sup>ème</sup> République dans un département de province, Worms-Clavelin dont la fille est élevée par les bonnes sœurs à Passy et dont la femme est appelée madame de Clavelin dans les salons de la société parisienne, confié à l'un de ses vieux camarades de brasserie du Quartier latin: "A moins de changer les Français, il n'y a rien à changer en France" et quand il parle de l'Etat ou de ce qu'il en reste, il ajoute: "ça tient parce qu'on n'y touche pas". La réédition de *l'Histoire contemporaine* d'Anatole France vient à son heure, (1) alors qu'il n'est plus seulement question de changer la France, mais la vie elle-même: Les Français, eux, ont-ils changé? *L'Histoire contemporaine*, de *L'Orme du mail* à *M. Bergeret à Paris*, du *Mannequin d'osier* à *l'Anneau d'améthyste*, est une histoire des Français entre 1890 et 1900, au moment où l'Affaire Dreyfus oppose violemment les valeurs antagonistes d'ordre et de justice dans un épisode du débat séculaire où la conscience française s'est façonnée et non moins violemment, à travers cette confrontation, les deux peuples dont Guizot constatait dans son *Essai sur le gouvernement de la France* qu'ils portaient le même nom, parlaient la même langue, avaient vécu treize siècles sur le même sol, sans cesser de se faire la guerre, et dont Fouché disait qu'il ne faudrait qu' "un degré de plus dans la fureur pour dissoudre leurs liens". Anatole France conte dans *l'Histoire contemporaine* un chapitre de cette durable guerre civile franco-française.

Il fait dire à M. Bergeret: "Ce régime (la III<sup>ème</sup> République) est celui que je préfère parce que tous les liens y sont relâchés, ce qui affaiblit l'Etat mais soulage les personnes et procure une certaine facilité de vivre". La facilité de vivre, le relâchement des liens font justement que la guerre franco-française n'est pas poussée dans *l'Histoire contemporaine* au degré de fureur que Fouché

redoutait, mais le débat d'idées qui sous-tend notre guerre civile n'en prend que plus de relief. Dans la France de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à la faveur d'un changement de régime sans révolution sanglante, un nouveau pouvoir spirituel s'installe, un nouveau clergé entre en fonctions, un nouveau cléricisme tend à réformer et à régenter la conscience nationale. "La république sera naturaliste ou ne sera pas" avait dit Zola. Combes, ancien séminariste, lui répondra: "La république sera religieuse ou ne sera pas". Mgr Freppel l'a proclamé: "La République en France n'est pas un régime comme un autre, c'est une Eglise". Or, Anatole France était le contraire d'un esprit religieux. M. Bergeret est, écrit-il "irreligieux avec décence et bon goût". Il ajoute, qu'il n'attache pas "une importance excessive à la forme de l'Etat". Il sait trop que l'Etat, qu'il revête la forme monarchique ou la forme républicaine, n'est lui-même en France que lorsqu'il incarne un pouvoir spirituel. Il ne suffisait pas au roi d'être "empereur en son royaume", il lui fallait y être pape. La République a la même vocation impériale et sacerdotale. C'est pourquoi Anatole France, païen et alexandrin, étranger en tout cas au débat religieux qui divise la France, n'en est, tout au moins dans la première partie de *l'Histoire contemporaine*, que le témoin extraordinairement lucide et ironique. M. Bergeret dissertant avec l'abbé Lantaigne sous *l'Orme du Mail* est un homme qui n'est pas fâché "d'étudier l'âme d'un prêtre intelligent" et qui semble, lui, n'avoir pas pris de parti. S'il se déclare républicain, c'est parce que la République "gouverne peu" (aussi lui pardonne-t-il de "gouverner mal"), qu'"elle n'est pas la justice, mais la facilité, qu'elle exige peu de respect, et renonce même à l'estime", c'est enfin parce qu' "il lui suffit de vivre" en laissant vivre ceux qui ne dérangent pas son train-train, car, indique-t-il, si elle gouverne mal, "elle se défend bien". Ainsi M. Bergeret, en paix avec lui-même, comme il est en règle avec la

République, peut prendre le temps de faire à travers l'abbé Lantaigne l'examen critique et impartial de la pensée contre-révolutionnaire. Il n'est pas de véritable critique sans esprit de sympathie, ce que du Bos appelait "esprit de communion". Anatole France pousse la sympathie avec son sujet jusqu'à un degré de connivence quasi-démoniaque. Les propos de l'abbé Lantaigne sont aussi célèbres que ceux de Jérôme Coignard. Ils sont l'expression à ce point fidèle et authentique de *l'esprit de droite* que Charles Maurras, n'a pas craint de les frapper en maximes au fronton de son école et de donner le nom de l'abbé Lantaigne à une chaire de l'Institut d'Action française.

Mais comment expliquer cette connivence entre le professeur Bergeret et l'abbé Lantaigne ? Comment Anatole France qui deviendra après la mort de Romain Rolland le Grand Prêtre de la République a-t-il pu créer avec les matériaux de son esprit, ce supérieur de séminaire et y incarner aussi parfaitement le Génie de la Réaction. ? Peut-être est-ce par ce que dans *l'Orme du mail* et *Le mannequin d'osier* où l'abbé Lantaigne dresse sa puissante stature au milieu d'un ballet de fantoches, Anatole France est resté au contact de la Province et qu'à ce niveau, il a ramassé tout ce qui subsistait encore après un siècle de l'héritage intellectuel et moral de l'Ancien Régime ? Il y a chez Anatole France comme chez Balzac au plus profond et au plus intact d'une Province anté-révolutionnaire, un réservoir épargné de valeurs et d'idées. Le changement de climat idéologique apparaîtra dans *l'Anneau d'améthyste* et surtout dans *M. Bergeret à Paris* avec le passage de la Province à la Capitale et d'un certain pays réel et substantiel à un pays sinon légal, du moins idéal. M. Bergeret nommé à la Sorbonne, dans le Saint des Saints de la République, interpelle le chien Riquet, témoin comme lui, à un étage inférieur, de la même culture raffinée, aussi important dans son rôle de confident d'Anatole France que le chien Velu dans le même rôle auprès de Maurice Barrès, mais en témoin de l'instinct : "Demain, tu seras à Paris, ville illustre et généreuse dont la générosité se renferme dans un très petit nombre de citoyens. Toute une ville, toute une nation résident en quelques personnes qui pensent avec plus de force et de justesse que les autres. Le reste ne compte pas. Le génie d'une race ne parvient à sa conscience que dans d'imperceptibles minorités". C'est dans ce passage de la Province à Paris, d'une réalité à une quintessence de la réalité, de la France agricole de Méline à la France métaphysique de Loubet que s'opère entre 1890 et 1900 la prise de conscience par M. Bergeret de la nécessité morale de l'engagement politique. Entre temps, l'Affaire Dreyfus, affaire judiciaire, est devenue une affaire religieuse et M. Bergeret, simple observateur jusque là du pays réel, est devenu le fournisseur en sentences humanistes de la République socialiste. A travers lui, se dessine la vocation d'Anatole France à exercer le pontificat suprême auquel il accédera à la mort de Romain Rolland.

Il faut lire *l'Histoire contemporaine* comme une his-

toire des Français à un certain moment de l'histoire de France, mais encore plus peut-être comme la préparation progressive d'un esprit à l'origine "irrégulier avec décence et bon goût" aux hautes fonctions religieuses de la République. Ira-t-on jusqu'à dire que *l'Histoire contemporaine* fresque de société, peinture de mœurs provinciales et parisiennes, à la fois le *Roman bourgeois* et le *Roman comique* du début du XX<sup>e</sup> siècle, n'est que l'histoire intérieure d'une conversion ?

\*  
\* \*

Les *Cahiers Roger Nimier* dont le deuxième numéro a paru cet hiver (2) se sont donnés pour but non pas tant la quête, le rassemblement et le commentaire des textes inédits de l'auteur du *Hussard bleu* qui soudain, à trente ans, hanté par une certaine idée de la clandestinité, s'est tu, comme s'étaient tus avant lui Racine ou Saint Just ou comme se taisait alors, après trois livres éclatants, son ami Roland Cailleux, que de prolonger l'écho d'une voix, de se mettre à l'écoute des vibrations d'une sensibilité et de rechercher toutes les traces invisibles du passage furtif d'une âme sur la terre. Il s'était élevé dans le premier Cahier autour du tombeau vide un concert de harpes où chaque exécutant imitait Nimier pour mieux le faire revivre dans son corps glorieux. Mais M. Marc Dambre, le chef d'orchestre, nous avait prévenus que son projet n'était pas d'écrire une vie de saint. Est-ce que Roger Nimer ne se serait pas mortellement ennuyé dans le Paradis où on l'aurait prématurément installé sur son socle de plâtre, avec une auréole en fil de fer. M. Willy de Spens, autre ami de Nimier, a conté dans ses souvenirs d'enfance bordelaise, (3) que ce qui l'attirait dans son catéchisme, ce n'était pas les anges chantant éternellement la gloire de Dieu au pied d'un trône, mais les petits démons se donnant des coups de fourche dans un enfer qui ressemblait à une cour de récréation. Nimier, ni saint, ni démon, peut compter sur les *Cahiers* de M. Marc Dambre pour qu'on ne l'oublie pas au purgatoire où il est d'usage que les écrivains séjournent après leur mort.

M. Dambre a réuni dans cette livraison des mementos pieux, des témoignages d'amitié, toutes les manifestations d'une communion émouvante, mais aussi, parce qu'il ne veut pas que son recueil ait l'air d'une hagiographie, quelques pages comme celles de M. Pierre de Boisdeffre où le critique de la *Revue des Deux mondes* exprime certes la fascination que Roger Nimier a exercée sur lui, mais en prenant ses distances devant le garçon costaud qui "aimait les filles, le sport, le whisky et les costumes de tweed". Le dialogue Boisdeffre-Nimier que Chardonne tenait à renouer, nous dit l'auteur de l'article, a tourné court. Le jour où M. de Boisdeffre descendant les Champs Élysées a hésité à monter dans la Delahaye décapotée que Roger Nimier avait arrêtée à sa hauteur pour l'inviter à y prendre place, parce que, peut-être, "il conduisait trop vite", a marqué une date dans les rapports des deux jeunes gens. Ils devaient se retrouver quelque temps après au bar de la Légion d'Honneur, pour une explication décisive. M. de Boisdeffre voulait

faire comprendre à Nimier que l'indépendance de l'Algérie était inéluctable et qu'il fallait aider de Gaulle. "Je crus qu'il allait me frapper" note M. de Boisdeffre. L'historique de ce dissentiment sur un fond d'Histoire de France et de guerres civiles, l'évocation de cette discordance avait sa place dans l'harmonie orchestrée par M. Dambre.

1960, c'est le moment où M. de Boisdeffre morigène Roger Nimier, mais c'est aussi le moment où celui-ci selon le mot de M. Bernard Pingaud, commence de *jouer* pour de bon à *ne plus vivre en France*. J'ai écrit dans cette revue (4) que *les humeurs de Roger Nimier lui tenaient lieu d'idées*, et M. Georges Laffly me reproche ce "ton de supériorité". N'ai-je traité Roger Nimier qu'en élève chahuteur dans la cour de récréation où il s'amusait à renverser des quilles et à organiser des batailles de soldat de plomb avec les rescapés de toutes les guerres perdues ? N'ai-je pas su percevoir dans son regard devant tant de jeunes cadavres innocents, le reflet de désespoir qu'y avait allumé Bernanos ? Roger Nimier a écrit dans *le Grand d'Espagne* où le petit cornette de hussards soutenait l'officier de cuirassiers blessé à Waterloo: "Nous sommes quelques uns dont les traits communs ont un certain sérieux, un besoin de vérité, un air sombre, mais les choses sont établies de telle façon que nous faisons figure d'esprits légers". Roger Nimier était le contraire d'un esprit léger, mais l'esprit d'enfance est un esprit de gravité et Roger Nimier qui ne voulait pas grandir pour ne pas *pourrir*, redoutait le passage de l'enfance à l'âge d'homme. C'est pourquoi il a sauté de plein pied directement dans la mort.

Le recueil d'articles que M. Marc Dambre a publié en librairie sous le titre *L'Elève d'Aristote* (5) au moment même où paraissait le deuxième *Cahier Roger Nimier* en apporte la preuve. Déjà, dans *Journées de lecture*, que M. Thierry Garcin a raison de tenir pour le meilleur de ses livres, il avait joué, pour parler de Valéry Larbaud, à l'élève Lénicot qui est, on le sait, un personnage de *Fermina Marquez*. Dans *L'élève d'Aristote*, il joue encore à l'écolier. *L'élève d'Aristote* suivi du *Maitre de version latine* sont les brillants devoirs d'humanités de celui qui voulait "fusiller les humanistes"; le *Régent sa fille et son S.S.* est une dissertation d'histoire à la manière de Saint-Simon, le *Palais de l'Ogre*, une autre dissertation d'histoire à la manière de Mme Leprince de Beaumont. Toutes ces copies d'élève doué en français (et qui le sait) ne peuvent être notées selon les normes universitaires, mais elles auraient pu être primées au Concours Général, ce refuge scolaire de l'esprit fantaisie. M. Marc Dambre, dans son excellente préface à *L'élève d'Aristote*, signale à bon escient "le jeune écrivain qui cache son application, rarement chahuté, éclaté de fantaisie et de culture". Il ajoute qu'il se prépare à "devenir le maitre que le demi-siècle avait reconnu trop vite". Mais Roger Nimier estimait qu'à trente ans, c'était trop tôt pour jouer au maitre et voilà peut-être pourquoi il s'est tu. Les meilleures pages du livre ne sont pas celles qu'il a intitulées *L'élève Gobineau sort de son coin*, mais celles où il entraîne les

*Trois mousquetaires* dans une partie de rugby. Une fois de plus, il ne veut pas sortir de la cour de récréation où il prolonge l'enfance, ses jeux et ses rites. Lui qui a excellé dans l'esprit de pastiche, il a fait dans *Journées de lecture* d'admirables pastiches de dissertations de classe de première avec ses parallèles entre Corneille et Racine, Voltaire et Rousseau, Gide et Cocteau qu'il appelle, en se souvenant de la comtesse de Ségur-André-qui-pleure et Jean qui-rit. On voit s'avancer pour une partie de barres ces champions de l'éternel dualisme français. Nimier, parmi eux, est le garçon studieux et joueur auquel on donnera aussi bien six heures de colle que vingt sur vingt.

\*  
\*\*

M. Jacques de Bourbon Busset note dans son *Journal* dont le neuvième tome vient de paraître; "J'étais programmé pour faire un ambassadeur qui, une fois à la retraite, écrirait sur les relations internationales et entretrait à l'Académie des sciences morales et politiques. J'ai refusé cette programmation". M. de Bourbon Busset, descendant direct par ordre de primogéniture de Hugues Capet et de Saint Louis, n'ajoute pas qu'il était programmé pour être roi de France. Et il le serait peut-être si Louis XI n'avait pas refusé son consentement au mariage de son ancêtre le prince -évêque de Liège, Louis de Bourbon, en déclarant ses descendants "non dynastes". C'est ce que rappelle M. Jean-Charles Varennes dans son livre *Les Bourbon-Busset* (6). Mais imagine-t-on une Histoire de France sans Henri IV, sans Louis XIV, sans château de Versailles, sans peut-être de Révolution ni de Napoléon, avec un roi sorti de l'École normale supérieure comme un quelconque président de la République ? Imagine-t-on une Histoire de France paisiblement coulée dans une succession de siècles, sans accident, sans fracture, comme une sorte d'histoire anglaise ? M. de Bourbon Busset a préféré, il le dit dans son *Journal*, exister par lui-même indépendamment de sa lignée. Pour cela, il a choisi d'écrire.

Dans une vie qui comporte beaucoup de *ruptures*, de la rue d'Ulm au Quai d'Orsay, au château de Saussay et à la campagne du Lion, dans une vie faite de *fragments*, alors que M. de Bourbon Busset aurait pu être professeur d'histoire et de géographie au lycée de Moulins, ministre de France auprès du Saint Siège, leader du centre droit à l'Assemblée nationale, l'écriture a introduit un dessein et installé une continuité. A dix huit ans déjà le khâgneux *d'Henri IV* écrivait des petits carnets; de la même plume il tient depuis dix ans son *Journal*. Entre-temps, il avait écrit quelques romans. La véritable *rupture*, n'aurait-elle pas été non point une amorce de carrière diplomatique ou politique dans une existence, toute vouée à la vie intérieure, mais bien plutôt l'amorce d'une carrière romanesque où M. de Bourbon Busset eût risqué, à la faveur d'œuvres d'imagination et de fiction, de se divertir de lui-même ? Aussi bien n'avait-il cherché dans ses romans qu'un confident pour vivre une intimité dédoublée. Le *Journal* lui permet de faire l'économie de ce personnage-postiche et de se passer d'un écho.

Cependant, M. Michel Déon recevant M. Jacques de Bourbon Busset sous la coupole ne pouvait pas rester insensible à la présence obsédante d'un autre personnage dans cette œuvre, et quel personnage ! le *Lion*, celle qui en est l'inspiratrice. M. Michel Déon n'a voulu voir en Laurence qu'une interlocutrice privilégiée et il a souligné malicieusement en établissant un parallèle entre ces couples célèbres, Elise et Marcel Jouhandeau, Laurence et Jacques de Bourbon Busset que les scènes de ménage ont plus de saveur dans la littérature que les amours édifiantes de Philémon et Baucis. Il a ajouté, citant Balzac, que "l'influence d'une femme doit toujours être secrète". S'il y a pourtant une influence secrète dans l'œuvre de M. de Bourbon Busset, il me semble que c'est bien, à la profondeur où elle joue, celle de Laurence. Il ne faut pas la chercher au niveau de l'anecdote, mais de la relation métaphysique entre deux êtres pour lesquels le mariage est l'opération d'une fusion transformatrice et comme la répétition d'un miracle quotidien où l'homme et la femme se créent réciproquement l'un par l'autre. M. de Bourbon Busset insiste de plus en plus, au fur et à mesure qu'il avance dans son *Journal*, sur le rapport de *création* qui le lie à Laurence. Y pénétrer à sa suite, ce n'est pas troubler une intimité, c'est approfondir un mystère. C'est étudier aussi comment Dieu qui a tiré la Femme de l'Homme, tire l'écrivain Bourbon Busset de Laurence. Il y a ici *création* dans le double sens du terme.

Il va sans dire que le risque d'un tel *Journal*, c'est le ressassement d'une pré-éternité et d'une pré-félicité où deux êtres qui n'en font qu'un et qui, dès lors que "l'Amour est Dieu" (attention à la dérive romantique !) se suffisent amplement à eux mêmes et échangent indéfiniment, *mezza voce*, le même hymne d'action de grâces. Le risque c'est, dans cet empyrée conjugal, la disparition progressive de tous les repères temporels. Les meilleures pages de *La force des jours* (7), ce sont pourtant celles où M. de Bourbon Busset, dans un pays où il est un étranger, où il n'a de contacts qu'avec des philosophes parisiens en transhumance ou des bergers de pastorale gionnesque, et d'où il ne s'échappe que pour accomplir des pèlerinages esthétiques dans des sites conventionnels, remonte vers ses origines, évoque l'enfance au Saussay, et la jeunesse au Quartier latin fait revivre Robert Shuman. Ce *Journal* métaphysique aurait profit parfois à se retremper dans un certain air de *mémoires*. Les souvenirs du Quai d'Orsay dont il a été tiré le roman abstrait et valéryen de *La grande Conférence* portent la marque inimitable du *vu* et du *vécu*. M. de Bourbon Busset, par esprit d'électisme et bonne éducation, est un peu trop respectueux des réputations du moment. Pour définir Sartre, il a un mot admirable. "Sartre, écrit-il, a rêvé d'abord d'être Hugo, puis d'être commissaire du peuple, à la fin de n'être que lui-même, c'est-à-dire le plus dévoué des prêtres ouvriers". On a écrit sur Sartre des tonnes d'articles et de livres ; on n'a jamais rien dit de plus incisif et de plus pénétrant.

\*  
\*\*

M. Jean Cayrol a eu un soir, au quinzième étage d'un restaurant de Copenhague, cette *illumination*: il n'avait qu'une vie à vivre... Il nous en fait la confidence dans ses Souvenirs, *Il était une fois, Jean Cayrol* (8). Toute vie est un conte. Peut-on l'imaginer, peut-on la rêver, peut-on vivre de *la vie des autres* ? M. Jean Cayrol nous dit qu'il a toujours aimé le déguisement, l'apparence. "Echapper à soi m'intéressait". Ainsi le romancier peut-il s'échapper de sa vie pour raconter celle des autres ou celle de ses *possibles*. Mais on est toujours ramené à l'unique vie qui est la sienne. Quand vient le temps du bilan, quand vient le temps de se raconter, on ne peut pas commencer son histoire par ces mots de conte de fées: *Il était une fois...* Il faut dire: *Il n'était qu'une fois*. M. Jean Cayrol a été et n'aura été qu'une seule fois.

Quand il est revenu des camps de concentration, il a cherché en vain le mot de passe qui lui ferait retrouver le chemin de la vraie vie. Sorti du tombeau de Lazare, il n'était plus qu'un vivant de contrebande, une âme en trop à la recherche d'un corps. Cet être désincarné transposa son impossibilité de vivre dans le monde imaginaire du roman. Il s'y est logé dans des existences de location à la journée ou à l'heure. Il était, partout où il se faufilait, un "corps étranger". Il avait raté sa résurrection. Il était condamné à errer sans fin, à parler sans cesse - *si je me tais, je suis foutu* - pour tenter de trouver dans le mouvement et dans la parole les moyens d'exorciser le néant qui le hantait. Remonté de l'enfer, il renaissait au monde en pleine crise existentialiste. L'existentialisme, ce n'était pas fait pour arranger son affaire personnelle.

L'une de ses premières réactions d'homme né une seconde fois fut pour se débarrasser de cette vie qui lui était offerte en supplément. Il ne s'y reconnaissait plus. "Je te confie ma vie comme un écheveau à débrouiller". Ainsi interpellait-il son lecteur au seuil de son œuvre. La vie romanesque, la vie imaginaire de M. Jean Cayrol a été cet écheveau inextricable où l'on ne retrouvait jamais le fil d'Ariane. M. Cayrol contait, fabulait, mentait en nous prévenant que toute vie est mensonge. Il se répandait dans l'infini en une multitude de fuites. Il pratiquait, insaisissable, l'art de la fugue, de l'esquive, de l'esquisse. Il esquissait des vies et n'en achevait aucune, s'en tirant chaque fois par des pirouettes. Il se refusait dans cette parade masquée à livrer sa *figure*. Le voilà à soixante dix ans qui écrit: "L'art de vieillir est-il un art abstrait ou figuratif ?".

Refusant la figure, il avait aussi refusé l'abstraction. Ses romans étaient faits d'un assemblage d'objets auxquels il ne manquait pour prendre place dans une cohérence et une réalité que le regard qui les aurait fixés et définis. Le regard de M. Cayrol se posait sur tout, mais ne s'arrêtait sur rien. Il coulait, liquide et transparent, sur le monde, sans en faire émerger les arêtes auxquelles il se serait blessé ni les limites sur lesquelles il aurait risqué de buter. Il n'était à l'aise que dans le vague, l'indéfini (qui lui tenait lieu d'infini), l'absence d'identité (où tous les

faux fuyants lui étaient permis). Il avait, captif évadé, l'obsession de la clôture. Il ne voulait pas être *pris*.

Qui était M. Jean Cayrol ? Enfin Lazare a laissé glisser son linceul pour montrer un peu de sa figure. Mais des *Enfants pillards* où il racontait déjà son enfance bordelaise à ces Souvenirs d' *Il était une fois*, jetés en vrac pour qu'on débrouille une fois de plus l'écheveau, on ne suit que les chemins d'une vie en pointillé et c'est le charme de ce livre que de nous donner à rêver sur l'insaisissable figure qui, au moment où elle se démasque, se dérobe encore. Pourtant, M. Jean Cayrol à défaut d'un bilan -ce conteur ne fera jamais ses comptes- nous propose un "sommaire", une table des matières et nous pouvons le suivre d'un chapitre à l'autre sur le port de Bordeaux, dans l'arrière-pays basque d'où ses ancêtres se sont élancés à travers le monde, dans le jardin de banlieue où il pratique l'horticulture, à New-York, à Samarcande. Il évite Paris. Il n'apparaît jamais dans ces pages délicieuses qu'en filigrane. Mais ce trait léger, cette transparence scintillante, cette lumière qui l'auréole *cerne* enfin un visage que nous pouvons désigner et aimer.

\*  
\* \*

Le Nouveau Roman, il y a vingt ans, réhabilitait sous la férule de Roland Barthes, l'esthétique de Duranty. Aujourd'hui, il est rangé dans un coin du musée Grévin de la littérature. De loin en loin, on sort ce mannequin de son placard, on l'époussette, on pose un peu de fard sur son teint cireux, on le montre aux enfants des écoles. Il y a trois ans, deux revenants, M. Robbe-Grillet et M. Michel Butor ont publié coup sur coup des *à la manière du nouveau roman*, *Souvenirs du triangle d'or* et *Boomerang*. Paul Reboux relayait Roland Barthes. Mme Nathalie Sarraute les avait épaulés en publiant de son côté le recueil de murmures de son *Théâtre*. M. Claude Simon restait coi. Aujourd'hui, il nous donne à lire *Les Géorgiques*. Serait-ce le signal virgilien d'un renouveau ?

C'est autour des années 60 que le Nouveau Roman a défrayé la chronique. *L'emploi du temps* est de 1956, *La Jalousie et la Modification*, de 1957, *Le Planétarium* de 1959, *Degrés* et *Dans le labyrinthe*, de 1960. Mais M. Claude Simon avait publié son premier livre, *Le Tricheur*, en 1946 et il ne s'était alors inspiré que de *l'Etranger* de Camus. Entre 1957 et 1960, il ralliait semble-t-il, la nouvelle école, et il publiait *Le Vent*, *L'Herbe*, *La Route des Flandres*. Depuis, alors que le Nouveau Roman est entré en agonie, il n'a pas cessé de continuer à écrire les mêmes livres selon les mêmes canons d'une esthétique qui pourrait paraître périmée. On se contenterait de saluer respectueusement si M. Claude Simon ne manifestait dans son obstination un assez extraordinaire génie de constructeur qui ne s'acharne à édifier une œuvre que pour la détruire et la reconstruire.

Cette œuvre, c'est un château de sable et de mortier qui dresse ses tours déchiquetées sur un sol miné, qui s'effrite, se désagrège et s'effondre, puis, la truelle en mains,

M. Claude Simon recommence imperturbablement avec le même matériau fragile, sur les mêmes fondements instables, la même construction qui défie le Temps. Les *génésés* et les *apocalypses* se succèdent sans fin. Toujours, un nouveau monde naît du chaos où le précédent s'est abîmé. C'est toujours, dans l'œuvre de M. Claude Simon, la même matière boueuse, la même coulée de magma originel qui se répand, la même phrase qui s'étire, en charriant ses mots, ses images, ses débris de littérature, ses figures morcelées de grammaire et de rhétorique. La même musique aussi se fait entendre, une sorte de mélodie grave et majestueuse, une profonde rumeur épique. Il faut lire à haute voix les romans de M. Claude Simon.

*Les Géorgiques* (9) mêlent toujours les mêmes images obsessionnelles de la débacle de 1940, de la guerre d'Espagne, de la propriété roussillonnaise dévastée par le phylloxera. Ce sont sans doute des éléments de la vie personnelle de M. Claude Simon. Mais à ces images se mêlent celles des guerres de la Révolution et de l'Empire. Les époques se confondent, les plans se superposent, les visages et les événements offrent la même consistance. Tout se pénètre, se brouille, se dilue, tout se décompose. M. Claude Simon revient sans cesse vers un tombeau où un corps aimé pourrit. Il écrit: "Que me font à moi une fortune et des honneurs dont le plus grand prix eût été de les partager avec cette femme adorée ensevelie dans le néant depuis si longtemps et dont le souvenir après vingt ans me déchire le cœur". Cette mort, cet événement, cette évocation seraient seuls, dans cette histoire qui n'en est pas une, à avoir une réalité ou au moins une date si la véritable réalité, ce n'était ici la terre, la propriété, la culture du sol, l'harmonie entre les travaux de l'homme et le retour des saisons. *Les Géorgiques* ne font pas mentir leur titre virgilien. Il y a dans ce roman, sous les rafales du Temps dévastateur la lente et puissante germination de petites choses indestructibles. Toujours ainsi dans les romans de M. Claude Simon, le *Vent* souffle, mais l'*Herbe* pousse. M. Claude Simon écrit toujours à soixante dix ans le même roman que l'on hésite à qualifier de "nouveau". C'est que "comme il a dit, dans un de ses premiers livres, tout est toujours à refaire".

Le paradoxe de cette œuvre, esthétiquement démodée, c'est sa jeunesse.

Philippe SENART

(1) - Calmann-Lévy

(2) - Cahiers Roger Nimier - 6 rue de Varenne - Paris

(3) - L'Agonie des Hobereaux (La Table Ronde)

(4) - France Forum - Novembre-décembre 1980

(5) (7) - Gallimard

(6) - Librairie Académique Perrin

(8) - Le Seuil

(9) - Editions de minuit

# QUAND LA FRANCE BRADAIT SES ŒUVRES D'ART ... par Yvan CHRIST

*Palais de Fontainebleau : Boudoir de Marie-Antoinette.*

**L**es œuvres d'art, disent les amateurs, doivent aller et venir... Sans pérégrination, point de collections, publiques ou privées, point de cabinets de curiosités, point de musées, point d'échanges ni de ventes. Sur leurs tablettes, les chercheurs et les curieux, les amateurs éclairés, qui sont insatiables, inscrivent donc en lettres d'or la date du 14 juillet 1789: elle marque, en France, l'ouverture d'une grande braderie, à peu près unique dans l'histoire, dont les conséquences sont encore sensibles, deux siècles plus tard, et qui seront, à n'en pas douter, sans fin ni cesse...

\*  
\* \*

*La France à l'encan, 1789-1799*: tel est le titre de l'ouvrage qui est consacré par M. Michel Beurdeley, expert agréé par la Cour de Cassation, à l'exode des objets d'art sous la Révolution. La préface est de M. Maurice Rheims, de l'Académie française, qui fut un des plus éminents commissaires-priseurs contemporains (1).

Il y a plusieurs façons de lire ce livre: avec "plaisir" — le mot, qui est inattendu, figure en toutes lettres dans l'avertissement liminaire... — avec mélancolie, avec ran-

cune, avec colère. Car enfin, si la Révolution, que l'on va célébrer dans le faste, d'ici à sept ans, à l'appui d'une exposition universelle, s'était contentée de donner libre carrière aux œuvres d'art qui constituaient alors le patrimoine français, un historien devrait, certes, déplorer amèrement leur dramatique exode, mais un collectionneur ne pourrait que se féliciter de la merveilleuse aubaine...

L'affaire fut tout autre. C'est que si au hasard des pillages épouvantables que l'on sait, maints chefs-d'œuvre de l'art français ont été préservés, qui n'ont pas quitté notre sol ou qui figurent aujourd'hui dans les collections privées et publiques des deux mondes, plus nombreux encore sont ceux de toutes époques qui, par ignorance ou par vindicte, ont été à jamais anéantis.

Ignorance, vindicte... Evoquant, dans sa préface, le vandalisme révolutionnaire, M. Maurice Rheims en conclut, bien sûr, que "tout cela est navrant" mais ajoute-t-il, "que l'on se garde bien de n'en rendre responsable que le peuple; si tous ces gens brûlent et brisent, c'est parce qu'on les a poussés souvent à bout et parce que nul n'a songé au cours des siècles passés à leur enseigner le moindre rudiment de la beauté".

“*Poussés à bout*”, c’est-à-dire au plaisir sadique de saccager et de détruire, les Français le furent alors au nom de la loi nouvelle. Il faut lire le chapitre très nourri que M. Michel Beurdeley réserve au vandalisme légal à Paris et en province, chapitre bourré de faits précis qui confirment tout ce que les historiens antérieurs — de Gustave Gautherot (2) à Louis Réau (3) — ont, dès longtemps, avancé et qui ne peut être démenti.

Les Français de 89 eussent-ils été plus respectueux de la “*beauté*” si l’Ancien Régime finissant — qui avait pourtant favorisé la création de petites et grandes écoles artistiques — leur en avait plus systématiquement enseigné le “*rudiment*”? Voilà qui demande réflexion.

M. André Chastel insiste sur le fait que la France “*offre le cas exceptionnel d’un grand pays de culture où l’auto-destruction a été autre chose qu’un accident (et que) ce que l’on a nommé le “vandalisme” a eu plutôt le caractère d’une institution*”. Il souligne en outre que ce vandalisme-là “*fut largement autorisé par l’état des mœurs et admis par la masse éduquée, moins généralement par la masse inculte, qui, à la différence de la bourgeoisie libérale, a parfois, par simple attachement, empêché la démolition des sanctuaires*”. Et le même historien d’art, faisant allusion au vandalisme ecclésiastique du XX<sup>ème</sup> siècle, estime avec raison qu’il a “*peu de précédents dans l’histoire*” (4). Or il s’est exercé, et s’exerce encore, en un temps dit de “*culture*”, fier de l’instruction obligatoire et intensive qu’il dispense aux citoyens français — une instruction qui, à la vérité, n’accorde guère plus à la “*beauté*” que n’en dispensait l’Ancien Régime aux sujets du roi très-chrétien (5). Mais cette “*beauté*”, sous ses formes savantes ou populaires, était, dans la civilisation disparue, monnaie courante: elle allait, peut-on dire, de soi. Est-ce simple nostalgie de passéiste convaincu que de l’affirmer?

\*  
\*\*

M. Michel Beurdeley cite quelques phrases du journaliste et polygraphe Louis-Sébastien Mercier, l’auteur confus et prolixe du *Tableau de Paris*, publié à la veille de la Révolution: “*Nous croyons*”, écrivait ce démagogue éperdu, “*qu’il n’y aurait pas de livres plus philosophiques à faire aujourd’hui que celui qui s’élèverait avec force contre la peinture, la gravure, l’architecture, l’enluminure, la sculpture, ces arts tant préconisés et si faux, si dangereux, si inutiles au bonheur et aux vives réjouissances de l’âme. Ils ont usurpé les titres du génie; il est temps de le déposséder et de rendre aux arts rians et utiles, aux arts du sentiment, les sommes immenses que le pinceau et le ciseau ont détournées pour quelques impressions molles, passagères et dangereuses...*”.

Mercier ne tarderait pas à être entendu à la lettre par les “*enragés*”, tel Hébert qui, dans son “*Père Duchesne*”, souhaitait que l’on ne laissât pas “ *Pierre sur*

*Pierre*” des châteaux royaux et que l’on ne fit qu’une bouchée de leur mobilier, “*si éloigné de la simplicité républicaine*”.

La Convention, en 1793, écouta favorablement ces sirènes réputées “*philosophiques*” en mettant légalement en vente les “*meubles et effets précieux*” du château de Versailles. Près de 20.000 lots furent adjugés, certaines pièces prestigieuses, destinées à figurer au nouveau “*Muséum*”, ayant été pourtant retirées de la vente. L’opération qui dura près d’un an, constitua une perte irréparable pour notre patrimoine — et un enrichissement inespéré pour les collectionneurs européens. Les révolutionnaires pouvaient se flatter d’être les meilleurs des ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires de l’art français dans le monde...

Les amateurs étrangers, surtout anglais, furent, en effet, les principaux bénéficiaires de cette fantastique dispersion de chefs-d’œuvre “*modernes*” — non point, sans doute, dès 1793, puisque le territoire français était en principe interdit aux sujets britanniques, mais surtout après 1802 et la signature du traité d’Amiens. Déferlèrent alors les collectionneurs d’outre-Manche, avides de tirer parti des folies françaises et qui ne s’en privèrent point. Il n’est que de visiter les musées et les châteaux anglais pour s’en persuader, puis de franchir l’Atlantique pour compléter l’enquête.

Faut-il rappeler que l’art médiéval subit, dans le même temps, le même calvaire — que ce soit à Saint-Denis, à Notre-Dame de Paris ou à la Sainte-Chapelle, pour ne citer que les têtes de liste de l’hécatombe? Cette fois encore, des œuvres jugées dignes “*de l’histoire de l’art et de l’esprit humain*”, furent épargnées et transportées dans le nouveau musée des Monuments français par Alexandre Lenoir ou au Cabinet des Médailles. Mais ledit Cabinet fut partiellement pillé en 1804 par des malfaiteurs. Ainsi en avait-il été, en 1792, aux lendemains du 10 août, du Garde-meubles ci-devant royal: il abritait les bijoux de la Couronne, notamment le *Régent*, qui, comme la plupart d’entre eux, fut retrouvé par la police, et le *Sancy*, lequel, après un destin mouvementé, n’a pu rentrer dans le patrimoine national qu’en 1976.

Le vandalisme ne s’attarde pas à opérer de distinction entre les chefs-d’œuvre anciens et les chefs-d’œuvre modernes. Il est fureur aveugle, certes, mais la Révolution aidant, il fut, d’abord, fureur dirigée, orientée vers tout ce qui symbolisait l’Autel et le Trône. Fureur intéressée: ne s’agissait-il pas de faire main basse sur les richesses monnayables accumulées au cours des âges? Fureur “*philosophique*”: les disciples de Rousseau — tel le lamentable Mercier — ne vomissaient-ils pas la “*barbarie*” du Moyen-Age? Briser une statue religieuse, c’était, sur le conseil de Voltaire, “*écraser l’infâme*”. Comment les uns et les autres auraient-ils dénoncé les actes de vandalisme qui, sous leurs yeux, allaient mettre “*la France à l’encan*”? Aussi bien en étaient-ils les incitateurs premiers et furent-ils alors panthéonisés. Oui, oui,

c'est la faute à Voltaire, c'est la faute à Rousseau...

\*  
\* \*

Un chapitre spécial est réservé par M. Michel Beurdeley aux conquêtes et aux spoliations de la victorieuse République française en Europe. " *Alors qu'en France la Convention détruit allègrement les trésors artistiques des châteaux et des églises, ses armées pillent, avec la même bonne conscience, les chefs-d'œuvre des pays étrangers*". Ainsi fut fait, et rondement. C'est que " *les productions du génie doivent pour briller de tout leur éclat être déposées dans le séjour et sous la main des hommes libres*". L'opinion publique, sous le Directoire, se réjouissait sans arrière-pensées de l'arrivée en masse, à Paris, de cette moisson inespérée, récoltée, au bout du fusil, dans l'Europe entière, singulièrement en Italie et dans les Flandres. N'allait-elle pas, comme on l'écrivait alors, avec une innocence toute " *philosophique*", " *accélérer le développement de toutes les formes de raison et de bonheur qui appartiennent à toute l'humanité*" ?

Quelques savants déplorèrent une telle razzia. La protestation de Quatremère de Quincy, citée par M. Michel Beurdeley, vaut d'être méditée. Les ouvrages de l'art, rappelle ce texte, " *ne peuvent être bien compris que dans leur milieu et lorsqu'ils sont en nombre suffisant. Ce qui est hors de doute, c'est que nous ne jugeons rien que par relation et par comparaison (...). En vain décrochera-t-on des tableaux et déplacera-t-on des fragments de peinture: on n'emportera ni la chapelle Sixtine ni la Farnésine, ni les salles du Vatican*".

Après Waterloo, les Alliés, en 1815, exigèrent que l'ensemble du butin révolutionnaire et impérial fût restitué à ses légitimes propriétaires. Il y eut un certain nombre d'exceptions. Des œuvres de toutes époques, exportées par la force, restèrent démembrées. Il en alla trop souvent de même pour des pièces proprement françaises, qui avaient subi le supplice du démembrement — vieux supplice qui n'avait pas été inventé par la Révolution, mais que celle-ci poussa à l'extrême. " *La négligence et le trop peu d'amour que (les Français) ont pour les belles choses (est) si grande, disait déjà Nicolas Poussin, en 1642, qu'à peine sont-elles faites qu'on n'en tient plus de compte, mais au contraire on prend souvent plaisir à les détruire*" (6). Le vandalisme, mal atavique des Français...

\*  
\* \*

Les judicieuses réflexions d'un Quatremère de Quincy restèrent alors lettre morte. Sont-elles vraiment écoutées de nos jours ? M. Michel Beurdeley se nourrit guère d'illusions à cet égard.

Après avoir, dans la plus grande partie de son ouvrage, ouvert une chasse aux trésors qui lui a permis de retrouver quelques-unes des pièces insignes qui furent disper-

sées entre 1789 et 1799, l'auteur conclut son enquête en renouant avec le lucide Quatremère de Quincy. Ainsi se réjouit-il du retour en France de nombreux objets qui faisaient originellement partie de son patrimoine, mais il ajoute : " *ne serait-il pas souhaitable que cette politique ne se limite pas à des présentations muséographiques ?*". Les objets d'art, quels qu'ils soient, les tableaux, les statues, les meubles, " *n'ont pas été créés pour le seul plaisir de la contemplation. Ils sont liés à de multiples complexes — à un "environnement", comme on dirait aujourd'hui — qui leur donnent leur véritable sens. Enfermés dans une vitrine ou isolés sur une cimaise, ils ressemblent à ces animaux sauvages encagés et stupides aux yeux des visiteurs...*" Tel est le paradoxe du musée. " *Peinture et sculpture, disait Paul Valéry, ce sont des enfants abandonnés. Leur mère est morte, leur mère Architecture*" (7).

Aux lendemains de la dernière guerre, d'excellents esprits, tout à la fois réalistes et utopiques, firent campagne en faveur de la création, à Paris, de " *musées de la demeure française*" où, dans des hôtels de tous les styles, le contenant eût répondu logiquement au contenu. Leur appel, auquel je fis souvent écho, resta sans effet... Le fait est toutefois que de valeureux efforts n'ont pas laissé d'être menés partiellement à bien dans les anciens châteaux royaux, devenus nationaux, vidés de leur substance sous la Révolution. C'est le cas exemplaire à Versailles ; c'est aussi le cas à Fontainebleau, sur lequel insiste particulièrement M. Michel Beurdeley : es qualités, il a été mêlé de très près à la découverte des meubles du délicat boudoir de Marie-Antoinette, lequel a pu être en partie rétabli dans son état originel. Après la mélancolie, la rancune et la colère, c'était enfin le temps du plaisir retrouvé. " *A thing of beauty is a joy for ever*"...

" *Un vrai curieux*", dit M. Maurice Rheims, *doit avoir l'âme d'un chasseur. M. Michel Beurdeley, c'est Nemrod en personne*". La chasse reste ouverte. C'est la plus belle de toutes.

Yvan CHRIST.

(1) Librairie Jules Tallandier, production Office du Livre, Paris, 1980. L'ouvrage est illustré de plus de 230 illustrations, dont 32 en couleurs.

(2) *Le vandalisme jacobin*, Gabriel Beauchesne, éditeur, Paris, 1914.

(3) *Les monuments détruits de l'art français, Histoire du vandalisme*, Hachette, éditeur, Paris, 1959.

(4) Préface à *l'Histoire générale des églises de France*, in *Dictionnaire des églises de France*, Robert Laffont, éditeur, Paris, 1966.

(5) Cf. Yvan Christ, *Une éducation nationale sans histoire de l'art*, in *France-Forum*, n° 189-190, juillet-août-septembre 1981.

(6) Cité par Jacques Thuillier, in *Inventaire illustré d'œuvres démembrées célèbres dans la peinture européenne*, Unesco, Paris, 1974.

(7) *Le problème des musées*, in *Pièces sur l'art*, Gallimard, éditeur, Paris, 1934.

## “REDS” OU L’AMOUR ET LA RÉVOLUTION

**R**eds -Les Rouges- est une œuvre tumultueuse et lyrique qui a coûté 40 millions de dollars, qui a nécessité plusieurs années de préparation, une année de tournage, une année de montage. Sa durée de projection égale celle d’*“Autant en emporte le vent”*. Ses références, selon l’auteur lui-même, Warren Beatty, acteur play-boy et producteur de *“Bonnie and Clyde”*, sont ambitieuses et louables: *“Le docteur Jivago”* de David Lean et *“Citizen Kane”* d’Orson Welles.

Histoire romanesque d’une violente et orageuse passion amoureuse sur fond de grande passion politique et de révolution, *“Reds”* est le film brillant d’un brillant comédien devenu un brillant réalisateur. Un film à succès et à oscars ; un film où le cœur a plus de place que la raison ; le film de l’illusion ou de la désillusion d’un révolutionnaire ; le film d’un amour fou. Warren Beatty a mené à terme et à bien un projet longuement mûri: porter à l’écran la vie du journaliste américain John Reed, qui fasciné par la Révolution d’Octobre 1917, en donna un récit enthousiaste et chaleureux sous le titre: *“Dix jours qui ébranlèrent le monde”*, livre devenu un classique de l’édition. John Reed est enterré dans l’enceinte du Kremlin à proximité du mausolée de Lénine.

Warren Beatty, qui dans le rôle de John Reed est un jeune premier follement romantique, a voulu reconstituer l’atmosphère et la sensibilité d’une époque d’intense fermentation politique et intellectuelle aux Etats Unis dans les années 1910-1920.

Jeune bourgeois, diplômé de Harvard, journaliste-reporter, John Reed évolue dans le milieu, provocant et quelque peu snob, de Greenwich Village où fleurissent les cénacles véhéments de l’avant-garde: contestation de la société capitaliste, action militante pour le syndicalisme et le socialisme, campagne contre la guerre, bouillonnement artistique et littéraire s’associent aux plaisirs de la bohème et des aventures sentimentales. Il partage cette existence fiévreuse avec Louise Bryant, ardente féministe, rebelle à toute contrainte, journaliste elle aussi, et dont la très belle et subtile Diane Keaton fait une composition qu’on pourrait presque qualifier de sublime.

Quelques séquences sont consacrées à des interviews d’hommes et de femmes qui ont connu John Reed, ils évoquent le personnage et son existence mouvementée en des témoignages dont l’intérêt est inégal: une manière sans doute de donner au film un label de sérieux et d’au-

*Diane Keaton et Warren Beatty*

thenticité, mais leurs interventions gênent le départ de l’action.

John Reed a cru à l’avenir d’un parti communiste américain; il a vu en poète la Révolution d’Octobre; il a espéré le printemps communiste et l’instauration du bonheur universel: *“Voici le grand jour nouveau que des vents clairs ont purifié... pour ouvrir de grands horizons... Mouvement d’envol, audacieux dans l’aurore...”*

Après avoir assisté à la révolution mexicaine de Pancho Villa, John Reed part en Russie en 1917 dès l’annonce des premiers mouvements révolutionnaires. Louise Bryant est à ses côtés. Le peuple prend le pouvoir et notre héros, vibrant de sympathie pour les ouvriers, les paysans, les soldats, est à Pétrograd, au Palais d’Hiver, à l’Institut Smolny, partout où se joue le sort de la révolution. Il admire Trotsky, Lénine. De retour aux U.S.A. il se fait, non sans courage, le propagandiste infatigable de ces journées exaltantes et du régime bolchevik. Puis nouveau départ vers l’URSS. La vie est difficile à Moscou en 1920, autant pour les étrangers que pour les

*Une superproduction américaine qui présente favorablement les "Rouges" de la Révolution d'Octobre.*

russes. Il partage les épreuves des camarades soviétiques, leur volonté et leur foi. Il est délégué au Congrès de l'Internationale, il travaille avec le Commissaire du peuple Zinoviev. Il continue à vivre son rêve révolutionnaire, mais quelques incidents significatifs avec les apparatchiks du Komintern devraient le conduire à pressentir ce qui deviendra la manipulation des masses. Son idéalisme est-il ébranlé ? Prend-il conscience que le peuple a surtout changé de maîtres ? La question reste sans réponse et cette ambiguïté crée pour le spectateur d'aujourd'hui un certain malaise.

Soljenitsyne a insisté sur la confusion qui entoure encore les événements d'Octobre 1917 en Russie, confusion entretenue au bénéfice de l'appareil communiste soviétique et de sa version partisane.

Mais comment, dans les quelques réalités décevantes qu'il percevait alors, John Reed aurait-il pu découvrir les indices annonciateurs des abominations de l'URSS de Staline ? D'autres qui connaissaient mieux que lui l'idéologie marxiste-léniniste s'y sont trompés. Il a fallu beaucoup de temps et quelques goulags pour que de bons esprits progressistes comprennent que l'adhésion à la révolution soviétique et aux thèses léninistes ne s'accorde d'aucune problématique interrogative qui intègre

le droit de douter et de critiquer.

Bien davantage que les explosions et les bouleversements politiques, bien davantage que les drapeaux rouges et les chants de "l'Internationale", bien davantage que le tourbillon des émeutes, des meetings, des défilés, des combats spectaculairement mis en scène, c'est la passion brûlante du couple insolite Reed-Bryant qui nous touche et nous émeut: passion exclusive, inconditionnelle de deux êtres qui ne cessent jamais de s'aimer, mais se déchirent et se séparent, afin de respecter leurs théories de libération des mœurs, obsédés qu'ils sont d'éviter "l'amour-aliénation, l'amour-soumission"...

Et pourtant ce n'est pas la révolution qui apporte un réconfort et un sourire à John Reed mourant à Moscou à trente trois ans, victime d'une épidémie de typhus, mais la présence et la tendresse de Louise Bryant qui avait une seconde fois quitté l'Amérique pour venir le retrouver en URSS, Louise Bryant, c'est-à-dire l'amour.

Henri BOURBON

*N.B. Il sera intéressant de comparer "Reds" avec la version soviétique de la vie de John Reed que prépare le metteur en scène russe Serge Bondartchouk.*



# notes de Lecture

## ● Raymond Aron, spectateur engagé de l'histoire

"J'ai été un homme largement seul face à l'histoire et face aux modes intellectuelles", affirme Raymond Aron dans *Le Spectateur engagé*. Il souligne ainsi, sans nul doute, ce qui, à de multiples reprises dans sa vie, a dû donner un caractère pénible à sa situation personnelle. Mais il suggère également ce qui a constitué, et constitue encore sa force incomparable -ce qui lui confère une place unique dans le paysage intellectuel français: la volonté, et la capacité d'analyser les événements et les phénomènes politiques, économiques ou sociaux, sans jamais céder aux entraînements de la passion partisane, et en se gardant toujours de confondre ce qui n'est que l'écume des jours avec les réalités profondes de l'évolution historique. Forme concrète du souci de la vérité, et de la seule vérité, une telle attitude a un prix, comme elle

donne aussi tout son prix à une œuvre, à une vie, quand elle s'ajoute à un attachement permanent et primordial aux valeurs de liberté. Rigueur de la pensée, courage des prises de position, Raymond Aron ne s'est à aucun moment départi de ces vertus, qui le situent dans une rare lignée de philosophes et de moralistes. Et s'il en fallait une illustration supplémentaire, on la trouverait aisément dans *Le Spectateur engagé*, dont c'est peu de dire qu'il offre un condensé de ce que la vision aronienne du monde a de plus net et de plus irrécusable.

Il faut d'abord, cependant, insister sur l'aspect vivant et chaleureux de ce livre, qui est le résultat de plusieurs longs entretiens (d'ailleurs télévisés) entre Raymond Aron et deux jeunes sociologues, Jean Louis Missika et

Dominique Wolton. Se présentant sous la forme d'un dialogue, et d'un dialogue fort bien mené, avec intelligence, entrain et sincérité, *Le Spectateur engagé* ne possède aucun de ces inconvénients de lecture propres, trop souvent, aux ouvrages universitaires. Interrogation d'un homme sur sa vie, ses idées, ses réactions "à chaud", mais aussi "à froid", aux événements auxquels il a été mêlé ou confronté, le livre est, tout simplement, passionnant de bout en bout, et, disons-le, fréquemment émouvant.

En premier lieu: l'évocation d'une existence, c'est-à-dire, essentiellement, un portrait intellectuel, le tableau du milieu où les idées se sont formées, et le récit des conditions dans lesquelles ces idées se sont précisées, fortifiées, adaptées. Pouvoir disposer d'un tel témoignage est évidemment plus que précieux. Il est difficile, sinon impossible, de privilégier, pour son intérêt ou son importance, quelque moment que ce soit du parcours biographique de Raymond Aron. Le passage à l'École Normale Supérieure, le séjour en Allemagne à la veille de la prise du pouvoir par les nazis, le long intermède de la France Libre, les combats de l'époque de la guerre froide, la période de la décolonisation, mai 68: chacun de ces sujets, qui contribuent à éclairer une personnalité, à mieux dessiner la silhouette d'un homme qui se livre d'ordinaire très peu, est en même temps l'occasion d'évoquer quelques-unes des figures auxquelles il a été lié, par des liens plus ou moins forts -Jean-Paul Sartre, bien sûr, à l'amitié pour le moins rugueuse, Maurice Merleau-Ponty, Alain, Camus, de Gaulle et combien d'autres. Plusieurs époques revivent ainsi, avec leur atmosphère faite de tensions, d'illusions, de grandes espérances. Le Front Populaire inspire de la sympathie à Raymond Aron, qui reste pourtant sceptique (et à juste titre) sur l'efficacité des moyens utilisés pour atteindre les objectifs. La période de Londres le voit assumer toute sa part de la lutte pour la libération de la France, sans jeter la pierre à ceux qui ont fait un choix différent du sien. Il dénonce sans relâche, au lendemain de la guerre -et ce fut probablement sa période de plus grande solitude-, les crimes soviétiques et les responsabilités de ceux qui, en France, les ignorent ou les excusent, cependant qu'il prône la décolonisation. Il appelle de ses vœux, plus tard, une rénovation de l'Université française, mais s'insurge contre l'orientation que prennent rapidement les "événements de mai".

Tout au long de ces étapes ponctuées d'articles et de livres où le "spectateur" Raymond Aron prend parti sans tomber dans l'esprit de parti (pendant les années où il est adhérent au RPF, il défend en particulier des positions favorables au redressement de l'Allemagne qui marquent son indépendance de jugement), l'auteur de *L'Introduction à la philosophie de l'histoire* et de *L'Opium des intellectuels* manifeste sa lucidité intransigeante, qui ne lui fait craindre, ni de s'aliéner des amis d'ancienne ou de fraîche date, ni d'aller à contre-courant de certaines tendances de l'idéologie dominante du moment. Quant à la

cohérence et à la continuité de ses choix, elles tiennent évidemment à sa philosophie.

De ce second point de vue, *Le Spectateur engagé* présente un intérêt majeur, qui est de rassembler, au fil des événements abordés (et à leur propos), tous les éléments de l'approche aronienne des problèmes. Sans donner jamais, en effet, dans l'exposé de caractère systématique, le livre juxtapose pourtant, en un ensemble ordonné, les divers composants de ce qui constitue moins une doctrine, qu'une manière spécifique d'envisager les phénomènes analysés. Au départ, la volonté de comprendre et d'expliquer en termes rationnels les faits historiques, quand Raymond Aron sait que l'histoire (surtout au XX<sup>e</sup> siècle) est un "tumulte insensé plein de bruit et de fureur" (p 314); et que "l'essence de l'histoire, c'est de ne pas résoudre les problèmes" (p 317). Effort presque prométhéen, qui explique que Raymond Aron, après l'agrégation de philosophie, se soit lancé dans l'étude de l'économie, des relations internationales, des théories de la guerre, afin de saisir *malgré tout*, et en étant conscient que "l'ignorance et la bêtise sont des facteurs considérables dans l'histoire" (p 50), au moins des bribes de rationalité dans celle-ci -et, en réalité, beaucoup mieux que des bribes puisque ses travaux lui permettront de dégager les lois d'évolution des sociétés industrielles. Renoncer à cette entreprise, ce serait accepter de se soumettre aux mécanismes de la pensée dogmatique et, du même coup, vérité et liberté allant toujours de pair, courir le risque d'un acquiescement, si discret soit-il, à ce qui comprime et opprime l'esprit. Chercher, aux événements, des causes qui puissent être formulées selon les lois de la raison, c'est s'efforcer de construire un discours dont la première caractéristique est d'être *communicable*: ébauche d'une solidarité fondée sur le respect de la pensée d'autrui, qui conduit Raymond Aron à refuser les schémas d'explication psychanalytiques, parce qu'ils aboutissent toujours à "démolir la façon de penser des autres" (p 41). Mais, du fait de cette option rationnelle initiale, Raymond Aron avoue sa difficulté à rendre compte d'événements tels que l'holocauste: si grande est leur charge d'irrationalité qu'ils échappent à son appréhension -"mon mode d'écriture échoue devant des événements de cet ordre" (p 104).

Admettre, donc, l'idée d'un degré de folie irréductible dans le devenir humain. Reconnaître que les passions qui agitent, et souvent gouvernent les hommes, reposent pour une très large part sur un impensable aux conséquences parfois tragiques. Accepter la pluralité des interprétations possibles de l'histoire. Et, cependant, ne vouloir se laisser guider, dans l'analyse et dans l'action (y compris, et peut-être surtout l'action qui tend à utiliser les passions, comme c'est le cas en politique), que par les leçons et les impératifs de la raison. Approche réaliste et empirique tout à la fois, qui amène aussi bien à se défier des utopies qu'à croire (mais il s'agit d'une croyance réfléchie, et justifiée par l'expérience historique) en la

possibilité d'un progrès fondé sur la raison et sur la science. Par là, la réflexion sur l'histoire s'articule à une réflexion sur la nature même de l'action politique. Ce que l'étude de l'histoire suggère, c'est que le choix de l'homme d'action est très rarement entre le bien et le mal, mais le plus souvent entre des inconvénients d'intensité variable que, de ce fait, "tous les combats politiques sont douteux" (p 289), et particulièrement dans le domaine de la politique internationale, "exercice de truands et de gangsters" (p 283). Cela n'est pas à dire, évidemment, que tous les actes se valent, car d'une position relativiste, l'on tomberait alors dans un pur cynisme qui conduirait à accepter n'importe quel comportement politique. L'essentiel est de voir que dans chaque situation s'opposent "le préférable et le détestable", et que le choix naturel en faveur du préférable doit passer par la distinction radicale entre le souhaitable et le possible. Vouloir faire l'économie de cette distinction, comme si le souhaitable était a priori, et en quelque sorte par définition possible, c'est se vouer à une action de type utopique, dont les conséquences ne sont pas contrôlables et l'issue négative pratiquement assurée. L'on ne fait pas, en politique, ce que l'on veut. On réalise une fraction d'autant plus grande de ce que l'on souhaite, qu'on tient d'abord compte de ce que l'on peut réaliser. Vérité insuffisamment exaltante ? Mais, nous dit Raymond Aron, "la vérité est prosaïque et insupportable" (p 100). Et trop de sanglants exemples tirés de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle lui donnent raison -sur un plan général, comme ce fut si souvent le cas sur des plans particuliers.

Lucidité encore, lucidité toujours, que l'on retrouve dans les propos relatifs à l'Europe et à l'avenir des démocraties occidentales. Ce qui fait la force de ces démocraties constitue en même temps leur principale faiblesse.

Organisées selon une conception pluraliste des pouvoirs politiques et économiques (et c'est par son attachement au pluralisme que Raymond Aron définit son "libéralisme"), elles bénéficient à coup sûr, si l'on s'en tient au critère des libertés individuelles et collectives existantes, d'une supériorité "de vertu" sur tous les autres régimes. Mais par l'effet même de ce respect des libertés -au moins telles qu'elles sont entendues de nos jours-, elles s'exposent au risque le plus grave, qui est de voir se répandre parmi les citoyens une morale hédoniste destructrice. Dès lors que les valeurs dominantes sont la recherche du

bonheur ou du plaisir, le moindre effort et le refus du sacrifice, les citoyens de ces sociétés n'ont plus le ressort nécessaire -on peut, par commodité, l'appeler patriotisme- pour assurer la survie de leur pays et de ses institutions dans l'hypothèse d'un affrontement avec un ennemi organisé depuis longtemps, lui, pour la guerre et les sacrifices. Evolution fatale, ou, si réversible, par quels moyens qui ne mettent pas à mal le principe de la liberté des consciences ? La question ne souffre pas de réponse schématique, et elle concerne tout spécialement l'Europe. Parvenue, en effet, à un degré de prospérité et de solidarité relative qui justifie, a posteriori, les appels à l'unification de Jean Monnet aussi bien que les démarches prudentes du général de Gaulle (on peut, ici encore, savoir gré à Raymond Aron de la manière équilibrée dont il tire les leçons de l'histoire), l'Europe affiche surtout, face aux dangers qui la menacent, sa peur et ses contradictions, qui réduisent de beaucoup sa volonté politique de survie. Garder son mode et son niveau de vie, certes. Mais au prix de quelles disciplines collectives ? Là s'introduit le facteur d'incertitude. Là s'ouvrent les fractures dans l'indispensable consensus. Et ce n'est pas l'un des moindres mérites du livre que de poser clairement les termes du débat, à la lumière d'une situation internationale résumée par une formule, si l'on ose s'exprimer ainsi, plus aronienne que nature: "paix impossible, guerre improbable" -autrement dit, une situation dont on peut attendre le pire sans en être certain, et dont il est sûr, pour cette raison, qu'elle continuera d'aviver les craintes et les contradictions, lesquelles auront peut-être un effet salutaire...

*Le Spectateur engagé*: un livre-témoin, où ne sont abordées, avec le plus parfait naturel, que des questions essentielles, et qui est soumis, de part en part, à ce que Raymond Aron appelle, dans sa conclusion, "*l'esprit fécond du doute*" - synonyme, en l'occurrence, d'une forte et corroborative sagesse. Dirait-on qu'un certain pessimisme y affleure parfois ? On en jugera d'après cet aveu qui n'a de sybillin que l'apparence: "J'aimerais ne jamais désespérer d'aucun homme".

Franck LESSAY

Raymond Aron, *Le Spectateur engagé*, entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton. Ed. Julliard, Paris, 1981

## ● La crise de l'Etat-providence de Pierre Rosanvallon

Reconnaissons d'emblée que le titre de ce livre lui confèrera certainement une actualité durable. Les grands équilibres financiers de l'Etat, son intervention croissante dans l'économie, l'extension des nationalisations, sont en effet parmi les grands problèmes de l'heure et de demain. Paradoxalement, le livre de Pierre Rosanvallon

ne s'y réfère quasiment pas, et se situe à un degré élevé d'abstraction. L'épreuve de la réalité, c'est-à-dire des coûts politiques et sociaux, est également épargnée à son modèle "post social démocrate". En revanche, l'analyse conduite tout au long de l'ouvrage permet de mieux connaître les fondements de la crise de l'Etat providence,

crise des mécanismes de solidarité entre les individus, la société, et l'Etat.

Aux racines de l'Etat moderne, le contrat social entre les individus institue un pouvoir souverain (Hobbes). L'extension de cet Etat protecteur classique débouche sur l'Etat providence. Celui-ci s'étend à nouveau à l'occasion des crises, parce que "ces périodes constituent des temps d'épreuve à la faveur desquels il y a reformulation plus ou moins explicite du contrat social". L'extension contemporaine a lieu dans un contexte différent: faut-il y voir là l'origine de l'ébranlement intellectuel de l'Etat providence ?

La première explication avancée repose sur le doute sur l'égalité comme finalité sociale. La dynamique de l'Etat providence repose sur le programme illimité de la satisfaction des besoins et des risques. Or la notion de besoins est proche de l'idée d'égalité. La naissance d'un doute sur l'égalité en tant que valeur d'avenir équivaut donc à une mise en cause de la structure sociale elle-même. A cette interrogation sur les finalités de l'Etat providence s'ajoute celle sur le rapport de la société à son propre devenir: le doute pèse alors sur la poursuite du progrès.

La solidarité directe entre les individus a laissé la place à une solidarité médiatisée, où l'Etat joue le rôle central. Le système de l'Etat providence tend à accentuer ce transfert en sa faveur, en dégageant l'individu de tous les réseaux de solidarité dans lesquels il s'insère encore, ceci pour mieux assurer sa protection.

Le brouillard permanent qui entoure les rapports sociaux, l'Etat jouant le rôle d'un "grand interface" engendre des effets pervers: irresponsabilité, économie souterraine, et surtout, l'inefficacité même des mécanismes de solidarité. Telle est la seconde explication de la crise.

Selon la dernière proposition, le fonctionnement de l'Etat providence, appuyé sur le "compromis keynésien", est atteint par la divergence du progrès social et de l'efficacité économique, qui allaient jusque là de pair.

Au terme de cette analyse vient l'heure des solutions ou des remèdes. Pierre Rosanvallon écarte tant la solution socialiste, que les propositions libérales. La réaction libérale se propose de substituer à l'Etat interventionniste, destructeur des libertés, un Etat de droit, garant de

la démocratie et des libertés, et basé sur le marché -le moins mauvais des modes de régulation-. Mais cette démarche de régulation par le marché serait vaine, compte tenu de la dynamique profonde de l'Etat protecteur, et de sa transformation en Etat providence. La seule alternative envisageable proposée par les néo libéraux est la mise en place d'un "non Etat minimal". Développée aux Etats Unis, notamment par R. Nozick et F.A. Von Hayek, cette théorie est justement dénoncée par l'auteur comme "une illusion dangereuse". P. Rosanvallon nous propose une troisième voie, celle qu'il définit comme "l'espace post social démocrate".

Son objectif: élaborer un système ouvert sur l'avenir, qui permette d'élargir le champ du social, et le développement de la demande de biens publics.

Il existe toutefois une contrainte, admise au moins implicitement: il devient difficile de dépasser un certain seuil de socialisation. La méthode préconisée est double.

D'une part, redéfinir les frontières et les rapports entre l'Etat et la société ; et se donner les moyens de "réencastrier la solidarité dans la société". A ce niveau, une vaste piste est malheureusement délaissée, savoir l'idée que l'épanouissement de la personne soit le premier élément de réponse à la crise de l'Etat providence. De même, alors que l'auteur observe que l'Etat concourt au phénomène de segmentation de la société, il eut peut être été opportun de s'interroger sur les conséquences des nationalisations -quand on sait que les entreprises publiques ont tendance à s'ériger en bastions autonomes-.

D'autre part, il faut remodeler l'Etat providence, qui restera le pilier de la mise en œuvre des solidarités. Cela suppose un accroissement de la "visibilité sociale", car, "sans moyens pour les individus de voir le rapport entre des prélèvements individuels et leur utilisation collective, il en résulte une irresponsabilité généralisée".

En d'autres termes, la solution passe par une double régulation: à la base, et au sommet (1). A cet égard, le grand mérite de cet ouvrage est certainement d'avoir rappelé que cette méthode -particulièrement adaptée au problème complexe de l'Etat providence- demeure riche en perspectives.

Jean OUACHEE

*Ed. du Seuil.*

*(1) Joseph Fontanet a développé cette thèse dans "Le social et le vivant", cf également N° spécial "France Forum" - Février, Mars 1981*

## ● Les cerisiers d'Irghil de René Lenoir

C'est un étrange itinéraire que celui de cet inspecteur général des Finances qui porté par la passion de connaî-

tre et de comprendre les hommes refuse la voie royale des grands corps de l'Etat et choisit la coopération techni-

que.

Coopération technique: le mot est bien faible pour rendre compte de l'action qu'a menée René Lenoir pendant des années au contact d'autres civilisations, d'autres mondes: "Il faut s'immerger dans un peuple pour le connaître" écrit-il. Cet ouvrage est celui d'un homme de cœur qui arrive à poser les problèmes difficiles tout en gardant le goût du réel.

René Lenoir peut présenter son livre comme un hymne à la diversité des cultures. Né en Afrique du Nord, l'auteur a, comme d'autres écrivains avant lui, reçu en héritage un style riche, coloré et sensuel: "L'air semble raréfié, comme aspiré par ces milliers de naseaux et de bouches haletantes; les odeurs âcres des peaux, du suint, du sang des bêtes égorgées, des épices, des dattes fermentées y tournèrent dans la poussière des céréales et s'exaltent dans la chaleur du jour".

Des pays du Maghreb à Madagascar en passant par le Cameroun: ce sont mille anecdotes qui expriment dans une langue chaleureuse l'incroyable diversité des sociétés, des formes et des hommes...

Or celle-ci est en danger. Partout les hommes cherchent à se sauver de l'uniformité: en Bretagne comme dans les monts Mandara. Depuis deux siècles, nous n'avons cessé de découvrir que des lois que nous pensions universelles avaient en réalité une validité toute relative qui correspondait à un espace donné pour un temps donné. Peu d'hommes ont aujourd'hui le courage d'admettre que les règles universelles viennent toutes régulièrement faire naufrage sur la réalité. Les plages de l'histoire sont couvertes de ces épaves, témoins muets de l'ambition démesurée de la pensée occidentale.

Reste malgré tout cette idéologie mondiale technico-économique qui aplaît les diversités, déracine les cultures, dissout les groupes et les communautés. Il existe bien un "système à tuer les peuples" pour reprendre l'expression heureuse de Guillaume Faye (1), système qui -comme le souligne René Lenoir- pousse à l'uniformisation des techniques, des mœurs et des modes. Or le monde n'est riche que parce qu'il est pluriel. Grâce à cette diversité l'homme peut à chaque instant façonner, créer, fonder en un mot commencer et c'est là que repose la vraie liberté dirait Hannah Arendt.

René Lenoir a voulu parler des hommes et non de l'Homme ("Cette abstraction me fait peur"). Trois exemples significatifs sont à relever:

- La maison qui est un symbole et rattache l'homme à son sol. Il n'est pas une case en Afrique qui ne corresponde à une croyance collective ou à un rite familial. Dès lors, changer l'habitat, développer les villes éclatées et gigantesques dans ces pays s'apparente au meurtre culturel.

- L'outil qui est le moyen donné à l'homme pour devenir ce seigneur des formes: l'artisan africain est de la même race que les sculpteurs de Chartres, Reims et Amiens. Parler de beauté de l'outil a-t-il encore un sens dans le monde de la technique? Dans la division internationale du travail, l'ouvrier n'a plus sa place.

- La parole: "berger de l'être" selon Heidegger n'appartient plus aux peuples. Dépossédés de leur langue, les peuples perdent leur âme. "Les noms chez les Sara n'ont pas seulement pour fonction de désigner commodément les différents éléments de leurs univers, ils servent aussi à véhiculer une pensée qui peut n'avoir aucun rapport avec l'objet que l'on nomme". Le nom prend ici allure d'un aphorisme ou d'un proverbe: c'est là que se recueille l'ultime spécificité d'un peuple.

Le "système à tuer les peuples" s'avère incapable de répondre aux problèmes cruciaux que connaissent les pays du Tiers Monde.

Un simple aménagement de ce système ne parviendra pas à résoudre ces problèmes. Ainsi l'ouvrage de René Lenoir semble être le meilleur des démentis aux thèses soutenues par Jean-Jacques Servan Schreiber dans le "Défi Mondial". Ce ne sont pas les microprocesseurs qui respecteront l'identité d'un peuple.

Dans un rapport récent, la Banque Mondiale a reconnu l'échec des projets incluant des transferts de technologies ou d'institutions de pays développés sans une appréciation réelle des différences entre ces pays et ceux du Tiers Monde. La Banque Mondiale a-t-elle établi le coût de ces échecs? Non pas seulement le coût économique mais aussi le coût social, culturel et humain qui laisse un pays vulnérable à toute influence extérieure car "comme l'a montré la biologie l'élimination de la diversité met une population en péril dès qu'elle est assaillie par un agent pathogène".

Le système, en effet, dissout les peuples et les groupes ne laissant que l'individu désarmé.

Chaque pays du Tiers Monde doit trouver par lui-même un mode original de développement. De cette observation résulte la nécessité d'identifier et de respecter les valeurs propres à chaque culture.

Le développement d'un pays ne peut se faire qu'en harmonie avec l'héritage qui lui échoit. Plus le développement se déploie, plus les valeurs fondamentales d'un peuple sont requises, plus haut est l'arbre, plus profondes sont les racines.

Joseph MACE-SCARON

Ed. Fayard

(1) "Le système à tuer les peuples", Ed. Copernic, 1981.

## ● Chrétiens dans la démocratie d'Emile Virel

A un moment où les formations politiques de l'opposition découvrent la nécessité de la réflexion doctrinale et intellectuelle la lecture, ou la relecture du bel ouvrage d'Emile Virel sur le développement de la démocratie chrétienne en France est un travail utile et salutaire. Elle nous rappelle à nouveau la vigueur et la rigueur de la pensée démocrate chrétienne en France mais aussi les immenses difficultés rencontrées par notre famille spirituelle pour s'insérer dans le rapport des forces politiques et pour animer des partis dignes de ce nom.

L'auteur est compétent à un double titre pour écrire cet ouvrage. Historien d'origine il a gardé le respect des textes et des sources. Militant démocrate chrétien dans le Pas de Calais, il connaît de l'intérieur la famille politique qu'il décrit. La démocratie d'inspiration chrétienne a trouvé dans cette région difficile un terrain propice à une présence en profondeur depuis l'abbé Lemire, député des Flandres, puis grâce au Sillon du Nord qu'animait Victor Diligent, à une C.F.T.C. combative et à un P.D.P. qui dans les années 1930-40 trouvait des milliers de militants au sein de fédérations où cependant les perspectives strictement électorales étaient faibles.

Au long de ces pages, préfacées par Jean Lecanuet on voit défiler toute l'histoire de la démocratie d'inspiration chrétienne en France de Lamennais au Parti démocrate populaire en passant par l'Ere nouvelle, le Sillon, les abbés démocrates et la Jeune république. Les figures de Maret, Lacordaire, Marc Sangnier et Robert Cornilleau apparaissent avec netteté, replacées toujours dans leur contexte historique, social et religieux.

"Chrétiens pour la démocratie" s'inspire des grands livres sur le sujet: Duroselle, Rollet et Vaussard. Il s'agit donc davantage d'un travail de synthèse que d'une recherche ouvrant des perspectives nouvelles. Nous nous trouvons donc face à une initiation de qualité qui doit pousser vers d'autres lectures plus spécialisées.

Il me semble que l'auteur a eu raison de citer l'impor-

tance du P.D.P. qui entre 1924 et 1940 n'a pas connu de grands succès politiques (3 % des voix et 20 députés au plus...) mais qui a forgé des cadres qui dans leur quasi totalité iront à la Résistance et formeront l'épine dorsale du M.R.P. de la libération. Une thèse de très grande qualité soutenue en 1981 à la Fondation nationale des Sciences Politiques par François Bazin, sous la direction de Jean-Marie Mayeur montre, sources et chiffres à l'appui le rôle essentiel du petit P.D.P. ignoré de ses contemporains ainsi que des politistes et des historiens, dans le grand surgissement du M.R.P. de la Libération.

Il est peut-être regrettable que l'auteur ne poursuive pas son enquête au-delà de 1940. L'analyse de la Résistance, celle du M.R.P., puis celle du Centre auraient utilement complété l'ouvrage. Mais peut-être y a-t-il un autre livre en chantier !

Emile Virel s'arrête aussi sur la presse démocrate chrétienne d'avant-guerre. Quelle époque que celle des années 1930-40 où le militant avait à sa disposition "l'Aube" quotidienne, "le petit démocrate" et la "Jeune République" hebdomadaires et le mensuel "Politique", lointain précurseur de "France-Forum" ! Ayant eu la chance de retrouver et de consulter les collections de ces journaux, je dois insister sur leur qualité et il n'est pas étonnant que les générations de militants formés par ces lectures aient affronté comme nous le savons la période 1940-1945.

Aussi je pense que la leçon que ce livre dégage pour aujourd'hui est celle de l'urgence du combat d'idées. Une action politique sans fondement doctrinal débouche fatalement sur l'activisme ou le carriérisme. Puisse le livre d'Emile Virel contribuer à éviter cette pente fatale.

Pierre LETAMENDIA

*Imprimerie de la Centrale  
10, rue de l'hospice 62301 LENS*

## ● Lamennais aujourd'hui

Le bi-centenaire de la naissance de Lamennais (Félicité Robert de La Mennais pour l'état-civil) le 19 juin 1782 à Saint-Malo sera l'occasion pour tous ceux qu'attirent l'histoire des âmes, d'abord, mais aussi celle des hommes et des nations, et encore celle de l'Eglise catholique, de méditer sur le destin "noble et tragique" de l'exceptionnel témoin d'un temps troublé qui est toujours par bien des côtés, notre contemporain.

Qu'il s'agisse de l'Eglise et de la Papauté, de la façon d'entendre la liberté, la démocratie et le socialisme, Lamennais aujourd'hui encore a quelque chose à nous

dire et nous saurons l'entendre si nous avons retenu de sa fréquentation que c'est toujours au nom de la justice -indissociable pour lui de la liberté et du droit- qu'il est vrai, véridique, mais aussi violent et même injuste.

De la lecture de sa correspondance réunie et publiée par Louis Le Guillou (1) on retire l'impression d'une grande simplicité et d'un détachement quasi parfait de tout et de soi-même. Mais on note aussi que l'on est devant un homme qui sait quand il veut, rester secret. Homme singulier, un peu bourreau de soi-même. Détaché, disons-nous, mais probablement pas de son propre

jugement ou encore de son propre sentiment. Grand écrivain depuis les débuts fracassants de *l'Essai sur l'Indifférence* et malgré les fautes de goût des *Paroles d'un croyant* et les faiblesses des derniers ouvrages politiques, Lamennais est aussi l'un des plus grands *méprisants* de notre littérature, avec Chateaubriand -autre Malouin- qui resta son ami jusqu'à la fin, c'est-à-dire jusqu'à la fosse commune du Père Lachaise, le 1er Mars 1854, un mercredi des Cendres.

Mais pour beaucoup, Lamennais est encore méconnu sinon inconnu. N'est-il pas invraisemblable que l'on cherche en vain son nom dans *l'Homme révolté* d'Albert Camus ? Les vraies révoltes ont quelque chose qui doit échapper à la littérature consciencieuse.

La révolte, c'est pourtant et probablement la blessure secrète de cette âme. Mais pourquoi et dans quelles circonstances ? Ici, l'on doit faire place aux hypothèses. Celle que propose Louis le Guillou dans un article *La Pologne et les Mennaisiens en 1830* (2) a le mérite d'abord d'être fondée sur un texte qui ressemble à un aveu, ensuite de parler très intelligiblement à notre cœur puisqu'il s'agit du soulèvement de la Pologne de novembre 1830 à septembre 1831, correspondant à quelques mois près à la publication de *L'Avenir* (3).

On sait que le soulèvement de la Pologne en 1830-1831 avait été féroce réprimé par le Tsar Nicolas 1er qui s'en était pris spécialement à l'Eglise catholique. Or quelques mois plus tard, le 9 juin 1832, alors que Lamennais se trouvait encore à Rome avec Montalembert, où il était venu plaider la cause de *l'Avenir* auprès du Saint-Siège, était publié un Bref du Pape Grégoire XVI aux évêques polonais, "véritable manifeste légitimant la conduite de Nicolas 1er au nom de l'obéissance au pouvoir établi, exhortant les pasteurs à réfuter les principes trompeurs de ceux qui avaient dirigé la rébellion et auxquels le Pape imputait les malheurs de la répression".

Rien ne pouvait être plus péniblement ressenti par les catholiques libéraux de France et d'Europe et notamment les Belges et les Irlandais engagés dans des luttes émancipatrices contre la domination abusive du pouvoir temporel sur l'Eglise, que cette bénédiction donnée à un empereur schismatique et apparemment plus au nom de la Sainte Alliance qu'en celui de Dieu.

Toutefois, il s'avéra, par la suite, que la bonne foi de Grégoire XVI avait été trompée par les "Cabinets de l'Europe et par ses cardinaux" qu'il rendait responsable de ce qu'il ressentait, avec affliction, non seulement comme une erreur, mais comme une faute contre la foi de la nation polonaise.

Mais le mal était fait, beaucoup de catholiques avaient souffert de ce zèle absolutiste. Et parmi eux Lamennais, dont le cœur est toujours prêt à saigner. "C'est du Bref aux Evêques polonais que date le début de la grande crise de Lamennais qui allait l'amener, petit-à-petit à la séparation d'avec l'Eglise", écrit Louis Le Guillou. "La première chose qui me fit réfléchir profondément, ce fut le Bref aux Evêques polonais revu et corrigé par le Cardinal Gagarin, délégué par Sa Sainteté l'Empereur Nicolas qui, sans parler du reste, vient d'envoyer au pied du Caucase 25 000 Polonais sans un seul prêtre de leur communion et de supprimer en Pologne 192 couvents, toutes les chapelles seigneuriales et tous les séminaires, excepté un, celui de Wilna, dont le recteur est un espion connu. Il est heureux que les catholiques sachent pour la sûreté de leur conscience et leur plus grande consolation que cela se fait en vertu d'un droit divin reconnu au Pape et que selon la doctrine constante de l'Eglise, ils se damneraient en s'y opposant". (Lettre du Père Ventura, 22 janvier 1833. *Correspondance* : Tome V cité dans *les cahiers mennaisiens* n° 13, 1981)

En vérité, si *le style c'est l'homme même*, Lamennais est tout entier dans ces quelques lignes. Désormais, il ne se départira plus de ce ton dédaigneux quand il parlera des princes et des puissants de ce monde. Quand il parlera d'eux, car plus jamais il ne leur parlera.

Jean Yves CHEVALLIER

(1) *Lamennais Correspondance générale*, 9 tomes dont les deux derniers viennent de paraître. A-Colin.

(2) *Cahiers Mennaisiens* n° 13, 1981, 12 rue Van Gogh 29200 Brest, publication de la "Société des Amis de Lamennais".

(3) Voir aussi dans le même numéro des *Cahiers Mennaisiens*, l'article de L. Le Guillou: *L'Avenir et le Clergé 1830-1831*.

---

## ***La détente (suite): Les Malouines***

*Au moment où nous mettons sous presse, ce que l'on appelle l'affaire des Malouines est devenue un événement mondial qui émeut les chancelleries. Les actions de force et les contacts diplomatiques s'entremêlent. Episode grave, qui une fois de plus met la détente en question.*

*Est-ce qu'il s'agit de l'irruption d'un irrationnel nationaliste qui bouscule toutes les interprétations logiques, ou est-ce que se découvre un jeu plus profond à l'échelle du monde qui traduit la persistance d'un conflit fondamentale ? Tragique épreuve pour la paix...*



# Droite et gauche, distinction nécessaire et piégée

par Etienne BORNE

**I**mpossible de parler de politique à quelque niveau que ce soit, dans la quotidienneté des affrontements partisans comme dans le plus rare sérieux de l'information et de la réflexion, tant historique et sociologique que philosophique, sans user de la distinction entre droite et gauche. Mais impossible aussi de durcir cette même distinction en une irréductible et irréformable bipolarité, les deux notions ne prenant sens que dans une relativité qui se relativise indéfiniment elle-même.

D'abord, un pôle appelle l'autre pôle : que serait la droite si elle n'avait une gauche à dénoncer ? car sans un contraste appuyé avec la chantante, dansante et irréaliste cigale, comment la fourmi ferait-elle apparaître et valoir l'excellence de son prévoyant et prosaïque labeur ? Et il faut à la gauche une droite à peindre aux plus haïssables couleurs, avares et égoïstes, pour se donner et pour préserver une unité et une consistance que menacent jour après jour ses propres contradictions. Si bien que la droite et la gauche jouent l'une par rapport à l'autre le rôle de l'ennemi fédérateur, mais qui ne doit jamais disparaître dans une ultime bataille au terme d'une lutte finale pour que puissent continuer une guerre et une confrontation qui donnent être aux combattants et sens au combat.

Le jeu de la relativité est un vertige qui s'entretient lui-même et n'en est jamais à sa dernière spirale. Puisqu'on se classe à droite ou à gauche que "par rapport à...", les mêmes hommes, les mêmes partis, les mêmes doctrines pourront, selon la perspective choisie, être à droite ou à gauche, ou à la fois à droite et à gauche. Ainsi parmi les droites distinguées et définies par René Rémond, le bonapartisme par sa proche possibilité césarienne serait à la droite d'un orléanisme caractérisé par son libéralisme, mais aussi à sa gauche par son ouverture aux instincts populaires et son hostilité aux corps intermédiaires, suspects de perpétuer une aristocratique inégalité. Aujourd'hui notre parti socialiste a beau grandement souffrir d'une diabolique relativité qui le situe à droite du parti communiste, il ne saurait empêcher, plus tristement encore, que cette certaine droite devienne une droite certaine dès qu'une union à structure conflictuelle tourne à l'orage et à la rupture. Et puisqu'on a évoqué libéralisme et socialisme, il est clair que l'un et l'autre comportent des composantes de droite et de gauche et dans la mesure même où libéralisme et socialisme se ramènent à des idéologies, diversement exploitables dans le champ politique, plutôt qu'à d'incontestables vérités de philosophie politique.

"Les droites en France", et non plus "La droite..." en faisant glisser du singulier au pluriel le titre d'un livre classique, René Rémond ajoute un trait de plus à la leçon de relativisme qui se dégage de ses analyses. Et introduire la pluralité dans l'espace politique de la droite, de la même manière qu'on y serait amené pour de non moins justes raisons dans l'espace politique de la gauche, c'est par un maléfice du relativisme, se servir de la bi-polarité droite-gauche aussi bien pour comprendre la droite que pour comprendre la gauche. En se démultipliant à ce point,

la bi-polarité devient critique d'elle-même. Et on pourrait craindre que cette relativité, indéfiniment relativisante, nous fasse passer, contre les intentions et les conclusions de René Rémond, d'un relativisme salubre à un scepticisme qui serait aussi désastreux pour la pensée que pour l'action.

Droite, gauche, la métaphore est toute spatiale, et même si, avec une précipitation simplificatrice, on définissait la droite par le culte du passé et la gauche par la religion de l'avenir, cette transposition de l'espace au temps serait illusoire puisqu'il s'agirait, selon l'avertissement bergsonien, d'un temps spatialisé. Toujours une ligne ou un axe comme repérage majeur de la vie politique avec toutes les sinuosités et les va-et vient que décrit avec tant de bonheur René Rémond. Mais l'image linéaire est piège, et au moins faudrait-il évoquer non la rectitude indéfinie de la droite euclidienne mais, métaphore pour métaphore, la ligne courbe de l'espace riemanien. Et c'est en poussant à son comble la relativité, puisqu'alors la courbure de gauche rencontre la courbure de droite, qu'on a paradoxalement quelque chance d'échapper aux tentations sceptiques et de mettre en place une doctrine démocratique de la bi-polarité.

Il y a, théoriquement et en fait, deux bi-polarités : l'une relative, avec échanges incessants et passages continus de droite à gauche et de gauche à droite; et une bipolarité de rupture entre extrême-droite et droite d'une part, et gauche et extrême-gauche d'autre part. Les libéralismes de concurrence sauvage aussi bien que les autoritarismes dits les uns et les autres de droite ne sont pas plus la droite que les anarchismes ou les totalitarismes dits de gauche ne sont la gauche, mais à chaque fois leurs caricatures et leurs corruptions, qui d'un bord à l'autre se rejoignent, la terre politique étant ronde, dans un même congé donné à la démocratie. Leurs extrémismes tuent la droite et la gauche, en transformant en absolu la droite et la gauche. Lesquelles ne peuvent sauver et maintenir les valeurs qui leur sont propres, qu'en rompant avec la fascination de l'absolu et en se reconnaissant démocratiquement l'une et l'autre dans le jeu croisé des différences et des similitudes, qui justifie aussi bien l'alternance au pouvoir que les convergences de salut public.

Une droite qui serait purement droite ne serait pas la droite, pas plus qu'une gauche qui se voudrait absolument gauche ne serait la gauche. Chacune, pour être elle-même, a besoin d'être tempérée au-dedans par un contraire fraternel. Chacun sait, et la démonstration vient de nous en être administrée avec quelque éclat, que dans un gouvernement démocratique il est normal que l'Intérieur penche à droite et la Justice à gauche. Choisir l'un contre l'autre serait faire éclater un gouvernement et pervertir la démocratie. Aussi pour éluder les alternatives piégées faudrait-il être de gauche, à condition qu'il s'agisse de la gauche de la droite, et de droite, pourvu que cette droite soit la droite de la gauche. Honorable manière de retrouver un centre, dont historiens et politologues s'évertuent à nous prouver qu'il ne saurait exister en tant que tel.